



# Assemblée générale

Soixante-dix-septième session

4<sup>e</sup> séance plénière

Mardi 20 septembre 2022, à 9 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Kőrösi ..... (Hongrie)

La séance est ouverte à 9 heures.

## Point 113 de l'ordre du jour

### Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/77/1)

**Le Président** (*parle en anglais*) : Avant de passer au débat général, comme annoncé dans le *Journal des Nations Unies*, l'Assemblée générale va entendre une présentation par le Secrétaire général de son rapport annuel (A/77/1) sur l'activité de l'Organisation, au titre du point 113 de l'ordre du jour, conformément à la résolution 51/241 et nonobstant les dispositions de la décision 77/504.

Nous allons procéder de cette manière (décision 77/507).

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

**Le Secrétaire général** (*parle en anglais*) : Notre monde est au plus mal. Les clivages s'accroissent. Les inégalités se creusent. Les difficultés s'étendent. Pourtant, aujourd'hui réunis alors que le monde est en proie au tumulte, une image de promesse et d'espoir me vient à l'esprit.

Le navire que l'on peut voir sur les écrans est le *Brave Commander*. Ce bateau a traversé la mer Noire battant fièrement le pavillon de l'ONU. D'une part, ce que l'on voit là est un navire des plus communs, sillonnant les mers. Mais si l'on regarde de plus près, ce navire symbolise ce que le monde peut accomplir lorsque nous agissons ensemble.

Il est chargé de céréales ukrainiennes destinées à la Corne de l'Afrique, où des millions de gens sont au bord de la famine. Il a navigué à travers une zone de guerre, guidé par les parties au conflit elles-mêmes, dans le cadre d'une initiative globale sans précédent visant à faire sortir une plus grande quantité de nourriture et d'engrais d'Ukraine et de Russie, à apporter aux personnes dans le besoin une aide qui leur fait cruellement défaut, à apaiser les marchés des denrées alimentaires, à garantir les récoltes futures et à faire baisser partout les prix à la consommation.

L'Ukraine et la Fédération de Russie, avec l'appui de la Turquie, se sont entendues pour parvenir à ce résultat, en dépit des énormes complexités, des détracteurs et même de l'enfer de la guerre. D'aucuns pourraient parler de miracle sur mer. En réalité, c'est la diplomatie multilatérale en action.

L'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire a permis de faire en sorte que des dizaines de navires remplis de denrées alimentaires indispensables puissent naviguer en toute sécurité. Mais chaque navire transporte également une des denrées les plus rares de nos jours : l'espoir. Nous avons besoin d'espoir, mais pas seulement. Nous avons besoin d'action.

Pour atténuer la crise alimentaire mondiale, nous devons maintenant nous employer de toute urgence à résoudre la crise du marché mondial des engrais. Cette année, le monde a assez de nourriture ; ce qui pose problème, c'est son acheminement. Mais si le marché des engrais n'est pas stabilisé, c'est l'offre même de produits alimentaires qui pourrait poser problème.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

22-59678 (F)



Document adapté

Merci de recycler



\* Nouvelle publication, le 31 janvier 2023, pour raisons techniques

l'année prochaine. L'on apprend déjà qu'en Afrique de l'Ouest et ailleurs, des paysans ont dû réduire leurs cultures à cause du prix des engrais et de la difficulté de s'en procurer.

Il est essentiel de continuer à lever les derniers obstacles à l'exportation des engrais russes et de leurs composants, notamment l'ammoniac. Ces produits ne sont pas soumis à des sanctions, et nous avançons dans l'élimination des répercussions indirectes.

Un autre sujet de préoccupation majeur est l'incidence des prix élevés du gaz sur la production d'engrais azotés. Il faut activement remédier à ce problème. Si nous n'agissons pas maintenant, la pénurie mondiale d'engrais se muera très vite en une pénurie alimentaire mondiale.

Nous devons agir sur tous les fronts. Ne nous faisons pas d'illusions. Nous naviguons sur une mer agitée. Un hiver de mécontentement mondial se profile à l'horizon. Une crise du coût de la vie fait rage. La confiance s'effrite. Les inégalités explosent. La planète est en feu. Les gens souffrent – et les plus vulnérables sont les plus touchés.

La Charte des Nations Unies et les idéaux qu'elle porte sont en péril. Nous avons le devoir d'agir. Et pourtant, nous sommes bloqués par un énorme dysfonctionnement mondial. La communauté internationale n'est pas prête ni disposée à s'attaquer aux grands drames de notre époque. Ces crises menacent l'avenir même de l'humanité et le sort de notre planète : des crises comme la guerre en Ukraine et la multiplication des conflits dans le monde ; des crises comme l'urgence climatique et la perte de biodiversité ; des crises comme la situation financière catastrophique des pays en développement et la survie des objectifs de développement durable ; ou encore le manque de garde-fous autour de nouvelles technologies prometteuses pour soigner les maladies, connecter les gens et étendre le champ des possibles.

Rien que depuis le début de mon mandat de Secrétaire général, un outil permettant de modifier les gènes a vu le jour. Les neurotechnologies, reliant les technologies au système nerveux humain, sont passées du stade d'idée à celui de faisabilité. Les cryptomonnaies et d'autres technologies de la chaîne de blocs se sont généralisées. Mais pour beaucoup de nouvelles technologies, les plus grandes précautions doivent être prises.

Les réseaux sociaux dont le modèle économique repose sur la monétisation de l'indignation, de la colère et de la négativité ont des effets dévastateurs sur la collectivité et les sociétés. Les discours de haine, la

désinformation et les invectives, en particulier envers les femmes et les communautés vulnérables, prolifèrent. Nos données sont achetées et vendues pour influencer notre comportement, tandis que les logiciels espions et la surveillance sont hors de contrôle, le tout au mépris du respect de la vie privée.

L'intelligence artificielle compromet l'intégrité des systèmes informatiques, des médias et de la démocratie elle-même. L'informatique quantique pourrait détruire la cybersécurité et accroître le risque de dysfonctionnement de systèmes complexes. Nous ne disposons pas ne serait-ce que d'un embryon d'architecture mondiale pour nous permettre de faire face à tout cela.

Sur toutes ces questions et bien d'autres encore, les progrès sont assujettis aux tensions géopolitiques. Notre monde est en péril et paralysé. Les clivages géopolitiques sapent le travail du Conseil de sécurité, sapent le droit international, sapent la confiance et l'espoir que les gens placent dans les institutions démocratiques, sapent les possibilités de coopération internationale. Nous ne pouvons pas continuer ainsi.

Même les différents groupements constitués en dehors du système multilatéral par certains membres de la communauté internationale sont tombés dans le guêpier des clivages géopolitiques – le Groupe des Vingt (G20), par exemple. À un moment donné, les relations internationales semblaient se diriger vers un monde doté d'un Groupe des Deux ; et maintenant nous risquons de nous retrouver avec un Groupe Zéro. Zéro coopération. Zéro dialogue. Zéro règlement collectif des problèmes.

Mais le fait est que nous vivons dans un monde où la logique de coopération et de dialogue est la seule voie possible. Aucune puissance, aucun groupe ne peut mener la barque tout seul. Aucun grand problème mondial ne peut être résolu par une coalition de volontaires. Il nous faut une coalition mondiale.

*(l'orateur poursuit en français)*

Aujourd'hui, je voudrais présenter trois domaines dans lesquels cette coalition mondiale doit de toute urgence surmonter les divisions et agir de concert. Il s'agit en premier lieu de la mission fondamentale des Nations Unies : instaurer et maintenir la paix.

Une grande partie de la planète continue d'avoir les yeux rivés sur l'invasion russe en Ukraine. La guerre a déclenché une destruction et des violations massives des droits humains et du droit international humanitaire. Les dernières informations sur la découverte de sites funéraires à Izioum sont extrêmement perturbantes.

Des milliers de civils ont été tués. Des millions de personnes ont été déplacées. Des milliards d'individus dans le monde sont touchés.

Nous voyons surgir la menace de divisions dangereuses entre l'Ouest et le Sud. Les risques pour la paix et la sécurité mondiales sont immenses. Nous devons continuer d'œuvrer pour la paix dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international.

Dans le même temps, les conflits et les crises humanitaires se propagent, souvent loin des projecteurs. Le déficit de financement de notre appel humanitaire mondial s'élève à 32 milliards de dollars, le plus important jamais enregistré. Hélas, on ne compte plus les crises.

En Afghanistan, l'économie est en ruine, plus de la moitié de la population est en proie à des niveaux de faim extrêmes, tandis que les droits humains, en particulier les droits des femmes et des filles, sont bafoués. En République démocratique du Congo, les groupes armés de l'est terrorisent les civils et attisent les tensions régionales. Dans la Corne de l'Afrique, une sécheresse sans précédent menace la vie et les moyens de subsistance de 22 millions de personnes. En Éthiopie, les combats ont repris, soulignant l'urgence pour les parties de cesser les hostilités et de revenir à la table des négociations sous l'égide de l'Union africaine. En Haïti, les gangs détruisent les fondements mêmes de la société. En Libye, les divisions continuent de mettre le pays en péril. En Iraq, les tensions actuelles compromettent la stabilité. En Israël et en Palestine, les cycles de violence sous l'occupation se poursuivent, et les perspectives d'une paix fondée sur la solution des deux États ne cessent de s'éloigner. Au Myanmar, l'effroyable situation humanitaire et des droits humains ainsi que les conditions de sécurité s'aggravent de jour en jour. Au Sahel, l'insécurité et les activités terroristes atteignent des niveaux alarmants, tandis que les besoins humanitaires ne cessent de croître. En Syrie, la violence et les difficultés règnent toujours. Et la liste est encore longue.

Pendant ce temps, les menaces de recours aux armes nucléaires et les risques pesant sur la sécurité des centrales nucléaires ne font qu'ajouter à l'instabilité planétaire. Les parties à la Conférence chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires n'ont pas réussi à trouver de consensus, et l'accord sur le nucléaire avec l'Iran semble encore lointain.

Il y a toutefois quelques lueurs d'espoir. Au Yémen, la trêve nationale est fragile, mais elle tient toujours. En Colombie, le processus de paix prend racine.

Et partout, nous avons besoin d'une action bien plus concertée, ancrée dans le respect du droit international et la protection des droits humains. Dans un monde qui se déchire, nous devons créer des mécanismes de dialogue et de médiation pour apaiser les divisions.

C'est pourquoi j'ai esquissé les éléments d'un nouvel Agenda pour la paix dans le rapport *Notre Programme commun* (A/75/982). Nous sommes résolus à tirer le meilleur de tous les outils diplomatiques de règlement pacifique des différends qui s'offrent à nous, comme le prévoit la Charte des Nations Unies : négociation, enquête, médiation, conciliation, arbitrage et règlement judiciaire.

*(l'orateur poursuit en espagnol)*

La participation et le leadership des femmes doivent être une préoccupation de premier plan. Et nous devons également faire de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix une priorité. Cela signifie renforcer la prospective stratégique, repérer en amont les zones où les tensions sont susceptibles de dégénérer en violence et s'attaquer aux menaces émergentes que sont la cyberguerre et les armes létales autonomes. Cela signifie donner une plus grande place aux groupes régionaux, renforcer le maintien de la paix, intensifier l'action en faveur du désarmement et de la non-prolifération, prévenir et combattre le terrorisme et garantir l'application du principe de responsabilité. Et cela signifie prendre acte du rôle fondamental des droits humains en matière de prévention.

Mon appel à l'action en faveur des droits humains souligne le rôle central des droits humains, du droit des réfugiés et du droit humanitaire. Dans tout ce que nous faisons, nous devons comprendre que l'apaisement des tensions, le règlement des conflits et l'instauration d'une paix durable passent nécessairement par les droits humains.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Il y a une autre bataille à laquelle nous devons mettre fin : notre guerre suicidaire contre la nature. La crise climatique est l'enjeu déterminant de notre temps. Elle doit être la priorité absolue de chaque gouvernement et organisation multilatérale. Pourtant, l'action en faveur du climat est reléguée au second plan, bien que l'opinion publique y soit favorable dans son immense majorité à l'échelle de la planète. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent être réduites de 45 % d'ici à 2030 pour que l'on puisse espérer atteindre le niveau zéro à l'horizon 2050. Pourtant, les émissions atteignent des niveaux record : elles sont en passe d'augmenter de 14 % au cours de cette décennie. Nous allons au-devant de la catastrophe climatique.

Je l'ai récemment vu de mes propres yeux au Pakistan, où un tiers du pays est submergé par une mousson monstrueuse. Nous le voyons partout. La planète Terre est la victime de tactiques de la terre brûlée.

Cette année nous a apporté la pire canicule qu'ait connue l'Europe depuis le Moyen-Âge. Des méga-sécheresses en Chine, aux États-Unis et ailleurs. Une famine qui hante la Corne de l'Afrique. Un million d'espèces menacées d'extinction.

Aucune région n'est épargnée. Et comme le dit l'adage, nous n'avons encore rien vu. Les étés les plus chauds d'aujourd'hui pourraient bien être les étés les plus frais de demain. Les chocs climatiques aujourd'hui exceptionnels pourraient bientôt devenir des phénomènes annuels. Et à chaque catastrophe climatique, nous savons que ce sont les femmes et les filles qui sont les plus touchées.

La crise climatique est un cas d'école d'injustice morale et économique. Le G20 émet 80 % du total des émissions de gaz à effet de serre. Mais ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables, celles et ceux qui ont le moins contribué à cette crise, qui en paient le prix fort. Pendant ce temps, l'industrie des combustibles fossiles profite de centaines de milliards de dollars de subventions et de bénéfices exceptionnels, alors que le budget des ménages se réduit et que notre planète brûle.

Parlons clairement. Notre monde est accro aux combustibles fossiles. Il est temps d'intervenir. Nous devons demander des comptes aux entreprises du secteur des combustibles fossiles et à ceux qui les soutiennent. Cela inclut les banques, les fonds de capital-investissement, les sociétés de gestion d'actifs et les autres institutions financières qui continuent d'investir dans les activités génératrices de pollution par le carbone et de les garantir. Et cela inclut aussi la gigantesque machine de relations publiques qui empêche des milliards de dollars pour éviter à l'industrie des combustibles fossiles d'être surveillée de trop près.

Comme ils l'ont fait pour l'industrie du tabac il y a plusieurs dizaines d'années, lobbyistes et professionnels de la communication répandent des informations erronées et préjudiciables. Ceux qui défendent les intérêts du secteur des combustibles fossiles devraient passer moins de temps à tenter d'éviter une catastrophe en termes de relations publiques et s'employer davantage à éviter une catastrophe planétaire.

Bien sûr, nous ne pourrions pas arrêter les combustibles fossiles du jour au lendemain. Une transition juste est une transition qui ne laisse aucun être humain ni

aucun pays de côté. Mais il est grand temps de mettre en garde les producteurs de combustibles fossiles, les investisseurs dans ce secteur et ceux qui le soutiennent. Les pollueurs doivent payer.

Aujourd'hui, j'appelle tous les pays développés à taxer les bénéfices exceptionnels des entreprises du secteur des combustibles fossiles. Les fonds perçus doivent être reversés, d'une part, aux pays dans lesquels la crise climatique occasionne des pertes et des dommages, et, d'autre part, aux personnes qui sont mises en difficulté par la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

À l'approche de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27), qui se tiendra en Égypte, je lance un appel aux dirigeants du monde entier pour qu'ils concrétisent les objectifs de l'Accord de Paris. Ils doivent fixer des objectifs climatiques plus ambitieux, écouter les appels au changement de leurs populations et investir dans des solutions qui conduisent à une croissance économique durable.

Qu'il me soit permis de citer trois solutions. Premièrement, les énergies renouvelables génèrent trois fois plus d'emplois, coûtent déjà moins cher que les combustibles fossiles et sont la clef de la sécurité énergétique, de la stabilité des prix et de la création d'industries nouvelles. Mais pour opérer ce changement au profit des énergies renouvelables, les pays en développement ont besoin d'aide, notamment à travers des coalitions internationales qui favoriseront une transition énergétique juste dans les économies émergentes majeures.

Deuxièmement, il faut aider les pays à s'adapter à des chocs climatiques de plus en plus violents. Renforcer la résilience dans les pays en développement est un investissement intelligent – dans des chaînes d'approvisionnement fiables, la stabilité régionale et des migrations ordonnées. L'an dernier, à Glasgow, les pays développés ont convenu de doubler le montant alloué aux mesures d'adaptation d'ici à 2025. Cet engagement, qui marque un point de départ, doit être pleinement honoré. Au minimum, il faut que la moitié des fonds consacrés à l'action climatique serve à financer les mesures d'adaptation. Les banques multilatérales de développement doivent se montrer à la hauteur. Quant aux grandes économies, qui en sont les actionnaires, elles doivent faire le nécessaire pour parvenir à cet objectif.

Troisièmement, il faut gérer les pertes et les dommages causés par les catastrophes. Il est grand temps d'en finir avec les discussions sans fin. Les pays vulnérables ont besoin d'un véritable passage à l'acte. C'est maintenant que des catastrophes provoquent des pertes et des dommages, c'est maintenant que ces pertes et ces dommages font du tort aux populations et aux économies, et c'est maintenant qu'il faut régler le problème, et ce, dès la COP 27. Il s'agit d'une question fondamentale de justice climatique, de solidarité internationale et de confiance.

En parallèle, nous devons veiller à ce que des systèmes efficaces d'alerte rapide soient accessibles à chaque personne, chaque communauté et chaque nation dans les cinq prochaines années. Nous devons également nous attaquer à la crise de la biodiversité, en assurant le succès de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité, qui aura lieu en décembre. Les pays doivent se mettre d'accord sur un cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, qui fixe des objectifs ambitieux propres à stopper et à inverser la perte de biodiversité, qui prévoit un financement adéquat et qui mette un terme aux subventions néfastes qui détruisent les écosystèmes dont nous dépendons toutes et tous. Par ailleurs, j'invite instamment l'Assemblée générale à redoubler d'efforts pour négocier un accord international juridiquement contraignant prévoyant la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine. Nous devons protéger l'océan aujourd'hui et pour l'avenir.

La crise climatique vient s'ajouter à d'autres tempêtes. Notre génération traverse une crise du coût de la vie sans précédent, que la guerre en Ukraine est venue amplifier. Quelque 94 pays, majoritairement africains, où vivent 1,6 milliard de personnes, affrontent de multiples tempêtes : conséquences économiques et sociales de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, poids écrasant de la dette, montée en flèche de l'inflation et manque d'accès aux services financiers. Ces crises en cascade s'alimentent mutuellement, aggravent les inégalités, créent des difficultés catastrophiques, retardent la transition énergétique et menacent de provoquer un effondrement financier mondial.

Les troubles sociaux sont inévitables et le risque de conflits est bien réel. Mais ce n'est pas une fatalité. Un monde libéré de l'extrême pauvreté, de la misère et de la faim n'est pas un rêve inaccessible. Il est à notre portée. C'est le monde envisagé par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable.

Pourtant, ce monde n'est pas celui que nous avons choisi. À cause de nos décisions, partout dans le monde, le développement durable est menacé. Les objectifs de développement durable sont en détresse. Même la réalisation des objectifs les plus fondamentaux, sur la pauvreté, la faim et l'éducation, fait marche arrière. De plus en plus de personnes vivent dans la pauvreté. De plus en plus de personnes ont faim. De plus en plus de personnes sont privées de soins de santé et d'éducation. L'égalité des genres recule et les femmes voient leurs conditions de vie se détériorer : pauvreté, absence de choix en matière de santé sexuelle et reproductive, et menaces à leur sécurité personnelle.

Les pays en développement subissent des assauts venant de toutes parts et nous devons mener une action concertée. Aujourd'hui, j'appelle à l'adoption, sous la direction du G20, d'un plan de relance des objectifs de développement durable, qui donnera une impulsion forte au développement durable dans les pays en développement. C'est au prochain Sommet du G20, qui se tiendra à Bali, qu'il faudra amorcer ce processus.

Ce plan de relance comporte quatre volets. Premièrement, les banques multilatérales de développement, à savoir la Banque mondiale et ses homologues régionaux, doivent accorder aux pays en développement davantage de prêts à des conditions favorables pour les aider à investir dans les objectifs de développement durable, et les banques elles-mêmes ont besoin d'urgence de moyens financiers plus importants. Elles doivent ensuite assouplir leurs conditions de prêt et accroître leur appétit pour le risque, afin que tous les pays qui en ont besoin puissent recevoir des fonds. Trop d'obstacles empêchent les pays en développement, en particulier les petits États insulaires en développement, d'accéder aux financements nécessaires pour investir dans leur population et leur avenir.

Deuxièmement, concernant l'allègement de la dette, l'Initiative de suspension du service de la dette doit être maintenue, et améliorée. Nous avons également besoin d'un mécanisme efficace d'allègement de la dette pour les pays en développement, y compris les pays à revenu intermédiaire, en situation de surendettement. Les créanciers doivent réfléchir à des mécanismes permettant de réduire le fardeau de la dette, tels que la conversion de créances en mesures d'adaptation climatique. De telles mesures auraient pu sauver des vies et des moyens de subsistance au Pakistan, qui, aujourd'hui, est submergé aussi bien par les inondations que par la dette. Le produit intérieur brut ne doit pas être le seul critère d'octroi de prêts : il convient de tenir compte de la vulnérabilité des pays en développement dans toutes ses dimensions.

Troisièmement, il faut favoriser l'expansion des liquidités. Je demande instamment au Fonds monétaire international et aux principales banques centrales de développer immédiatement et sensiblement leurs facilités de trésorerie et leurs lignes de crédit en devises. Les droits de tirage spéciaux jouent un rôle important car ils permettent aux pays en développement d'investir dans la relance et les objectifs de développement durable. Mais ils ont été répartis selon les quotas existants, profitant ainsi à ceux qui en ont le moins besoin. Cela fait 19 mois que nous en attendons une nouvelle répartition et les montants dont nous entendons parler sont extrêmement modestes. La nouvelle répartition des droits de tirage spéciaux doit impérativement être fondée sur les principes de justice et de solidarité avec les pays en développement.

Quatrièmement, j'appelle les gouvernements à renforcer des fonds spécialisés comme l'Alliance Gavi, le Fonds mondial et le Fonds vert pour le climat. Les pays du G20 devraient verser à ces fonds des ressources financières additionnelles en faveur des objectifs de développement durable.

Soyons clairs : le plan de relance des objectifs de développement durable que je propose est essentiel, mais il n'est qu'une mesure provisoire. Le système financier mondial actuel a été créé il y a plusieurs décennies par des pays riches pour servir leurs intérêts. Ce système creuse et perpétue les inégalités. Il doit faire l'objet d'une profonde réforme structurelle. Mon rapport sur *Notre Programme commun* (A/75/982) propose une nouvelle donne mondiale visant à rééquilibrer le pouvoir et les ressources entre pays développés et pays en développement. Les pays africains, en particulier, sont sous-représentés dans les institutions internationales. J'espère que les États Membres saisiront l'occasion de transformer ces idées en solutions concrètes, notamment au Sommet de l'avenir qui se tiendra en 2024.

Les divergences entre pays développés et pays en développement, entre le Nord et le Sud, entre les privilégiés et les autres, deviennent chaque jour plus dangereuses. Elles sont à l'origine de tensions géopolitiques et d'un manque de confiance qui empoisonnent tous les domaines de la coopération mondiale, de la vaccination à l'application des sanctions en passant par les échanges commerciaux.

Mais si nous unissons nos forces, l'espoir est permis : l'espoir incarné par celles et ceux qui, partout dans le monde, militent pour l'action climatique et la paix, appellent au changement et demandent des résultats à leurs dirigeants ; l'espoir incarné par les jeunes, qui œuvrent jour après jour pour un avenir meilleur et plus pacifique ;

l'espoir incarné par les femmes et les filles du monde entier, qui sont en première ligne et se battent pour celles qui sont encore privées de leurs droits humains fondamentaux ; l'espoir incarné par la société civile, qui cherche à bâtir des communautés et des pays où la justice et l'égalité prévalent ; l'espoir incarné par les scientifiques et les universitaires, qui travaillent dur pour garder une longueur d'avance sur les maladies mortelles et venir à bout de la pandémie de COVID-19 ; et l'espoir incarné par les héros de l'action humanitaire, qui se démenent pour apporter une assistance vitale à travers le monde. L'Organisation des Nations Unies est à leurs côtés.

Nous savons que les idéaux nobles doivent devenir réalité pour les populations. Trouvons donc à nos problèmes communs des solutions communes, fondées sur la bonne volonté, la confiance et les droits de tous les êtres humains. Travaillons ensemble, comme une coalition mondiale, comme des nations unies.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

## Point 8 de l'ordre du jour

### Débat général

**Le Président** (*parle en anglais*) : Le monde a besoin de solutions fondées sur la solidarité, la durabilité et la science. Nous avons besoin de solutions car nous avons rédigé de nombreux traités et fixé de nobles objectifs, mais nous n'avons que trop peu agi. Nous avons besoin de solidarité car les inégalités atteignent des niveaux records. Nous avons besoin de durabilité car nous devons à nos enfants de leur laisser un monde vivable. Nous avons besoin de science car elle nous offre des bases neutres pour agir. Ma gratitude sincère va à tous les États Membres, en particulier la Hongrie et le Groupe des États d'Europe orientale, qui m'ont donné pour mandat de traduire cette devise en actes.

Nous sommes réunis aujourd'hui au moment le plus crucial des quatre dernières décennies.

(*l'orateur poursuit en français*)

Des chaleurs extrêmes aux inondations dévastatrices, les changements climatiques ébranlent nos communautés. Notre consommation et nos méthodes de production lacèrent notre planète de ses sols à ses cieux. Nous vivons dans un état de crise humanitaire permanente.

(*l'orateur poursuit en arabe*)

Plus de 300 millions de personnes ont un besoin urgent d'aide humanitaire et de protection, soit une hausse de 10 % depuis janvier. La crise alimentaire mondiale

atteint un niveau alarmant à cause des changements climatiques, des conflits et de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Au cours des six derniers mois, les prix des denrées alimentaires et de l'énergie ont précipité au moins 70 millions de personnes dans la pauvreté.

*(l'orateur poursuit en russe)*

Dans le même temps, l'inflation est à son plus haut niveau depuis plus de 40 ans. Un quart de la population de la planète vit dans des zones de conflit, dans des zones en proie à des hostilités armées ou à de l'instabilité politique. La violence avait rarement fait autant rage dans le monde entier qu'aujourd'hui.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Qui aurait imaginé que la guerre reviendrait en Europe, ou que la menace nucléaire ferait son retour dans le discours politique pour régler un différend avec un voisin ? Voilà 203 jours que l'Assemblée générale a adopté une résolution condamnant l'agression militaire contre l'Ukraine (résolution ES-11/1). Hélas, l'effusion de sang et la souffrance n'ont toujours pas cessé.

Durant cette période, comme nous l'avons entendu, l'ONU et ses partenaires ont offert nourriture et hébergement à des millions de réfugiés de ce pays. Un accord historique sur les exportations commerciales de céréales en provenance du plus grand grenier à blé du monde est source d'espoir. La diplomatie travaille pour libérer l'engrais afin que les pénuries que nous voyons aujourd'hui ne deviennent pas les famines de l'an prochain. Les inspecteurs nucléaires des Nations Unies sont sur l'un des plus grands sites nucléaires d'Europe pour empêcher une possible catastrophe.

Le soixante-dix-septième débat général a pour thème : « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués ».

Je suis solidaire du peuple du Pakistan, où des inondations dévastatrices ont emporté des centaines de villages. Nous avons vu les images déchirantes de la dévastation. Elles sont peut-être un aperçu de notre avenir. Toutefois, face aux changements climatiques, nous avons les solutions, elles sont ancrées dans les progrès que nous faisons en matière de coopération scientifique et de diplomatie climatique. Encore faut-il que nous voulions les mettre en pratique.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a fait la preuve qu'il était un outil inestimable pour appuyer les décisions politiques afin de combattre les changements climatiques et de s'adapter à leurs conséquences. Nous devrions envisager de

reproduire son succès dans les domaines de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation et de la biodiversité. Cela nous donnerait une base scientifique universellement acceptée pour agir. Une fois que cette semaine de haut niveau sera terminée, je prévois de lancer une série de consultations avec la communauté scientifique, pour demander à ses membres de nous aider, en faisant passer leur savoir des microscopes aux microphones.

La soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale sera cruciale pour préparer le Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023 et le Sommet de l'avenir de 2024. L'an prochain, nous évaluerons l'objectif de développement durable no 6 à la Conférence des Nations Unies sur l'eau, qui sera la première depuis 1977. Cet objectif ne saurait être plus urgent, étant donné que l'eau est partie pour être le prochain grand facteur de conflit dans le monde.

Le problème de l'eau est triple : trop, pas assez, insalubre. Nous avons la possibilité de changer la vie de 2,1 milliards de personnes qui souffrent d'un manque d'accès à l'eau potable. Coopérons donc pour rendre le programme d'action sur l'eau aussi transformateur, concret et applicable que possible.

Au cours de la présente session, nous évaluerons également le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et parviendrons à des conclusions pour améliorer la résilience face aux catastrophes. Il est capital que ces occasions débouchent sur des résultats de fond.

Nous disposons des pièces maîtresses de la transformation. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), l'Accord de Paris sur les changements climatiques, le Programme d'action d'Addis-Abeba et *Notre Programme commun* (A/75/982) convergent tous dans la même direction. Ils décrivent le monde que nous voulons et nous offrent les moyens de le faire advenir.

Je constate avec satisfaction que les propositions du Secrétaire général et les importantes initiatives des États Membres se renforcent mutuellement. Les défis sont immenses et interconnectés, mais ils ne sont pas insurmontables.

Sans le respect universel de l'état de droit, on ne peut que trop facilement déraiser sur une pente dangereuse. Nous le savons tous, en temps de crise, les droits humains sont les premiers à être remis en cause. Lorsque les droits humains sont menacés, c'est pour nous un signal de fumée, un appel à l'action.

Il serait négligent d'évoquer les droits humains sans aborder un sujet crucial qui fait défaut dans la plupart des sociétés du monde : les droits des femmes. Il est tout simplement inacceptable qu'une femme sur trois subisse des violences au cours de sa vie. À l'heure où nous parlons, la moitié de l'humanité est trop souvent exclue de la prise de décision et des fonctions de direction. Il faut que chaque homme et chaque femme puisse mener sa vie en réalisant pleinement son potentiel. La seule façon de trouver des solutions aux problèmes auxquels nous faisons face est de garantir l'inclusion de toutes et tous, et de valoriser les connaissances de chacun.

La Plateforme mondiale des femmes dirigeantes de l'Assemblée générale, qui se réunit cet après-midi en collaboration avec ONU-Femmes, pourrait apporter une réponse à cet appel. Les femmes chefs d'État et de gouvernement proposeront leurs solutions aux différents problèmes complexes de la société. Les études montrent que les mesures prises en cas de crise sont plus efficaces lorsque ce sont les femmes aux commandes. J'encourage les membres à s'intéresser de près à cette question. C'est un enjeu d'équité et d'égalité, mais surtout de dignité humaine.

Sur toutes ces questions et dans tous nos efforts, je compte bien travailler en étroite collaboration avec le Secrétaire général, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et les autres principales institutions compétentes des Nations Unies. Je suis prêt à aider les États Membres à trouver des solutions transformatrices, axées sur les résultats, systémiques et durables. Je promets de coopérer avec toutes les parties prenantes, la société civile, les jeunes, les femmes et l'ensemble des scientifiques, pour n'en citer que quelques-unes.

Les organismes, fonds et programmes des Nations Unies sont essentiels pour que nos efforts se déploient en dehors de cette salle et bénéficient à nos communautés. Pour accomplir le programme de travail demandé par les États Membres, je compte sur la participation constructive, la coopération et le respect mutuel de chacun. J'insiste sur le fait que la revitalisation de l'ONU et de l'Assemblée générale doit se poursuivre. Notre aptitude à améliorer efficacement l'Organisation sera le gage de son intérêt aux yeux des populations du monde entier.

Je veux faire avancer les négociations sur la réforme du Conseil de sécurité. Il est grand temps que le Conseil représente la population mondiale de façon plus égale et qu'il soit le reflet des réalités du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est un enjeu de crédibilité pour l'ensemble de l'Organisation et l'ordre multilatéral.

La gestion et la transformation des crises exigent de nous des efforts constants, bien au-delà d'une seule session de l'Assemblée générale. Dans cet esprit, je voudrais conclure par ces quelques paroles d'une sagesse éternelle sur les chances qui se présentent et le risque de les laisser passer :

« La situation s'améliore quand on la rend meilleure. La situation se dégrade quand nous ne saisissons pas les chances qui se présentent à nous. »

Notre chance, elle est ici et maintenant. Agissons.

Avant de donner la parole au premier orateur de la matinée, je rappelle aux membres que la liste des orateurs et oratrices pour le débat général a été établie en partant du principe, accepté par tous, que les déclarations ne dépasseront pas 15 minutes chacune, et ce afin que toutes les personnes qu'il est prévu d'entendre à chaque séance puissent s'exprimer. Je demande toutefois aux orateurs et aux oratrices de parler à une vitesse raisonnable, sans perdre de vue le temps imparti, de sorte que l'interprétation puisse être correctement assurée dans les autres langues officielles de l'Organisation.

J'appelle aussi l'attention des membres sur la décision prise par l'Assemblée générale à ses précédentes sessions, à savoir que la pratique consistant à présenter des félicitations dans la salle de l'Assemblée générale à la fin d'un discours est vivement découragée.

J'invite les orateurs et les oratrices à quitter la salle de l'Assemblée générale une fois leur discours terminé en passant par la salle GA-200, située derrière la tribune, avant de regagner leur place.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite procéder de la sorte pendant le débat général de la soixante-septième session ?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Enfin, j'informe les membres que, pendant le débat général, des photographies officielles de tous les orateurs et toutes les oratrices sont prises par le Département de la communication globale. Celles et ceux qui souhaiteraient se procurer ces photographies sont priés de contacter la photothèque de l'ONU.

**Allocution de M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérative du Brésil.

*M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Bolsonaro** (*parle en portugais ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je tiens à saluer le Secrétaire général, à qui je me réjouis à nouveau de m'adresser dans notre langue commune.

Je souhaite tout d'abord vous adresser mes sincères félicitations, Monsieur l'Ambassadeur Csaba Kőrösi, pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session. Vous pouvez compter sur l'appui du Brésil.

Le thème choisi pour ce débat général s'articule autour d'une notion qui s'applique parfaitement à la période que nous traversons : un tournant décisif. Notre responsabilité collective, à l'Assemblée générale, est de mesurer l'ampleur des défis qui caractérisent ce tournant décisif et, sur cette base, de proposer des solutions qui puisent leur force dans les objectifs que nous partageons tous. Ce n'est pas une tâche facile. Mais nous n'avons pas, à proprement parler, d'autre solution. Ces efforts doivent commencer dans chacun de nos pays. Avant tout, c'est notre action à l'échelle nationale qui donne la mesure de l'autorité avec laquelle nous agissons au niveau international.

Qu'il me soit permis de parler du point de vue de mon pays. Lorsque le Brésil s'exprime sur le programme de santé publique, nous le faisons avec l'autorité d'un gouvernement qui, pendant la pandémie de coronavirus (COVID-19), n'a pas ménagé ses efforts pour sauver des vies et protéger des emplois. À l'instar de nombreux autres pays, nous avons concentré nos efforts, dès le début, sur la nécessité de garantir une aide financière d'urgence aux personnes qui en ont le plus besoin. Notre objectif était de préserver les revenus des familles afin qu'elles puissent faire face aux difficultés économiques résultant de la pandémie. Nous avons aidé plus de 68 millions de personnes, ce qui représente un tiers de notre population. Parallèlement, nous avons lancé un vaste programme de vaccination, qui comprenait notamment la production nationale de vaccins. Nous sommes une nation de plus de 210 millions d'habitants, et plus de 80 % de la population a déjà été vaccinée contre la

COVID-19. Toutes ces personnes ont été vaccinées de plein gré, dans le plein respect de la liberté individuelle.

De même, sur le plan économique, le Brésil a l'autorité d'un pays qui, au nom d'une croissance durable et inclusive, a mis en œuvre des réformes pour attirer les investissements et améliorer les conditions de vie de sa population.

Au cours de mon mandat, nous avons éradiqué la corruption systémique qui existait dans le pays. Rien qu'entre 2003 et 2015, lorsque le Brésil était gouverné par la gauche, le niveau d'endettement de Petrobras, dû à une mauvaise gestion, à des nominations et des faveurs politiques, ainsi qu'aux détournements de fonds, a atteint 170 milliards de dollars. La personne responsable de ces faits a été condamnée à l'unanimité dans le cadre de trois affaires judiciaires. Les lanceurs d'alerte ont permis de récupérer 1 milliard de dollars, et nous avons versé à la bourse américaine un autre milliard de dollars en raison des pertes subies par les actionnaires. Mais c'est le Brésil du passé.

Nous avons amélioré les services publics en réduisant les coûts et en investissant dans la science et la technologie. Aujourd'hui, par exemple, le Brésil occupe la septième place parmi les pays les plus avancés sur le plan numérique, puisque 135 millions de personnes ont accès à 4 900 services fournis par mon gouvernement. Le Brésil a été le pionnier du déploiement de la 5G en Amérique latine.

Nous avons mis en œuvre un programme global de privatisations et de concessions, en mettant l'accent sur les infrastructures. Nous avons achevé le projet de dérivation du fleuve São Francisco, qui approvisionne en eau le nord-est du Brésil. Nous avons adopté de nouveaux cadres réglementaires, notamment en matière d'assainissement de base, de transport ferroviaire et de gaz naturel. De plus, nous avons amélioré l'environnement économique, grâce à la loi sur la liberté économique et à la loi sur la création d'entreprises. Ainsi, nous avons ouvert de nouvelles perspectives aux jeunes en matière d'entrepreneuriat et d'emplois de qualité. Pour couronner tous ces efforts de modernisation de l'économie brésilienne, nous avançons, à grands pas, vers l'adhésion du Brésil comme membre à part entière de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Malgré la crise mondiale, le Brésil achèvera l'année 2022 avec une économie en pleine reprise. Le taux d'emploi est en hausse et le taux d'inflation baisse. L'économie renoue avec la croissance. La pauvreté a augmenté dans le monde entier à cause de la pandémie. Au Brésil, elle a déjà amorcé un recul net.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. On estime qu'à la fin de l'année 2022, 4% des familles brésiliennes vivront sous le seuil d'extrême pauvreté. En 2019, ce chiffre était de 5,1%. Cela représente une baisse de plus de 20%. Auxílio Brasil, un programme de revenu minimum mis en place par mon gouvernement pendant la pandémie, bénéficie à 20 millions de familles et leur verse près de 4 dollars par jour.

Le chômage a baissé de 5 points de pourcentage pour atteindre 9%, un taux qui n'avait pas été observé depuis sept ans. Nous avons réduit l'inflation, dont le taux est de 6% cette année, selon les estimations. J'ai le plaisir d'annoncer que nous avons connu une déflation sans précédent au Brésil en juillet et en août. Depuis juin, le prix de l'essence a chuté de plus de 30%. Aujourd'hui, un litre d'essence au Brésil coûte environ 0,90 dollar. Le prix de l'électricité a également baissé de plus de 15%. Je tiens à souligner que le prix de l'énergie n'a pas baissé en raison de la fixation des prix ou de tout autre type d'intervention étatique. C'est le fruit d'une politique de rationalisation fiscale élaborée et mise en œuvre avec le soutien du Congrès national.

En 2021, le Brésil était la quatrième destination des investissements directs étrangers dans le monde. Notre commerce extérieur a passé la barre historique des 39% du produit intérieur brut (PIB), même après avoir réduit ou supprimé les taxes sur des milliers de produits. Sur le plan national, nous battons également des records dans trois domaines : le recouvrement des impôts, les bénéfices des entreprises publiques et le ratio dette publique/PIB. En effet, en 2021, nous avons eu un excédent dans le bilan consolidé des comptes publics. Le PIB du Brésil a augmenté de 1,2% au deuxième trimestre. Selon les prévisions, en 2022, le taux de croissance devrait atteindre 3%.

Nous avons la tranquillité d'esprit de savoir que nous sommes sur la bonne voie : celle de la prospérité partagée entre les Brésiliens et, plus largement, avec nos voisins et autres partenaires dans le monde.

C'est ce que nous constatons, par exemple, en matière de production alimentaire. Il y a 40 ans, le Brésil importait des denrées alimentaires. Aujourd'hui, nous sommes l'un des principaux exportateurs dans le monde. Cela n'a été possible que grâce à des investissements massifs dans la science et l'innovation, en vue d'accroître la productivité et la durabilité. Je rends hommage à Alysson Paolinelli, candidat brésilien au prix Nobel de la paix, pour le rôle qu'il a joué pour élargir les frontières de l'agriculture brésilienne grâce à l'utilisation de nouvelles technologies. Cette année,

notre pays a déjà commencé la plus grande récolte de céréales de son histoire. Selon les estimations, elle atteindra au moins 270 millions de tonnes. Par ailleurs, dans quelques années, le Brésil passera du statut d'importateur à celui d'exportateur de blé.

Pour la période de 2022-2023, la production totale devrait dépasser les 300 millions de tonnes. Lors d'une visite récente au Brésil, la Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce a déclaré que sans l'agro-industrie brésilienne, la planète aurait faim, car nous nourrissons plus d'un milliard de personnes dans le monde. Notre agro-industrie est une source de fierté nationale. Je voudrais également rappeler que, dans le domaine du développement durable, les réalisations du Brésil donnent de la crédibilité à l'action internationale de notre pays.

En matière d'environnement et de développement durable, le Brésil fait partie de la solution et constitue une référence pour le monde. Deux tiers du territoire brésilien sont encore couverts de végétation indigène, exactement comme à l'époque de la découverte du Brésil en 1500. En Amazonie brésilienne, une zone dont la superficie est équivalente à celle de l'Europe occidentale, plus de 80% de la forêt est toujours intacte, contrairement à ce que rapportent les médias nationaux et internationaux.

Il est essentiel qu'en protégeant l'environnement, nous ne négligions pas les populations. La région amazonienne abrite plus de 20 millions de personnes, notamment des populations autochtones et riveraines, dont les moyens de subsistance sont tributaires de l'exploitation économique de la forêt. Nous avons installé Internet dans plus de 11 000 écoles rurales et au sein de plus de 500 communautés autochtones.

Le Brésil a entamé sa transition énergétique il y a près d'un demi-siècle, en réaction aux crises pétrolières de l'époque. Aujourd'hui, nous avons une industrie des biocarburants moderne et durable. Grâce à cette industrie, nous avons le bouquet énergétique le plus propre des pays du Groupe des Vingt. À l'heure actuelle, environ 84% de notre bouquet électrique est renouvelable, un objectif que de nombreux pays développés espèrent atteindre seulement d'ici à 2040 ou à 2050.

L'année dernière, le Brésil a été désigné par l'Organisation des Nations Unies comme un champion mondial de la transition énergétique. Nous avons les atouts nécessaires pour devenir l'un des principaux exportateurs mondiaux d'énergie propre. Nous avons un excédent, déjà en chantier, qui peut atteindre plus de 100 gigawatts,

répartis entre l'énergie de la biomasse, l'éolien terrestre et le solaire, auxquels vient s'ajouter le gisement encore non exploité de 700 gigawatts de parcs éoliens en mer, avec des coûts de production parmi les plus bas au monde. Ces sources produiront de l'hydrogène vert destiné à l'exportation. Une partie de cette énergie propre à 100 % nous offre la possibilité de devenir un pays fournisseur de produits industriels très compétitifs, notamment dans la région Nord-Est du Brésil, et ce, avec une empreinte carbone parmi les plus faibles au monde.

Le programme de développement durable est mis à rude épreuve à maints égards par les menaces contre la paix et la sécurité internationales. Nous avons bâti l'Organisation des Nations Unies sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui nous avait motivés à l'époque, c'était la volonté d'éviter le cycle de destruction qui avait caractérisé la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Dans une certaine mesure, nous pouvons dire que nous y sommes parvenus.

Toutefois, aujourd'hui, le conflit en Ukraine est un avertissement.

Une réforme de l'ONU est indispensable si nous voulons instaurer la paix dans le monde. Dans le cas précis du Conseil de sécurité, il apparaît clairement après 25 ans de débats que nous devons chercher des solutions innovantes. Le Brésil envisage ce sujet en s'appuyant sur une expérience qui remonte aux origines de l'Organisation des Nations Unies. C'est la onzième fois que nous occupons un siège non permanent au Conseil. Nous avons fait tout notre possible pour trouver des solutions pacifiques et négociées aux conflits internationaux, toujours guidés par la Charte des Nations Unies et le droit international.

Depuis longtemps également, le Brésil participe aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. De Suez à l'Angola, de Haïti au Liban, nous avons toujours soutenu le maintien de la paix.

Nous avons aussi contribué à la paix en ouvrant nos frontières aux personnes qui souhaitaient reconstruire leur vie dans notre pays. Depuis 2018, plus de 6 millions de frères vénézuéliens ont été contraints de quitter leur pays. Beaucoup d'entre eux sont venus au Brésil. Nous avons répondu à ce défi en mettant en place l'« Opération Bienvenue », qui est aujourd'hui une référence mondiale. Plus de 350 000 Vénézuéliens ont trouvé sur le territoire brésilien une aide d'urgence, une protection, des papiers et la possibilité d'un nouveau départ. Ils ont tous accès au marché du travail, aux services publics et aux prestations sociales. Depuis

plusieurs mois, environ 600 Vénézuéliens arrivent quotidiennement à pied au Brésil : il s'agit pour la plupart de femmes et d'enfants qui ont perdu 15 kilos en moyenne et qui fuient la violence et la faim.

La politique brésilienne d'accueil humanitaire ne se limite pas au Venezuela. Nous avons également accueilli des Haïtiens, des Syriens, des Afghans et des Ukrainiens.

Sept mois se sont écoulés depuis le début du conflit en Ukraine. C'est une source de grande inquiétude, non seulement en Europe mais aussi dans le monde entier. Je voudrais, tout d'abord, redire la gratitude du Brésil envers les pays qui ont aidé à évacuer les citoyens brésiliens qui se trouvaient en Ukraine lorsque le conflit a commencé. Je pense en particulier à la Slovaquie, à la Hongrie, à la Pologne, à la Roumanie et à la République tchèque. Cette opération a été couronnée de succès. Nous n'avons abandonné personne, pas même les animaux de compagnie.

S'agissant du conflit lui-même, le Brésil s'inspire des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies. Ces principes sont également inscrits dans notre constitution. Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat, à la protection des civils et des non-combattants, à la préservation des infrastructures critiques afin d'aider les populations et au maintien de toutes les voies de dialogue entre les parties au conflit. Ce sont les premières mesures en vue d'une solution durable et viable. Nous avons travaillé dans cette optique. À l'ONU et ailleurs, nous avons essayé d'éviter le blocage des voies de dialogue qu'entraîne la polarisation autour du conflit. À cet égard, nous nous opposons à l'isolement diplomatique et économique.

Les retombées du conflit se font déjà ressentir dans les prix mondiaux des denrées alimentaires, du carburant et d'autres matières premières. Cette situation nous éloigne tous des objectifs de développement durable. Des pays qui se présentaient autrefois comme les champions de l'économie à faible émission de carbone se tournent vers des sources d'énergie polluantes. C'est un sérieux revers pour l'environnement.

Nous appuyons toutes les mesures visant à atténuer les conséquences économiques de cette crise, mais nous ne pensons pas qu'adopter des sanctions unilatérales et sélectives, incompatibles avec le droit international, soit la meilleure solution. Ces mesures freinent la reprise économique et portent atteinte aux droits fondamentaux de populations vulnérables, y compris dans des pays européens.

Le conflit en Ukraine ne peut être résolu que par la négociation et le dialogue. J'exhorte les parties, ainsi que l'ensemble de la communauté internationale, à ne manquer aucune occasion de mettre un terme au conflit et d'instaurer la paix. La stabilité, la sécurité et la prospérité de l'humanité sont gravement menacées si ce conflit se poursuit.

Je suis un partisan inconditionnel de la liberté d'expression. Qui plus est, sous mon gouvernement, le Brésil a œuvré pour que le droit à la liberté de culte soit au cœur du programme international relatif aux droits humains. Il est essentiel de garantir le droit de chaque personne à pratiquer librement son culte et à suivre son orientation religieuse sans discrimination. Je voudrais dire ici que le Brésil est disposé à accueillir les prêtres et les religieuses catholiques qui ont subi de cruelles persécutions aux mains du régime dictatorial du Nicaragua. Le Brésil condamne les persécutions religieuses où qu'elles se produisent dans le monde.

Parmi les autres valeurs fondamentales de la société brésilienne qui ont des implications pour le programme des droits humains, citons la défense de la famille, le droit à la vie depuis la conception, le droit à l'autodéfense et le rejet de l'idéologie du genre. Je tiens également à souligner notre engagement en faveur des droits des femmes. J'en veux pour preuve les efforts que nous avons menés pour promulguer plus de 70 normes juridiques sur la question depuis le début de mon mandat, en 2019.

Nous luttons résolument contre la violence faite aux femmes. Cela fait partie de notre priorité plus vaste visant à assurer la sécurité publique de tous les Brésiliens. Les résultats obtenus sous notre gouvernement sont visibles : une baisse de 7,7% du nombre de féminicides et une diminution du nombre global de décès par homicide. En 2017, on comptait 30 décès pour 100 000 habitants ; ce chiffre est aujourd'hui de 19. La violence dans les zones rurales a également chuté et les droits fonciers des plus démunis ont progressé. Sous mon administration, nous avons délivré 400 000 actes de propriété rurale, dont 80% à des femmes.

Au Brésil, nous œuvrons pour avoir des femmes fortes et indépendantes afin qu'elles puissent atteindre leurs objectifs. Depuis 2019, la Première Dame Michelle Bolsonaro a insufflé un nouveau sens au bénévolat, en accordant une attention particulière aux personnes handicapées ou atteintes de maladies rares.

Le 7 septembre, le Brésil a célébré les 200 ans de son histoire comme nation indépendante. Des millions de Brésiliens ont défilé dans les rues, à l'appel de leur gouvernement, vêtus aux couleurs de leur drapeau.

C'était la plus grande manifestation civique de l'histoire de notre pays, un peuple qui croit en Dieu, en la nation, en la famille et en la liberté.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérative du Brésil de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

### **Allocution de M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Sénégal.

*M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Sall** : Au nom de l'Union africaine, je remercie votre prédécesseur, Monsieur le Président, et vous adresse tous nos vœux de succès à la présidence de la présente session. Je renouvelle au Secrétaire général, Antoniú Guterres, notre soutien dans l'exercice de sa délicate mission au service des États Membres.

Depuis la dernière session, le monde est devenu plus dangereux et plus incertain, sous l'emprise combinée du réchauffement climatique, des périls sécuritaires et sanitaires, ainsi que de la guerre en Ukraine. Le thème de la présente session montre à quel point il est urgent d'agir ensemble pour apaiser les tensions, soigner notre planète, réduire les inégalités persistantes Nord-Sud et redonner sens au multilatéralisme.

Le Conseil de sécurité est interpellé au premier chef, afin qu'il traite de la même manière toutes les menaces à la paix et à la sécurité internationales, y compris en Afrique. Le terrorisme qui gagne du terrain sur le continent n'est pas qu'une affaire africaine. C'est une menace globale, qui relève de la responsabilité première du Conseil, garant du mécanisme de sécurité collective en vertu de la Charte des Nations Unies. Aussi invitons-nous le Conseil à mieux s'engager avec nous dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, avec des mandats plus adaptés et des moyens plus conséquents.

En outre, l'Union africaine appelle, une fois de plus, à la levée des sanctions étrangères contre le Zimbabwe. Ces mesures sévères continuent de nourrir un sentiment d'injustice contre tout un peuple et d'aggraver ses souffrances en ces temps de crise profonde.

Au Proche-Orient, nous réaffirmons le droit du peuple palestinien à un État viable, coexistant pacifiquement avec l'État d'Israël, chacun à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues.

Nous appelons à la désescalade et à la cessation des hostilités en Ukraine, pour une solution négociée, afin d'éviter le risque catastrophique d'un conflit potentiellement mondial. La négociation et la discussion sont les meilleures armes dont nous disposons pour promouvoir la paix. Je lance un appel pour la mise en place d'une mission de médiation de haut niveau, à laquelle l'Union africaine est prête à apporter sa contribution.

Près de 80 ans après la naissance du système des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods, il est temps d'instaurer une gouvernance mondiale plus juste, plus inclusive et plus adaptée aux réalités de notre temps. Il est temps de vaincre les réticences et de déconstruire les narratifs qui persistent à confiner l'Afrique à la marge des cercles décisionnels. Il est temps de faire droit à la juste et légitime revendication africaine sur la réforme du Conseil de sécurité, telle que reflétée dans le Consensus d'Ezulwini.

Dans le même esprit, je rappelle notre demande d'octroi d'un siège à l'Union africaine au sein du Groupe des Vingt (G20), pour que l'Afrique puisse, enfin, se faire représenter là où se prennent les décisions qui engagent 1,4 milliards d'Africains. Je remercie chaleureusement les partenaires qui nous ont déjà exprimé leur soutien et invite les autres à considérer favorablement notre candidature.

Au titre de la gouvernance économique et financière, j'attire l'attention de l'Assemblée générale sur le *Financing for Sustainable Development Report 2022* (rapport sur le financement du développement durable 2022), réalisé par une soixantaine d'institutions multilatérales, dont le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, l'Association internationale des contrôleurs d'assurances et le Conseil de stabilité financière. Ce rapport relève les insuffisances dans les procédés d'évaluation des agences de notation et souligne l'importance d'appliquer des méthodologies transparentes afin de ne pas miner la confiance dans les notations.

Nous sommes préoccupés par le fait que la perception du risque en Afrique continue d'être plus élevée que le risque réel, ce qui renchérit les primes d'assurance et pénalise la compétitivité de nos économies. C'est pourquoi l'Afrique renouvelle sa proposition au Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire, énergétique et financière, afin qu'il engage, en rapport avec le G20, le FMI et la Banque mondiale, un dialogue constructif avec les agences de notation sur l'amélioration de leurs méthodes de travail et d'évaluation.

Dans le même esprit, face à l'ampleur inédite de la crise économique mondiale, l'Union africaine réitère son appel pour la réallocation partielle des droits de tirages spéciaux, si nécessaire pour les pays en développement dans un premier temps, et la mise en œuvre de l'Initiative de suspension du service de la dette du G20. Ce choc sans précédent fragilise davantage les économies les plus faibles et rend encore plus pressants leurs besoins en liquidités pour atténuer les effets de l'inflation généralisée et soutenir les ménages et les couches sociales les plus vulnérables, notamment les jeunes et les femmes.

S'y ajoute la prise en charge des urgences sanitaires nouvelles ou anciennes, dont le cancer, un tueur silencieux qui continue de faire des millions de victimes à travers le monde. J'appelle à la mobilisation en faveur de la campagne Rayons d'Espoir de l'Agence internationale de l'énergie atomique, pour le renforcement des capacités des pays membres, africains en particulier, dans la lutte contre le cancer, grâce aux technologies nucléaires telles que l'imagerie médicale, la médecine nucléaire et la radiothérapie.

À quelques semaines de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de Charm el-Cheikh, en Égypte, l'Afrique renouvelle son attachement à l'Accord de Paris.

En même temps, nous souhaitons parvenir à un consensus pour une transition énergétique juste et équitable, comme ce fut le cas au Sommet Union européenne-Union africaine de février dernier, à la session élargie du Sommet du Groupe des Sept en juin, et récemment au Forum de Rotterdam sur le financement de l'adaptation en Afrique.

Il est légitime, juste et équitable que l'Afrique, continent le plus en retard sur le processus d'industrialisation, et continent le moins pollueur, exploite ses ressources disponibles pour disposer d'une énergie de

base, afin d'améliorer la compétitivité de son économie et de réaliser l'accès universel à l'électricité. Je rappelle qu'à ce jour, plus de 600 millions d'Africains vivent encore sans électricité.

Travaillons également à la réalisation de l'objectif de 100 milliards de dollars par an en appui aux efforts d'adaptation des pays en développement, et au financement du Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique, sous l'égide de la Banque africaine de développement et du Centre mondial pour l'adaptation. Au demeurant, nous considérons le financement de l'adaptation non comme de l'aide, mais comme une contribution des pays industrialisés à un partenariat mondial solidaire, en contrepartie des efforts que fournissent les pays en développement pour éviter les schémas pollués qui ont plongé la planète dans l'état d'urgence climatique actuel.

Au-delà des urgences conjoncturelles, je suis venu porter le message d'un continent déterminé à travailler avec tous ses partenaires, dans une éthique relationnelle de dialogue confiant et de respect réciproque. Je suis venu dire que l'Afrique a assez subi le fardeau de l'histoire ; qu'elle ne veut pas être le foyer d'une nouvelle guerre froide, mais plutôt un pôle de stabilité et d'opportunités ouvert à tous ses partenaires, sur une base mutuellement bénéfique. Je suis venu dire que nous n'ignorons pas l'Afrique des problèmes, qu'il faut pacifier et stabiliser.

Mais je suis également venu dire que nous avons aussi l'Afrique des solutions, avec ses 30 millions de kilomètres carrés, ses ressources humaines, plus de 60% des terres arables du monde, et ses richesses minières, forestières, hydriques et énergétiques. Oui, nous avons l'Afrique des solutions, avec des gouvernements à la tâche au quotidien ; une jeunesse vibrante qui innove, entreprend et réussit ; des millions d'hommes et de femmes qui travaillent dur pour nourrir, éduquer et soigner leurs familles ; et qui investissent, créent de la richesse et génèrent des emplois. Cette Afrique des solutions souhaite engager avec tous ses partenaires des rapports réinventés, qui transcendent le préjugé selon lequel qui n'est pas avec moi est contre moi. Nous voulons un multilatéralisme ouvert et respectueux de nos différences, parce que le système des Nations Unies, né sur les cendres de la guerre, ne peut emporter l'adhésion de tous que sur la base d'idéaux partagés, et non de valeurs locales érigées en normes universelles. C'est en collaborant dans le respect de nos différences que nous redonnerons force et vitalité à la raison d'être des

Nations Unies : c'est-à-dire préserver les générations actuelles et futures du fléau de la guerre, promouvoir la cohabitation pacifique des peuples et favoriser le progrès en instaurant de meilleures conditions de vie pour tous. Je souhaite plein succès aux travaux de la soixante-septième session de l'Assemblée générale.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Sénégal de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Gabriel Boric Font, Président de la République du Chili**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Chili.

*M. Gabriel Boric Font, Président de la République du Chili, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Gabriel Boric Font, Président de la République du Chili, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Boric Font** (*parle en espagnol*) : C'est un honneur pour moi d'être à l'Assemblée générale pour la première fois, parmi les États Membres. Je viens du Chili, qui est un beau pays situé à l'extrême sud de l'Amérique latine, entre la cordillère des Andes, épine dorsale de mon continent, et le majestueux et imposant océan Pacifique. C'est un pays à la géographie variée et aux paysages saisissants, où le ciel le plus clair coexiste avec les mers les plus déchaînées, et le désert le plus sec avec des villes sculptées par la pluie.

Comme certaines des personnes ici présentes le savent peut-être, le peuple chilien est travailleur et solidaire. Grâce à ses efforts, en un peu plus de deux siècles, nous sommes passés du statut de colonie la plus pauvre de l'Espagne en Amérique latine à celui de pays indépendant, libre, souverain et prospère qui, aujourd'hui, offre de formidables possibilités et est à l'aube d'un développement complet, et nous nous efforçons de faire en sorte que ce soit le cas pour tout le monde et pas seulement pour quelques-uns. Le Chili possède du cuivre et du lithium, utiles à la mobilité électrique, et nous y développons l'hydrogène vert, pour

fournir au monde des énergies propres. Le Chili est doté de longues côtes et de zones marines protégées pour préserver l'environnement, ainsi que d'universités de premier ordre qui génèrent et diffusent la connaissance.

Je suis venu dire à mes collègues que le Chili a autant besoin du monde que le monde a besoin du Chili. Mais comme les États Membres le savent et comme cela a été clairement établi dans les discours qui ont précédé le mien, nous vivons une époque d'incertitudes et de bouleversements majeurs, dans laquelle il est clair qu'aucune nation, de toutes celles représentées dans la salle, n'est isolée ou à l'abri des chocs et des événements qui se produisent dans le monde. Mon pays ne fait aucunement exception. La guerre d'agression injuste que la Russie mène contre l'Ukraine, pays dont nous sommes solidaires, a fait grimper les prix du carburant et provoqué des pénuries de céréales et d'engrais, avec un forte incidence sur notre économie et celle de nombreux États. En outre, même s'il est peut-être plus délicat d'en parler, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, déclenchée en 2018 sous l'Administration Trump, ainsi que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ont déstabilisé l'économie mondiale, touchant notre économie, ainsi que celle d'autres États Membres.

Sur un autre plan, la crise humanitaire au Venezuela, conséquence de sa crise politique déjà prolongée, a provoqué un flux migratoire sans précédent en Amérique latine et dans mon pays, exerçant une pression énorme sur nos institutions et notre société.

Enfin, comme bon nombre d'États Membres le constatent assurément, la crise climatique a des effets particulièrement importants sur le continent latino-américain, notamment les Caraïbes, ainsi que sur les moyens de subsistance de nos populations. Au Chili, en effet, nous présentons sept des neuf critères de vulnérabilité définis par les Nations Unies : zones côtières de faible altitude, zones arides et semi-arides, forêts, propension aux catastrophes naturelles, sécheresses et désertification, zones urbaines polluées et écosystèmes montagneux fragiles. Or, notre pays, comme sans doute de nombreux États Membres ici présents, dont en grande partie des pays de l'hémisphère Sud, est à l'origine et responsable d'une part infime – dans notre cas 0,24 % – des émissions mondiales de gaz à effet de serre, alors que les plus grandes économies, les pays du Groupe des Vingt, sont responsables de 80 % des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que l'a rappelé le Secrétaire général. Il est clair que de nos jours, aucun pays, qu'il soit grand ou petit, faible ou puissant, ne peut espérer se sauver par ses propres moyens.

Quand je rédigeais cette allocution, je me suis demandé comment, au milieu de tant de discours tout à fait très intéressants sur la réalité particulière de chaque pays, je pouvais apporter un petit grain de sable à la construction d'un monde qui soit le plus équitable possible. Bien conscient du fait que ce n'est pas à moi de donner des leçons sur chacun des problèmes que connaît le monde turbulent dans lequel nous vivons, j'ai estimé que relater l'expérience récente de notre pays peut aider quiconque veut bien nous écouter à en tirer ses propres enseignements.

Le Chili est actuellement engagé dans un processus politique intense. Il y a presque trois ans, nous avons dû affronter une grave crise politique et sociale. Au cours de cette période, une grande majorité de Chiliennes et de Chiliens ont exprimé pacifiquement leur mécontentement face aux inégalités et aux abus, leur indignation face aux longues attentes nécessaires pour obtenir des soins de santé publique, leur écœurement face aux millions de dollars de dettes contractées pour les études et leur rejet des maigres pensions versées après de longues années de travail. Cette histoire est peut-être familière à nombre de membres ici présents.

Dans quelques mois, cela fera 50 ans que le Président Salvador Allende a rendu compte, depuis cette même tribune où j'ai l'honneur de me trouver aujourd'hui, des importants bouleversements sociaux et politiques que connaissait notre pays (voir A/PV.2096). Nous sommes un pays qui cherche depuis longtemps sa propre voie vers la dignité. Bien que la pauvreté ait été réduite de manière notable et que des progrès importants aient été réalisés sur le plan social par les Gouvernements démocratiques qui se sont succédé au cours des 30 dernières années, il est indéniable que le modèle de développement adopté au Chili a maintenu une forte concentration de la richesse, faisant de notre pays, et cela nous fait mal, l'un des plus inégalitaires au monde.

Comme c'est manifestement le cas dans de nombreux pays en développement, non seulement ces inégalités ont entravé notre progression sur la voie du développement, elles constituent également une menace potentielle pour la démocratie, car la fracture au sein de la société détruit la cohésion sociale, nous empêchant ainsi de nous comprendre les uns les autres et de construire ensemble un avenir plus libre et plus juste.

Les troubles sociaux que le Chili a connus en 2019 ont laissé perplexes de nombreux observateurs, dont certains représentés ici qui s'interrogèrent sur ce qui se passait dans le pays, ainsi que des acteurs de la vie nationale. Nombreux sont ceux qui ont été frappés

par le fait qu'un pays qui affichait des indices importants de croissance économique et de développement humain, qui ont permis une amélioration considérable de la qualité de vie de sa population, soit dans le même temps confronté à une crise aussi profonde.

Malheureusement, les événements qui se sont produits dans mon pays n'étaient pas accidentels, mais bien la conséquence d'innombrables histoires de souffrance et de procrastination qui couvaient au cœur même de notre société et l'affectaient. Je peux affirmer ici que, même si l'on ne s'y attend pas, cela peut également se produire dans d'autres pays. C'est la raison pour laquelle je demande que nous anticipions, que nous anticipions ensemble, dans la quête d'une plus grande justice sociale. Une meilleure répartition des richesses et du pouvoir doit aller de pair avec une croissance durable. J'ai la profonde conviction, et j'espère qu'elle est partagée, que cela est possible ; et c'est urgent.

Malheureusement, je me dois de le dire, car nous ne pouvons pas nous présenter ici et nous limiter à évoquer les bonnes choses. Ce mécontentement s'est aussi exprimé dans de graves épisodes de violence, tels que l'incendie inacceptable de stations de métro et la dégradation de bâtiments municipaux.

Par ailleurs, nous avons été témoins d'une répression incontrôlée, qui a fait des morts et des blessés, et qui a provoqué des lésions oculaires chez plus de 400 personnes en conséquence des actions de l'État. De l'avis de notre gouvernement et de diverses organisations internationales de défense des droits humains, ces actes constituent une grave violation des droits humains qui doit faire l'objet de réparation, et ce sera le cas.

C'est cette longue histoire d'injustice qui a marqué notre pays d'octobre à décembre 2019. Cependant – et c'est là la bonne nouvelle – l'histoire perdue au-delà de ceux d'entre nous qui occupons aujourd'hui ces fonctions, et c'est aussi la longue histoire de la mobilisation citoyenne et des luttes sociales qui a permis le retour à la démocratie et la réunion des démocrates, comme le déclarait le Président Aylwin à la fin du siècle précédent, et qui, à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, ont permis de faire avancer les droits des travailleurs. Dans les manifestations pacifiques de 2019 se trouvaient aussi des femmes du siècle précédent qui, envers et contre tout, ont marché pour obtenir le droit de vote des femmes. Nous étions guidés par le souvenir des travailleurs qui ont obtenu le droit au repos et des colons qui ont lutté, et continuent de lutter, pour un logement décent. Nous avons à l'esprit tous ces souvenirs et toutes ces luttes sociales.

Les valeurs à l'origine de ce profond mécontentement – l'égalité, la justice et la liberté – ne sont pas sans rappeler une demande que nous entendons de plus en plus fréquemment dans le monde entier et depuis cette tribune. La protection et la promotion des droits humains partout dans le monde et par tous les gouvernements, le travail décent, la protection sociale universelle et la lutte contre la crise climatique sont des revendications universelles qui sont au cœur de *Notre Programme commun* (A/75/982), porté par le Secrétaire général António Guterres, et des objectifs de développement durable.

Afin de trouver une solution pacifique et démocratique à la crise traversée par notre pays, les principales forces politiques ont conclu un accord important qui a ouvert la voie à la rédaction d'une nouvelle Constitution, à même de jeter les bases d'un nouveau contrat social. Cette voie, qui a trouvé son origine dans les protestations et les luttes sociales de la société chilienne et qui a été encadrée politiquement par différentes institutions, a été entérinée par un référendum au cours duquel 80 % des électeurs se sont prononcés en faveur d'une nouvelle Constitution, rédigée par un organe spécifiquement élu à cette fin.

Le défi est de taille : il s'agit de faire aboutir, comme jamais auparavant dans notre histoire, une Constitution démocratique, élaborée avec la participation des citoyens et des peuples autochtones, et en respectant la parité hommes-femmes – une Constitution pour toutes et tous, mais aussi rédigée par tous et toutes.

Il y a quelques semaines, le travail réalisé par la Convention constitutionnelle entre 2021 et 2022 a été soumis à la consultation citoyenne par l'intermédiaire d'un référendum auquel les Chiliennes et les Chiliens ont participé massivement, le taux de participation atteignant 85 %. Au cours de ce scrutin, les citoyens ont clairement rejeté la proposition par 62 % contre 38 %. Aujourd'hui, en tant que pays, nous sommes donc en quête de nouvelles formules pour créer cet espace de rencontre pour toutes les Chiliennes et tous les Chiliens.

À titre personnel, lors du référendum, j'ai décidé de voter pour la proposition de la Convention constitutionnelle, mais le résultat du scrutin a été contraire à mon choix. Certains ont vu le résultat du référendum comme une défaite du gouvernement. En toute humilité, je tiens à leur dire aujourd'hui, à l'ONU, qu'un gouvernement ne peut jamais se sentir vaincu lorsque le peuple s'exprime. Dans une démocratie, la parole du peuple est souveraine et c'est elle qui sert de guide à chaque instant.

Pourquoi je parle de cela ? Parce que, contrairement au passé, lorsque les différends au Chili étaient résolus par le sang et le feu, aujourd'hui, nous, les Chiliennes et les Chiliens, acceptons de faire face à nos défis de manière démocratique.

Je dis cela parce que je suis convaincu qu'un des principaux défis auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui est celui de construire des démocraties qui parlent véritablement au peuple, qui l'écoutent et qui acceptent les résultats lorsqu'ils ne sont pas ceux qu'on attendait. Nous qui participons à cette Assemblée, nous avons le devoir d'améliorer nos démocraties.

*M<sup>me</sup> Kamina Johnson Smith (Jamaïque), Vice-Présidente, assume la présidence.*

Lors de nombreuses journées de mobilisation, le mot « dignité » a résonné. Ce même peuple vient de s'exprimer en nous donnant une leçon de démocratie que nous sommes en train d'apprendre. Le Chili a demandé que sa démocratie et ses acteurs politiques se montrent la hauteur de ses exigences, et notre défi aujourd'hui est de nous montrer à la hauteur également.

En tant que gouvernement, nous avons accueilli les résultats du récent référendum avec une grande ouverture d'esprit et de cœur. Nous voulons écouter ce que la population nous dit parce que nous avons confiance dans son jugement et sa volonté. Il y a certaines choses que nous avons comprises très clairement et que je souhaite partager brièvement. Les résultats obtenus reflètent les attentes d'une population qui exige le changement sans mettre en péril ses acquis actuels et qui aspire à un avenir meilleur, construit avec sérieux et sans succomber à de nouvelles insécurités : un avenir de changement et de stabilité.

En tant que jeune qui, il n'y a pas si longtemps, manifestait dans la rue, je peux dire qu'il est beaucoup plus facile de représenter l'agitation que d'y apporter des solutions. Ceux d'entre nous qui se consacrent à la tâche exigeante de la politique confondent facilement nos succès en tant que porte-parole du mécontentement des citoyens avec notre capacité réelle à bâtir un avenir meilleur. Le résultat du référendum organisé dans notre pays nous a appris à être plus humbles – la démocratie doit être humble – et nous a fait prendre conscience que la construction du Chili auquel nous aspirons ne réside pas dans les recettes d'un secteur particulier, mais dans la synthèse que nous pouvons faire en combinant le meilleur de ce que chacune et chacun de nous peut apporter. C'est ainsi que nous gouvernons au XXI<sup>e</sup> siècle : en mobilisant les capacités et la sagesse de tous les secteurs de la société, et non en essayant de les remplacer.

En tant que Président du Chili, je suis convaincu que très bientôt, le pays se dotera d'une constitution qui nous satisfait et nous rend fiers, fondée sur une démocratie qui intègre les contributions de tous les secteurs de la société et qui est capable de refléter les aspirations à la justice et à la liberté.

Sur la base de l'humble histoire de mon pays, je peux affirmer avec une profonde conviction que le chemin à suivre pour surmonter les problèmes qui affligent nos sociétés est pavé de plus de démocratie, et non de moins. Il faut encourager, et non limiter, la participation, favoriser le dialogue, et non le censurer et, surtout, respecter les personnes qui pensent différemment, en tenant compte de leurs points de vue et en comprenant qu'avoir des opinions différentes ne fait pas de nous des ennemis. Je m'insurge contre l'abîme que certains tentent de creuser face à la légitime diversité des points de vue. Au Chili, nous exprimons notre volonté de construire des ponts pour combler ces fossés, qui nous empêchent de nous rencontrer en tant que sociétés diverses.

Voilà l'expérience et les enseignements que, depuis notre petit pays, nous voulons partager avec les nations du monde. Le renforcement de la démocratie est un exercice permanent, dans lequel nous ne pouvons que persévérer et apprendre de l'expérience des autres.

Pour terminer, j'appelle donc les États Membres à œuvrer de concert pour renforcer la démocratie dans tous les espaces, dans chaque pays et dans nos relations mutuelles. Nous avons besoin d'une voix unie en Amérique latine, et d'un travail mieux concerté de la part des pays du Sud. Nous avons besoin d'une ONU modernisée, dans laquelle nous poursuivons toutes et tous les mêmes objectifs.

En nous appuyant sur le multilatéralisme, la justice et la paix, en tout temps et en tout lieu, nous devons nous engager à prendre les mesures nécessaires, et pas seulement à faire des déclarations, afin de mettre un terme à la guerre injuste que la Russie mène contre l'Ukraine et de mettre fin à tous les abus des puissants partout dans le monde. Nous devons nous engager à mobiliser nos efforts pour mettre fin à la violence faite aux femmes, que ce soit en Iran, à la mémoire de Mahsa Amini, qui a été tuée par la police cette semaine, ou n'importe où ailleurs dans le monde. Nous devons nous engager à ne pas banaliser les violations continues des droits humains du peuple palestinien, en faisant respecter le droit international et les résolutions adoptées par cette même Assemblée année après année, lesquelles reconnaissent le droit inaliénable

de ce peuple de créer son propre État libre et souverain, et en garantissant le droit légitime d'Israël de vivre à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. Nous devons nous engager à continuer à œuvrer en faveur de la libération des prisonniers politiques au Nicaragua et à veiller à ce que nulle part dans le monde, le fait d'avoir des idées différentes de celles du gouvernement en place ne donne lieu à des persécutions ou à des violations des droits humains.

Le monde entier appelle au changement et ceux d'entre nous qui font partie des nouvelles générations, en tirant les enseignements de l'expérience de nos prédécesseurs, avons le droit et la responsabilité de penser à un avenir différent et de le concrétiser. Les citoyens qui souffrent le plus des conséquences de sociétés fondées sur la ségrégation et les violations réclament des droits et une vie sûre. Ce n'est qu'en renforçant la démocratie que nous pourrions créer ce monde où règne plus de bien-être. C'est l'appel que nous devons toutes et tous entendre aujourd'hui. Le Chili est disposé à collaborer avec toutes les régions du monde à cette fin.

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Chili de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Gabriel Boric Font, Président de la République du Chili, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie**

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Roi du Royaume hachémite de Jordanie.

*S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Roi Abdullah (parle en anglais) :** Nous sommes réunis aujourd'hui, au sein de cette Assemblée générale, alors que les signaux d'alarme retentissent tout autour de nous. De nombreuses crises ébranlent notre monde, des crises qui sont toujours plus étroitement liées entre elles : des conflits régionaux aux

conséquences internationales, des changements climatiques dévastateurs, des perturbations causées par des pandémies, la violence extrémiste, une inflation galopante, une récession imminente et, pour un trop grand nombre de personnes dans le monde, la faim, qui est de plus en plus une réalité. Les pays en développement ont été les plus durement touchés. Est-ce là l'avenir que nous léguerons aux générations à venir ?

Nous devons leur offrir un monde différent, un monde ouvert à de nouveaux horizons, un monde plus équitable, une croissance économique durable, de nouvelles perspectives passionnantes, des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et une paix inclusive au service de la prospérité, permettant à chacune et à chacun de s'épanouir.

Pour atteindre ces objectifs, nos pays doivent s'unir derrière une action collaborative efficace. La question est maintenant de savoir si nous aurons l'ambition et la détermination nécessaires pour y parvenir.

Prenons la question de la crise climatique. Aucun pays ne peut à lui seul guérir notre Terre blessée. Nous avons besoin de partenariats mondiaux à même de créer un véritable changement. La Jordanie participe à ces efforts. Nous avons établi des partenariats solides pour gérer et préserver des ressources en eau vitales, et nous voyons encore des occasions de travailler avec des partenaires pour préserver de précieux sites du patrimoine mondial et des merveilles naturelles, comme la mer Morte, unique au monde, le fleuve sacré qu'est le Jourdain et les récifs de corail résilients du golfe d'Aqaba, tous menacés par les changements climatiques.

La sécurité alimentaire est une autre priorité mondiale. Des centaines de millions de personnes se couchent le ventre vide, et les chiffres ne cessent d'augmenter. Comment les parents peuvent-ils élever des enfants en bonne santé ? Comment les élèves peuvent-ils apprendre ? Comment les travailleurs peuvent-ils donner le meilleur d'eux-mêmes lorsqu'ils sont affamés et sans espoir ?

Depuis le début de la pandémie, et maintenant avec la crise en Ukraine, les chaînes d'approvisionnement mondiales sont perturbées. Pour la première fois de mémoire d'homme, de nombreux pays riches ont vu leurs rayons alimentaires se vider. Ils découvrent une vérité que les habitants des pays en développement connaissent depuis longtemps : pour que les pays prospèrent, chaque famille doit pouvoir se procurer de la nourriture à un prix abordable.

Au niveau mondial, cela exige des mesures collectives pour garantir un accès équitable à des denrées alimentaires abordables et accélérer l'acheminement des produits de base vers les pays dans le besoin. La croissance économique durable et qui profite à tous a trop souvent souffert des crises mondiales ; mais elle peut aussi être un moyen de défense qui nous donne la force d'affronter les tempêtes. Dans ma région, nous espérons construire des partenariats intégrés qui permettront d'exploiter les capacités et les ressources de chacun de nos pays dans l'intérêt de tous. Nous voyons des groupes de résilience régionaux se former pour ouvrir de nouvelles perspectives et stimuler la croissance. La Jordanie a établi des partenariats multilatéraux avec l'Égypte, l'Iraq, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, Bahreïn et d'autres pays de la région pour tirer parti de ces possibilités. Notre pays joue un rôle de fédérateur pour les partenariats et la coopération à l'échelle régionale, la réponse apportée aux crises par la communauté internationale et l'action humanitaire.

La Jordanie a toujours été une source de stabilité régionale, ainsi qu'un refuge pour les personnes dans le besoin. Dans ce contexte, qu'il me soit permis de dire un mot sur les réfugiés et les communautés qui les accueillent. En 2012, à l'occasion du débat général de la soixante-septième session, j'ai évoqué pour la première fois devant l'Assemblée générale le flux de réfugiés syriens et la pression qui en résultait sur les maigres ressources de la Jordanie (voir A/67/PV.7). À l'époque, 200 000 Syriens avaient trouvé refuge dans notre petit pays. Aujourd'hui, 10 ans plus tard, nous en accueillons plus de 1,3 million. Répondre aux besoins des réfugiés syriens et autres est une responsabilité internationale, et les pays d'accueil attendent de la communauté internationale qu'elle honore ses engagements.

Depuis des décennies, le Moyen-Orient est synonyme de conflits et de crises. Mais nous avons bon espoir qu'un nouvel esprit de collaboration puisse faire de notre région un exemple de résilience et d'intégration. Si la politique peut parfois être défaillante dans notre monde, un absolu demeure : toujours donner la priorité à l'être humain. Pour faire vivre l'espoir de tous les peuples, il faut s'élever au-dessus de la sphère politique pour assurer la prospérité de chaque individu. Or les efforts en ce sens seront vains s'ils ne sont pas inclusifs. L'inclusion du peuple palestinien dans les projets économiques régionaux doit faire partie intégrante de nos efforts.

Dans le conflit israélo-palestinien, la paix reste hors d'atteinte. Ni la guerre ni la diplomatie n'ont apporté de réponse à cette tragédie historique. Ce sera à la population, et non à la politique et aux politiciens, de se rassembler pour pousser les dirigeants à résoudre le problème. À quoi ressemblerait notre monde aujourd'hui si le conflit avait été réglé depuis longtemps, si des murs de séparation n'avaient jamais été érigés et si les gens avaient eu la possibilité de bâtir des ponts de coopération à la place ? Et si les extrémistes n'avaient jamais été en mesure de tirer profit des injustices de l'occupation ? Combien de générations de jeunes auraient pu grandir dans l'optimisme de la paix et du progrès ?

Dans la poursuite de nos efforts pour instaurer la paix, nous ne devons pas abandonner les réfugiés. Cette année, l'Assemblée générale votera pour reconduire le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. La communauté internationale doit envoyer un message fort de soutien aux droits des réfugiés palestiniens, en veillant à ce que les enfants réfugiés palestiniens puissent aller à l'école et avoir accès à des soins appropriés.

L'un des principes fondateurs de l'ONU est le droit à l'autodétermination de tous les peuples. Le peuple palestinien, avec son identité nationale résiliente, ne peut se voir refuser ce droit. La voie à suivre est la solution des deux États, conformément aux résolutions de l'ONU, un État palestinien souverain, viable et indépendant, fondé sur les frontières de juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, vivant côte à côte avec Israël dans la paix, la sécurité et la prospérité.

L'avenir de Jérusalem est aujourd'hui une préoccupation urgente. La ville est sacrée pour des milliards de musulmans, de chrétiens et de juifs dans le monde. La remise en cause du statu quo historique et juridique de Jérusalem déclenche des tensions mondiales et creuse un peu plus les clivages religieux. La Ville sainte ne doit pas être un lieu de haine et de division.

En notre qualité de gardien des lieux saints musulmans et chrétiens situés à Jérusalem, nous sommes déterminés à protéger leur statu quo historique et juridique, ainsi que leur sécurité et leur avenir. En tant que dirigeant musulman, qu'il me soit permis d'affirmer clairement que nous sommes déterminés à défendre les droits, l'héritage précieux et l'identité historique du peuple chrétien dans notre région. C'est d'une importance capitale, à Jérusalem plus qu'ailleurs.

Aujourd'hui, le christianisme dans la Ville sainte est mis à mal. Les droits des églises de Jérusalem sont menacés. Cela ne peut pas durer. Le christianisme est vital pour le passé et le présent de notre région et de la Terre sainte. Il doit continuer de faire partie intégrante de notre avenir.

Nous pouvons surmonter les crises les plus graves si nous unissons nos forces. Faisons honneur, ici à l'Assemblée générale, à notre volonté partagée d'un avenir meilleur, un avenir de dignité et d'espoir, porteur de nouvelles perspectives pour tous nos peuples. Mais n'ignorons pas les signaux d'alarme qui retentissent autour de nous. Nous devons agir.

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :**  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier S. M. le Roi du Royaume hachémite de Jordanie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Gustavo Petro Urrego, Président de la République de Colombie**

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :**  
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Gustavo Petro Urrego, Président de la République de Colombie.

*M. Gustavo Petro Urrego, Président de la République de Colombie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :**  
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Gustavo Petro Urrego, Président de la République de Colombie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Petro Urrego (parle en espagnol) :**  
Je viens d'un des trois plus beaux pays de la planète. Il y a là une explosion de vie : des milliers d'espèces multicolores dans les mers, les cieux et les terres. Je viens du pays des papillons jaunes et de la magie. L'eau tombe en cascade dans les montagnes et les vallées verdoyantes, mais il y a aussi des torrents de sang. Je viens d'un pays à la beauté sanglante.

Mon pays est à la fois beau et violent. Comment la beauté peut-elle coexister avec la mort ? Comment la biodiversité de la vie peut-elle s'épanouir à côté de la danse de la mort et de l'horreur ? Qui est à blâmer pour

avoir rompu le charme avec la terreur ? Qui ou quoi est responsable de l'ensevelissement de nos vies quotidiennes dans des décisions routinières concernant la richesse et les intérêts ? Qui nous conduit à la destruction en tant que nation et en tant que peuple ?

Mon pays est beau car il possède la forêt amazonienne, la forêt de Chocó, les eaux, la cordillère des Andes et les océans. Là-bas, dans ces forêts, l'oxygène planétaire est généré et le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) atmosphérique est absorbé. L'une de ces plantes absorbant le CO<sub>2</sub>, parmi des millions d'espèces, est l'une des plus recherchées sur Terre. On cherche à tout prix à la détruire. C'est une plante amazonienne, la coca, la plante sacrée des Incas.

Comme à un carrefour paradoxal, la forêt que nous essayons de sauver est en même temps en train d'être détruite. Pour détruire la plante de coca, ils déversent des quantités massives de poison et de glyphosate qui ruissellent dans l'eau, ils arrêtent les cultivateurs et les emprisonnent. Les personnes qui cultivent la plante de coca sont arrêtées et emprisonnées. Un million de Latino-Américains ont été assassinés, et 2 millions d'Afro-Américains sont emprisonnés en Amérique du Nord pour avoir détruit ou possédé la feuille de coca.

« Détruisez la plante qui tue », crient-ils depuis le Nord, mais la plante n'est qu'une parmi les millions qui périssent lorsqu'ils mettent le feu à la jungle. Détruire la forêt, l'Amazonie, est devenu le mot d'ordre des États et des entreprises. Peu importe l'avertissement des scientifiques selon lequel la forêt tropicale est l'un des grands piliers du climat. Pour les réseaux mondiaux de pouvoir, la forêt et ses habitants sont responsables des problèmes qui les assaillent. Les réseaux mondiaux de pouvoir sont à la merci de leur dépendance à l'argent, à la conservation du pouvoir, au pétrole, à la cocaïne et aux drogues les plus dures pour s'anesthésier davantage.

Il n'y a rien de plus hypocrite que le débat sur la sauvegarde de la forêt. La forêt brûle, tandis que les membres de l'Assemblée générale font la guerre et jouent avec. La forêt, le pilier de notre climat mondial, est en train de disparaître avec toute sa vie. La grande éponge qui absorbe le CO<sub>2</sub> planétaire s'évapore. Cette forêt qui sauve des vies est considérée dans mon pays comme un ennemi à vaincre, une mauvaise herbe à éradiquer. L'espace où les paysans vivent et cultivent la coca parce qu'ils n'ont rien d'autre à cultiver est diabolisé.

Les membres de l'Assemblée générale ne s'intéressent à mon pays que s'ils peuvent déverser du poison dans ses forêts, mettre ses hommes en prison et exiler ses femmes. Ils ne s'intéressent pas à l'éducation de

nos enfants, ils veulent détruire notre forêt et extraire le charbon et le pétrole de ses entrailles. L'éponge qui absorbe les poisons n'est d'aucune utilité, ils préfèrent répandre plus de poison dans l'atmosphère.

Aux membres de l'Assemblée générale, nous fournissons une excuse au vide et à la solitude de leurs propres sociétés, ce qui les conduit à vivre dans les bulles de drogue. Nous les cachons de leurs problèmes auxquels ils refusent de faire face en se réformant. Il est préférable de déclarer la guerre à la forêt, à ses plantes, à ses habitants. Alors qu'ils laissent la forêt brûler, que les hypocrites poursuivent les plantes avec du poison afin de cacher les désastres de leurs propres sociétés, ils nous demandent toujours plus de charbon, toujours plus de pétrole afin de satisfaire leur autre dépendance – à la consommation, au pouvoir, à l'argent.

Lequel est le plus toxique pour l'humanité : la cocaïne, le charbon ou le pétrole ? Le pouvoir a décrété que la cocaïne est un poison et qu'elle doit être éradiquée, même si elle ne cause que très peu de décès par overdose – l'essentiel des décès est causé par la contamination de la drogue dans le cadre de son commerce illicite. En revanche, le charbon et le pétrole doivent être protégés, même si leur utilisation peut entraîner l'extinction de l'humanité. C'est l'état du pouvoir mondial, de l'injustice et de l'irrationalité, car le pouvoir mondial est devenu irrationnel. Ils voient dans l'exubérance et la vitalité de la forêt une luxure et un péché, la cause profonde de la tristesse de leurs sociétés, qui sont imprégnées de l'insatiable compulsion d'avoir et de consommer.

Comment cacher la solitude des cœurs, le vide des sociétés dépourvues d'affection et compétitives au point d'enfermer l'âme des gens dans la solitude, sinon en accusant la plante, ceux qui la cultivent et les secrets libérateurs de la forêt ? Selon les puissances mondiales irrationnelles, ce n'est pas le marché qui est à blâmer pour avoir écourté l'existence de l'humanité, mais la forêt et ceux qui y vivent.

Les comptes bancaires sont devenus illimités, les économies des personnes les plus puissantes de la Terre ne pourraient même pas être dépensées en plusieurs siècles. La tristesse de l'existence créée par cet appel artificiel à la compétition est remplie de bruit et de drogues. La dépendance à l'égard de l'argent et des biens a un autre aspect : la dépendance à l'égard des drogues chez les personnes qui ont perdu cette course artificielle dans laquelle l'humanité a été plongée.

La maladie de la solitude ne sera pas guérie en répandant du glyphosate dans la forêt. Ce n'est pas la forêt qui est à blâmer. Les coupables sont les sociétés

élevées pour consommer sans fin et pour confondre stupidement consommation et bonheur, tout en remplissant d'argent les poches des puissants. La forêt n'est pas responsable de la dépendance à la drogue, c'est le comportement irrationnel des puissances mondiales. Il faut donner un peu de lumière, de raison à ces puissants. Il faut rallumer les lumières du siècle.

La guerre contre la drogue dure depuis 40 ans. Si nous ne changeons pas de cap et que cela continue pendant encore 40 ans, les États-Unis verront 2 800 000 jeunes mourir d'une overdose de fentanyl, une drogue que l'Amérique latine ne produit pas. Ils verront des millions d'Afro-Américains incarcérés dans des prisons privées. Les prisonniers afro-américains deviendront le fond de commerce des sociétés pénitentiaires. Un million de Latino-Américains de plus seront assassinés, nos cours d'eaux et nos champs seront rougis de sang et le rêve de la démocratie mourra, tant dans mon Amérique que dans l'Amérique anglo-saxonne. La démocratie mourra là où elle est née, dans la grande Athènes de l'Occident européen.

Parce qu'ils ont dissimulé la vérité, ils verront mourir les forêts et les démocraties. La guerre contre la drogue a échoué. La lutte contre la crise climatique a échoué.

La consommation mortelle de drogues a augmenté, les drogues dures ont maintenant supplanté les drogues douces. Un génocide a été perpétré sur mon continent ; dans mon pays, des millions de personnes ont été condamnées à la prison ; et, pour occulter leur propre culpabilité sociale, ils ont rejeté la faute sur la forêt et ses plantes. Ils ont truffé leurs discours et leurs politiques d'absurdités.

Depuis mon Amérique latine meurtrie, je les appelle à mettre fin à la guerre irrationnelle contre la drogue. Il n'y a pas besoin de guerres ou d'armes pour faire baisser la consommation de drogues. Ce qu'il faut, c'est que nous construisions tous une société meilleure : une société plus attentive, plus chaleureuse, dans laquelle une vie vécue pleinement nous préserve de l'addiction à la drogue et des nouvelles formes d'esclavage. Les membres de l'Assemblée générale veulent-ils moins de drogues ? Qu'ils pensent moins au profit, et plus à l'amour. Qu'ils pensent à un exercice rationnel du pouvoir.

Qu'ils ne souillent pas la beauté de ma patrie avec leurs poisons. Qu'ils nous aident, sans hypocrisie, à sauver la forêt amazonienne afin de sauver la vie de l'humanité sur la planète. Ils ont réuni des chercheurs,

qui ont parlé avec raison. En se basant sur les mathématiques et des modèles climatologiques, ces derniers ont annoncé que la fin de l'espèce humaine était proche et qu'il ne nous restait plus des millénaires, ni même des siècles. La science a sonné l'alarme, mais nous ne l'écoutons plus. La guerre nous a servi de prétexte pour ne pas prendre les mesures nécessaires.

Alors qu'il fallait agir, que les discours ne servaient plus à rien, qu'il était indispensable de déposer de l'argent dans des fonds pour sauver l'humanité, qu'il fallait s'éloigner au plus vite du charbon et du pétrole, ils ont inventé une guerre après l'autre. Ils ont envahi l'Ukraine, mais aussi l'Iraq, la Libye et la Syrie. Ils ont envahi au nom du pétrole et du gaz. Au XXI<sup>e</sup> siècle, ils ont découvert la pire de leurs addictions : l'addiction à l'argent et au pétrole. Les guerres leur ont servi d'excuse pour ne pas lutter contre la crise climatique. Les guerres leur ont montré à quel point ils sont dépendants de ce qui viendra à bout de l'espèce humaine.

Lorsque les membres de l'Assemblée générale voient des personnes affamées et assoiffées migrer vers le nord par millions, là où se trouve l'eau, ils les enferment, construisent des murs, déploient des mitrailleuses et leur tirent dessus. Ils les expulsent comme s'il ne s'agissait pas d'êtres humains, ce qui est cinq fois pire que la mentalité de ceux dont les politiques ont créé les chambres à gaz et les camps de concentration. Ils nous ont ramenés, à l'échelle mondiale, en 1933, lorsque l'assaut contre la raison a triomphé. Ne voient-ils pas que la solution au grand exode vers les pays du Nord est de faire en sorte que l'eau remplisse de nouveau les rivières et que les champs recèlent de nouveau des nutriments ?

La catastrophe climatique nous inonde de virus qui grouillent et nous déciment, mais les membres font du négoce sur les médicaments et transforment les vaccins en marchandises. Ils suggèrent que le marché nous sauvera de ce que le marché lui-même a créé. Le Frankenstein qu'est devenue l'humanité laisse le marché et la cupidité agir sans planification, abandonnant la logique et la raison, subordonnant la rationalité humaine à la cupidité. À quoi sert-il de faire la guerre quand ce dont nous avons besoin, c'est de sauver l'espèce humaine ? À quoi servent l'OTAN et les empires quand la fin de l'intelligence est proche ?

La catastrophe climatique tuera des centaines de millions de personnes, et les membres de l'Assemblée générale peuvent être assurés que ce n'est pas la planète mais le capital qui sera à blâmer. La cause de la catastrophe climatique est le capital. La logique qui consiste à nous mettre en relation pour consommer toujours plus,

pour produire toujours plus et pour faire en sorte qu'un petit groupe d'entre nous gagnent toujours plus, voilà la cause de la catastrophe climatique. Les membres ont associé les moteurs énergétiques du charbon et du pétrole à la logique d'une accumulation incessante du capital, et ils ont déclenché un ouragan : une transformation chimique toujours plus marquée et toujours plus mortifère de l'atmosphère. Maintenant, dans un monde parallèle, l'accumulation incessante du capital s'apparente à une accumulation incessante de mort.

Depuis le pays des forêts et de la beauté, où l'on a décidé qu'une plante de la forêt amazonienne était un ennemi et qu'il fallait extraditer et incarcérer ses agriculteurs, j'invite les membres de l'Assemblée générale à mettre fin à la guerre et à la catastrophe climatique. Ici, dans la forêt amazonienne, l'humanité a échoué. Derrière les incendies qui y brûlent, derrière son empoisonnement, il y a l'échec civilisationnel complet de l'humanité. Derrière l'addiction à la cocaïne et aux drogues, derrière l'addiction au pétrole et au charbon se cache la véritable addiction de cette phase actuelle de l'histoire humaine : l'addiction au pouvoir irrationnel, au profit et à l'argent. C'est l'énorme machine mortelle qui pourrait anéantir l'humanité.

En tant que Président d'un des pays les plus beaux de la planète, mais aussi l'un des plus ensanglantés et des plus violentés, je propose que l'on mette fin à la guerre contre la drogue et à toutes les guerres, et que l'on permette à notre peuple de vivre en paix. J'appelle toute l'Amérique latine à se mobiliser dans ce sens. J'appelle l'Amérique latine à parler d'une même voix pour vaincre le comportement irrationnel qui martyrise notre corps. J'appelle les membres de l'Assemblée générale à sauver la forêt amazonienne dans son intégralité, en utilisant les ressources qui peuvent être consacrées à la vie dans le monde entier.

Quant aux membres qui n'ont pas la capacité de contribuer au fonds pour la revitalisation des forêts ou pour lesquels il est plus important d'allouer de l'argent aux armes qu'à la vie, je les appelle à réduire la dette extérieure afin de libérer nos propres marges de manœuvre budgétaires, grâce auxquelles l'œuvre de sauvetage de l'humanité et de la vie sur la planète pourra être entreprise. Nous pouvons le faire nous-mêmes si le Nord n'en a pas la volonté. Il suffit d'échanger la dette contre la vie, contre la nature.

Je propose aux pays d'Amérique latine d'engager le dialogue pour mettre fin à la guerre ; je les y appelle. Il ne faut pas nous pousser pas à nous aligner sur les

champs de bataille. Il est temps de faire la paix. Que les peuples slaves se parlent entre eux. Que les peuples du monde se parlent entre eux.

La guerre n'est qu'un piège qui nous rapproche tous de la fin des temps dans notre grande orgie d'irrationalité. Depuis l'Amérique latine, nous appelons l'Ukraine et la Russie à faire la paix.

Ce n'est que dans la paix que nous pourrons protéger la vie sur cette Terre qui est la nôtre. Il ne peut y avoir de paix totale sans justice sociale, économique et environnementale. Nous sommes également en guerre contre la planète. Si nous ne faisons pas la paix avec la planète, il n'y aura pas de paix entre les nations. Et sans justice, il n'y aura pas de paix sociale.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Colombie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Gustavo Petro Urrego, Président de la République de Colombie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Türkiye**

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Türkiye.

*M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Türkiye, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Türkiye, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Erdoğan** (*parle en turc ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je salue chaleureusement toutes les personnes présentes, au nom de ma nation et en mon nom propre. J'espère et je prie pour que la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale donne les meilleurs résultats possibles pour nous, nos pays et l'ensemble de l'humanité. Je voudrais également féliciter M. Csaba Kőrösi d'assumer la présidence de l'Assemblée générale et du thème qu'il a choisi pour la session de l'Assemblée générale de cette année, « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués », qui semble très approprié.

Nous nous réunissons à un moment où nous essayons de relever de nombreux défis à l'échelle mondiale. Parmi ses principaux enseignements, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) nous a montré comment construire une solidarité internationale pour contrer les menaces mondiales. Pendant la pandémie, la Türkiye a réussi à fournir une aide humanitaire, sans aucune discrimination, à plus de 161 pays et 12 organisations internationales. Nous avons également contribué au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, ainsi qu'aux efforts nationaux et locaux en matière de vaccins, au service de l'humanité tout entière. L'année dernière, nous avons ratifié l'Accord de Paris afin de démontrer à quel point nous sommes déterminés à lutter contre les changements climatiques et à atteindre notre objectif : devenir un pays à émission zéro d'ici à 2053. Nous avons également organisé à Istanbul la seizième Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique, qui a illustré notre volonté de devenir des pionniers dans la lutte contre les changements climatiques.

L'économie mondiale a été fortement touchée par les problèmes de chaîne d'approvisionnement causés par la pandémie, et la crise entre la Russie et l'Ukraine y a ajouté une nouvelle onde de choc. Les prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des matières premières augmentent, exerçant une énorme pression inflationniste, ce qui a des ramifications importantes pour les économies et les systèmes de protection sociale du monde. Ces développements ont prouvé une fois de plus à quel point la sécurité de l'approvisionnement énergétique est importante. Depuis le début du choc, la Türkiye a mis l'accent sur l'énergie non pas comme une question de concurrence, mais comme un domaine de coopération. En tenant compte de nos propres besoins, nous avons relancé de nombreux projets pour soutenir la sécurité énergétique, non seulement dans notre région mais aussi à l'échelle mondiale. À la lumière des derniers faits nouveaux, notre approche s'est avérée efficace.

La situation à laquelle nous sommes confrontés a également mis en péril la sécurité de l'approvisionnement en ressources vivrières. Nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous n'avons jamais eu autant de possibilités financières et technologiques qu'aujourd'hui. Pourtant, un cinquième de la population mondiale est toujours confronté à des taux de pauvreté et de faim insoutenables. Le monde avait pour objectif de parvenir à la pauvreté et la faim zéro d'ici à 2030 dans le cadre des objectifs de développement durable, mais au vu des événements récents, il semble que nous nous éloignons

des réalisations prévues. Il est temps pour nous d'éclairer le chemin sur lequel nous sommes engagés, et cela ne peut se faire que par la coopération et la solidarité internationales et en adoptant des approches justes et équitables dans nos relations les uns avec les autres. Nous devons agir ensemble pour relever les défis de notre destin commun. La Türkiye est prête à démontrer sa volonté dans ce sens, comme nous l'avons fait avec la pandémie et la crise des changements climatiques.

Nous avons également illustré notre position dans la lutte contre la crise causée par le conflit qui oppose la Russie à l'Ukraine. Le conflit ukrainien dure désormais depuis plus de sept mois et nous pensons que, même s'il n'y aura jamais de vainqueur dans cette guerre, un processus de paix équitable ne doit pas avoir de perdants. C'est important pour nous, car nous avons toujours souligné l'importance d'utiliser la diplomatie et le dialogue afin de régler les différends une fois pour toutes. C'est pourquoi nous avons réuni les parties, d'abord au Forum d'Antalya pour la diplomatie, puis à Istanbul, afin de faciliter le processus de réconciliation.

Grâce aux efforts considérables que nous avons déployés avec le Secrétaire général, nous avons réussi à faire en sorte que les céréales ukrainiennes soient exportées par la mer Noire et parviennent sur les marchés mondiaux. L'accord conclu à Istanbul pour permettre ces exportations, l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, reste essentiel, et ces exportations augmenteront avec le temps. Cet accord, conclu conjointement avec l'ONU, est l'une des plus grandes réalisations de l'Organisation ces dernières décennies. Je pense que la communauté internationale a retrouvé confiance dans l'ONU grâce à l'accord d'Istanbul, car il a prouvé une fois de plus que les négociations peuvent donner des résultats, en particulier sur des questions vitales pour toutes les parties concernées.

Nous avons adopté une approche similaire sur la question de la centrale nucléaire de Zaporijia, qui menace la sécurité du monde entier. Le conflit s'intensifie et nous déployons des efforts considérables pour mettre fin à la guerre en protégeant définitivement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous demandons instamment à toutes les organisations internationales et à tous les pays du monde de soutenir les initiatives de la Türkiye pour régler ce différend et restaurer la paix une fois pour toutes. Nous devons trouver ensemble une solution diplomatique raisonnée, équitable et viable, qui permettra aux parties de sortir de la crise de manière honorable.

D'autre part, toutes ces catastrophes qui touchent des millions de personnes ont montré une fois de plus que l'ONU doit être beaucoup plus efficace et influente et qu'elle a la responsabilité d'investir davantage d'efforts dans la résolution des problèmes à l'échelle mondiale. L'ONU doit être beaucoup plus inclusive et être capable de définir des solutions efficaces pour un monde plus juste. L'ONU doit devenir une organisation internationale au sein de laquelle la volonté commune de l'ensemble de l'humanité peut être mise en avant. Le Conseil de sécurité, en particulier, doit être doté d'une structure et d'un mode opératoire plus efficaces, plus démocratiques, plus transparents et plus responsables afin d'aider l'humanité tout entière dans sa quête de paix, de justice et de bien-être. Ce sera un tournant décisif pour nous tous. Afin de nous rappeler notre responsabilité collective, nous avons répété qu'un monde vaut mieux que cinq et qu'un monde plus juste est encore possible. Nous l'avons répété dans toutes les instances et à chaque occasion. Nous sommes engagés et déterminés dans notre combat, et nous attendons du monde entier qu'il nous soutienne. Je prie donc une nouvelle fois à l'Assemblée de nous apporter son soutien.

Notre vision de la politique étrangère a toujours été orientée vers la paix. Nous avons travaillé sans relâche, en commençant par notre région, pour que la paix règne dans le monde entier. Dans le cadre de notre initiative « Médiation pour la paix », que nous menons sous les auspices de l'ONU, nous avons travaillé sans relâche pour régler des conflits en Europe, en Amérique latine, en Afrique et dans d'autres régions. Nous cherchons à agir en tant que médiateur ou facilitateur afin de régler les différends une fois pour toutes. Notre pays est situé au cœur d'une région entourée de conflits, mais nous cherchons à faire partie de la solution plutôt que du problème, ce qui n'est possible que grâce aux initiatives que nous choisissons d'entreprendre.

À cet égard, nous avons toujours souligné qu'il faut parvenir à un règlement pacifique, permanent et fiable du conflit syrien dans le cadre de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Je pense que si ce conflit se poursuit, il menacera la sécurité territoriale et le bien-être de la Syrie et de notre région. Notre pays a accueilli 4 millions de civils d'origine syrienne à ce jour.

Je pense que le Conseil de sécurité doit assumer sa responsabilité de reconduire les mesures prescrites par la résolution 2642 (2022), permettant le renouvellement du mécanisme d'aide humanitaire qui a été établi dans le nord-ouest de la Syrie. Nous y combattons des

organisations terroristes telles que le Parti des travailleurs du Kurdistan et ses ramifications, qui représentent une menace importante et claire pour la Türkiye et ses forces de sécurité. Cette organisation terroriste change continuellement de nom et tente de se légitimer. Nous devons exhorter les forces mondiales à cesser d'armer ces organisations terroristes et à ne plus commettre les mêmes erreurs que par le passé.

Nous sommes suffisamment puissants pour prendre toutes les mesures nécessaires contre le terrorisme, et je tiens à le rappeler à tous. Nous ne reculerons jamais devant la lutte contre le terrorisme, et nous serons toujours très résolus à prendre les mesures nécessaires pour le combattre. Nous cherchons à faire tout ce qui est en notre pouvoir et avec la plus grande sincérité pour que nos frères et sœurs syriens puissent retourner dans leur pays dans la dignité et en toute sécurité.

Nous cherchons à créer des conditions propices au retour dans leur patrie des civils qui ont fui la guerre et à faire en sorte qu'ils vivent dans la dignité. Nous sommes en train de construire 100 000 maisons en briques dans plusieurs régions de Syrie afin qu'ils puissent y trouver refuge. La grande majorité de ces maisons ont déjà été achevées et remises à leurs propriétaires. Nous avons également entamé les préparatifs pour la construction de 200 000 logements supplémentaires afin qu'un million de Syriens puissent retourner dans leur patrie. Ces projets seront réalisés dans des zones sûres dans 13 centres et zones rurales différents, et nous avons besoin de l'aide de la communauté internationale pour que cela soit possible. Nous avons besoin que toutes les parties prenantes à ce projet fassent preuve d'une solidarité et d'un engagement sérieux.

La migration irrégulière – la crise des réfugiés – ne peut être résolue en abandonnant les gens à leur sort, en construisant des murs aux frontières et en les plaçant dans des camps de réfugiés. Nous ne pouvons résoudre ce problème que par des efforts axés sur l'homme et la vie humaine. Cette approche est adoptée en Grèce, et nous pouvons clairement constater que les Grecs deviennent beaucoup plus tolérants à l'égard des réfugiés qui se trouvent autour de la mer Égée et de la Méditerranée orientale.

La Türkiye ne veut pas voir les corps de bébés tels qu'Aylan être rejetés sur le rivage. Mais dans le même temps, la Grèce repousse malheureusement ces réfugiés de manière illégale et délibérée, transformant la mer Égée en un cimetière de réfugiés. La semaine dernière, un bébé de 9 mois nommé Assam et un enfant de 4 ans, Abdul

Wahab, sont morts parce que les forces des garde-côtes grecs ont coulé leurs bateaux. Je pense qu'il est grand temps que l'Europe, ainsi que l'ONU et d'autres organisations internationales, disent « stop » et « ça suffit » à ces crimes, qui sont des crimes contre l'humanité.

Dans un autre de nos pays voisins, l'Iraq, nous cherchons à investir des efforts considérables afin que la paix et la prospérité puissent y être établies aussi. Nous voulons que la réconciliation politique soit scellée et que l'unité politique soit formée dans le cadre d'une identité iraquienne. Nous devons travailler ensemble afin d'établir durablement la prospérité en Iraq et de mettre fin aux exactions commises par les organisations terroristes dans ce pays. Néanmoins, il existe des organisations terroristes qui continuent de profiter à mauvais escient de l'instabilité de l'Iraq, et nous ne cesserons jamais de combattre les organisations terroristes basées en Iraq qui ont mené des actions violentes contre la Türkiye.

Comme je l'ai dit à maintes reprises dans cette salle, nous lutterons contre le terrorisme sans aucune discrimination, et notre engagement en faveur d'une véritable solidarité nous aidera à atteindre nos objectifs. Nous lutterons contre le terrorisme sous toutes ses formes, quel que soit le nom de ses groupes, et nous voulons que nos alliés – nos amis – nous apportent la solidarité et l'engagement dont nous avons besoin. Il est naturel pour nous d'attendre des autres qu'ils coopèrent avec nous plutôt que des organisations terroristes et des régimes tyranniques. Nous voulons que nos voisins forgent une solidarité avec nous afin de contribuer à la stabilité, à la paix et au bien-être de toute notre région et du monde, et nous sommes prêts à travailler avec eux.

Du point de vue de la sécurité mondiale, nous devons nous concentrer sur l'Afrique du Nord et la Méditerranée orientale. Dans ce cadre, il est essentiel de parvenir à la stabilité et au bien-être en Libye, non seulement pour le monde mais aussi pour toute la région. La Türkiye soutient fermement les efforts déployés par les Nations Unies à cet égard. Nous voulons protéger la souveraineté, l'unité et l'intégrité du peuple libyen et veiller à ce qu'il atteigne le niveau de prospérité qu'il souhaite tant. Des élections régulières et universelles doivent être organisées en Libye, et un Gouvernement fort, légitimé par la volonté du peuple, doit y être mis en place, ce à quoi nous devons tous travailler.

Afin que la paix et la prospérité règnent dans tout le Moyen-Orient, nous devons mettre un terme au conflit israélo-palestinien une fois pour toutes en parvenant à la solution des deux États, ce que nous soutenons fermement.

Nous devons préserver l'identité historique et culturelle de Jérusalem et respecter le Haram el-Charif, et nous devons mettre fin aux colonies de peuplement illégales dans les régions occupées en établissant des garanties de sécurité pour les Palestiniens et leurs biens. Nous devons parvenir à une solution permanente et équitable pour la région, pourvoyant à la création d'un État palestinien libre et souverain, avec Jérusalem-Est pour capitale. C'est la seule solution. C'est dans l'intérêt supérieur du peuple palestinien, du peuple israélien, de la région et du monde entier. Nous allons contribuer à le rendre possible.

Il incombe également à la communauté internationale d'accroître la capacité institutionnelle et financière de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Nous sommes également préoccupés par la situation en Iran. Nous avons toujours été un partisan du Plan d'action global commun. Nous avons besoin de la diplomatie et du dialogue pour régler une fois pour toutes les différends concernant le programme nucléaire iranien.

En ce qui concerne l'Azerbaïdjan, la libération de ses territoires occupés a créé une chance historique de parvenir à une paix et à une stabilité permanentes dans le Caucase du Sud. La Türkiye a soutenu le processus entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Nous avons pris des mesures importantes pour tirer le meilleur parti de ces circonstances favorables. Les récents affrontements ont jeté une ombre sur ces faits encourageants, mais nous pensons qu'il est encore possible de parvenir à une paix durable entre ces deux pays. Nous serons toujours aux côtés de nos frères azerbaïdjanais pour construire leurs maisons et leur avenir de manière légitime et justifiée.

L'ouverture, sans délai, des voies de transport dans la région, qui est une question qui concerne également de près notre pays, contribuera énormément au bien-être de toute la région.

Dans le même temps, l'Afghanistan a été aux prises avec les conflits, le terrorisme et la pauvreté pendant près d'un demi-siècle et traverse actuellement une période difficile. Le Gouvernement provisoire doit prendre les mesures nécessaires pour protéger les droits humains fondamentaux, ce qui pourrait ouvrir la voie à certaines avancées encourageantes. La Türkiye continuera à soutenir ses frères et sœurs afghans au cours de ce processus.

Après avoir recouvré leur souveraineté et accédé à l'indépendance il y a 75 ans, l'Inde et le Pakistan n'ont toujours pas instauré la paix et la solidarité entre eux, ce qui est regrettable. Nous espérons qu'une paix et

une prospérité justes et permanentes seront établies au Cachemire, et prions pour cela.

Nous tenons à présenter nos sincères condoléances au peuple pakistanais à la suite des inondations catastrophiques qu'il a récemment connues. Au lendemain des inondations, nous avons lancé une campagne d'aide humanitaire, qui se poursuit. Nous invitons la communauté internationale à soutenir le peuple pakistanais en cette période regrettable et douloureuse.

Nous soutenons le retour sûr, volontaire et digne des musulmans rohingya sur leur terre d'origine.

Nous sommes très sensibles à la protection des droits et libertés fondamentaux des Turcs ouïghours de confession musulmane, de telle sorte qu'elle ne menace pas l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Chine.

Dans les Balkans, nous déployons des efforts considérables dans de multiples cadres pour renforcer la paix et la stabilité et régler les différends par le dialogue. Début septembre, nous avons effectué une visite officielle dans la région, notamment en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et en Croatie. Je pense que le parachèvement du processus électoral en Bosnie-Herzégovine contribuera énormément au processus de dialogue entre Belgrade et Pristina et à la stabilité de la région.

En tant que pays, la Türkiye souhaite que tous les problèmes qui se posent en mer Égée et en Méditerranée orientale soient résolus dans le cadre de relations de bon voisinage et conformément au droit international. Les pays qui cherchent à faire une démonstration de force dans notre région sont stupides et ne font pas le poids face à nous. En Méditerranée orientale, la paix et la stabilité dépendent du respect des droits de toutes les parties. Nous attendons de la Grèce qu'elle abandonne ses politiques provocatrices et qu'elle entende nos appels à la coopération et à la solidarité.

Nous pensons que la conférence de la Méditerranée orientale, dont nous avons précédemment recommandé l'organisation, servira cet objectif. Le fait que nos interlocuteurs n'aient pas fait le moindre effort pour répondre à cet appel montre qui soutient la paix et le dialogue et qui soutient le conflit. La Türkiye défendra toujours ses droits en mer Égée et en Méditerranée orientale et ne cédera jamais aux stratégies d'escalade menées par d'autres pays.

En ce qui concerne la question chypriote, nous avons toujours cherché à parvenir à une solution juste, durable et viable, et nous collaborons avec la République turque de Chypre du Nord à cette fin. Il y a deux États et deux peuples différents sur cette île, et cela doit être

universellement accepté. L'acceptation de la souveraineté égale et du statut international des Chypriotes turcs est la clef d'un règlement sur l'île. Nous demandons à la communauté internationale de mettre fin à l'oppression des Chypriotes turcs et aux sanctions qui leur sont imposées.

La Grèce, membre de l'Union européenne, repousse de manière inhumaine les réfugiés en mer Égée et impose des politiques contre la minorité musulmane turque en violation de ses obligations légales. Nous espérons que la Grèce mettra fin à toutes ces pratiques répréhensibles et que l'Union européenne cessera de fermer les yeux sur ces actions inhumaines et illégales.

La valeur de la coopération de la Türkiye avec l'Union européenne est importante pour relever les défis régionaux et mondiaux. En tant qu'allié solide de l'OTAN, cela fait 70 ans que la Türkiye est devenue membre de l'organisation. Nous avons des initiatives diplomatiques et des capacités militaires qui contribuent à la sécurité de la région euro-atlantique. Nous cherchons à contribuer à la sécurité, à la stabilité et à la prospérité du continent européen. Et en tant que partie de l'Asie sur la côte occidentale de l'Europe, nous menons également des initiatives sur le continent asiatique, comme l'initiative « L'Asie nouvelle », en vue d'assumer un rôle plus dynamique.

Nous essayons d'établir des contacts plus étroits et une solidarité avec les pays africains grâce aux récentes initiatives mondiales que nous avons entreprises. Dans ce contexte, nous avons organisé à Istanbul, du 16 au 18 décembre 2021, le troisième Sommet du Partenariat Türkiye-Afrique, qui a connu une vaste participation de nos amis africains. La Türkiye a toujours montré sa volonté d'accompagner l'Afrique, en tant que partenaire égal, sur la voie de la stabilité, du développement et de la prospérité.

Notre coopération avec l'Amérique latine se renforce également, sur la base du respect mutuel, et nous allons investir des efforts sur le plan institutionnel pour prendre davantage l'initiative en Amérique latine.

La communauté internationale est secouée par plusieurs problèmes. La plus grande menace à laquelle nous sommes actuellement confrontés est la perte de la volonté de vivre ensemble.

Nous sommes vivement préoccupés par la montée du racisme, de la discrimination, de la xénophobie et de l'islamophobie ces dernières années. Nous avons demandé à plusieurs reprises que le 15 mars, date à laquelle une attaque terroriste a été perpétrée contre des musulmans en Nouvelle-Zélande, soit décrété Journée internationale

de lutte contre l'islamophobie, et nous renouvelons cet appel une fois de plus. Nous avons pris des mesures, d'abord à l'Organisation de la coopération islamique, puis à l'Assemblée générale, pour que cette date soit proclamée Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, et nous espérons que ce souhait sera réalisé.

*Le Président assume de nouveau la présidence.*

Comme je l'ai déjà souligné à maintes reprises, nous mettons l'islamophobie et l'antisémitisme sur le même plan. Nous considérons qu'il s'agit également d'un crime contre l'humanité. Dans cet esprit, j'espère que l'Assemblée générale, à sa soixante-dix-septième session, sera en mesure d'atteindre les objectifs fixés en vue de répondre aux attentes et aux aspirations de l'ensemble de l'humanité. J'adresse à tous les États mes vœux de santé et de paix. Une fois encore, je tiens à exprimer à tous les États Membres, en mon nom et au nom de ma nation, ma reconnaissance et mon respect.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Türkiye de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Türkiye, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Avant de poursuivre, je tiens à rappeler que les interventions à titre national sont limitées à 15 minutes. Je demande aux délégations de bien vouloir respecter le temps de parole qui leur est imparti.

#### **Allocution de M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République kirghize.

*M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Zhaparov** (*parle en kirghize ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je félicite cordialement la Hongrie, un pays frère, pour l'élection

de son représentant à la présidence de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale. Je souhaite à M. Csaba Kőrösi beaucoup de succès à ce poste international aussi important. Dans le même temps, je tiens à remercier le Président de la session précédente de l'Assemblée générale, M. Abdulla Shahid, pour son travail acharné en cette période difficile pour la communauté mondiale, ainsi que pour son soutien aux initiatives internationales de notre pays.

Il y a 77 ans, après la fin de la guerre mondiale la plus sanglante de l'histoire de l'humanité, l'ONU a été créée. Peut-être que les États fondateurs de l'ONU, qui ont signé le traité international établissant l'Organisation dans la ville de San Francisco en 1945, ont été naïfs, quand ils ont proposé de mettre fin une fois pour toutes aux guerres, à la dévastation, à la famine et à la souffrance ? Je pense que non. Si l'on comprend la nécessité de régler les différends et les désaccords dans un esprit de compromis et de bonne volonté, on peut toujours espérer réussir.

Il y a eu de nombreuses pages et réalisations glorieuses dans l'histoire de l'ONU. Malgré le fait que des conflits et des affrontements se sont produits avec des degrés d'intensité variables dans différentes parties du monde, l'ONU a toujours été une autorité morale et a joué un rôle de consolidation important dans le maintien de la paix et de la sécurité, répondant aux besoins et aux nécessités des personnes.

Aujourd'hui, dans le contexte d'une complication sans précédent de la situation géopolitique dans le monde, qui a créé des attentes alarmantes au sein de la communauté mondiale en raison de la menace de destruction des piliers fondamentaux de la coexistence pacifique et de l'inévitabilité d'une guerre majeure, il est important que nous nous souvenions tous des nobles buts et objectifs inscrits dans la Charte des Nations Unies, à savoir, « maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin, prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix, et développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ».

Notre pays, presque depuis le tout début de son statut d'État, suit fermement et systématiquement

l'esprit et la lettre de la Charte des Nations Unies et essaie de remplir ses obligations de bonne foi. Le mois de mars marquait exactement le trentième anniversaire de l'adhésion de notre pays à l'ONU, et récemment, le 31 août, nous avons célébré le trente et unième anniversaire de l'indépendance de la République kirghize.

Nous nous efforçons toujours de résoudre nos différends internationaux par des moyens pacifiques. Nous nous abstenons toujours dans les relations internationales de la menace ou de l'usage de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État. En regardant en arrière le chemin épineux parcouru par notre pays, je tiens à apprécier hautement la contribution multiforme de l'ONU à la formation du Kirghizistan en tant qu'État indépendant et souverain, membre égal et responsable de la communauté internationale. Notre peuple n'oubliera jamais le soutien et l'assistance du système des Nations Unies dans la formation des institutions politiques, publiques et civiles, le renforcement de la démocratie et le développement d'une économie de marché. Au nom de notre peuple généreux et en mon nom propre, j'exprime ma gratitude à tous les dirigeants et au personnel du système des Nations Unies, qui nous ont sincèrement et généreusement aidés à réaliser le rêve séculaire du peuple kirghize de créer son propre État indépendant. Merci beaucoup !

Profitant de cette occasion, je veux porter à l'attention de la communauté mondiale, depuis cette haute tribune, la situation réelle qui se développe aux frontières sud de notre pays, compte tenu des derniers événements liés à l'aggravation une fois de plus de la situation à la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan.

Tout d'abord, je ferai une brève digression historique. Après l'effondrement de l'Union soviétique en décembre 1991, des différends territoriaux et des problèmes frontaliers ont surgi. Certains d'entre eux n'ont pas été réglés à ce jour. S'il y avait plus de 20 zones contestées sur tout le périmètre de la frontière soviéto-chinoise, cinq de ces zones se trouvaient au Kirghizistan.

Je tiens à rappeler avec beaucoup de fierté à la communauté mondiale que nous avons résolu avec succès les problèmes de règlement des questions frontalières, d'abord avec la République populaire de Chine en 1996 et avec la République du Kazakhstan au point de jonction des frontières des trois pays en 1999, puis avec la République du Kazakhstan en 2017. Nous avons maintenant presque entièrement achevé le travail commun et

nous sommes sur le point de signer l'accord sur la frontière avec la République d'Ouzbékistan. Je suis heureux de constater que les frontières avec ces trois pays voisins sont devenues les frontières de paix, de bon voisinage, d'amitié et d'une coopération mutuellement bénéfique.

En ce qui concerne les relations avec la République du Tadjikistan, je voudrais noter ce qui suit. Nos peuples amis vivent côte à côte depuis des temps immémoriaux. Nous sommes unis par des valeurs, une culture, des traditions et des coutumes communes. Nous partageons la même religion. Nos peuples sont liés par des liens familiaux. Notre héros légendaire Manas a même été marié à la Princesse tadjike Kanykey.

Qu'il me soit également permis de rappeler que la désintégration juridique de l'Union soviétique a eu lieu le 21 décembre 1991 dans la ville d'Alma-Ata, en République du Kazakhstan, lorsque les Chefs de 11 États nouvellement indépendants ont adopté la Déclaration d'Alma-Ata sur la création de la Communauté d'États indépendants (CEI). La Déclaration stipulait que les États indépendants reconnaissent et respectaient mutuellement l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières existantes. Ces États estimaient que le renforcement des relations d'amitié, de bon voisinage et de coopération mutuellement bénéfique, qui avaient de profondes racines historiques, répondait aux intérêts fondamentaux des peuples et servait la cause de la paix et de la sécurité. Les pays étaient conscients de leur responsabilité dans le maintien de la paix civile et de l'harmonie interethnique. Ce document juridique a été signé par les Présidents des 11 États membres de la CEI, y compris la République du Tadjikistan.

Dans la déclaration de Moscou de la CEI sur le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières des États membres de la Communauté d'États indépendants, en date du 15 avril 1994, ce principe a été confirmé par le Président du Tadjikistan, Emomali Rahmon. Il a apposé sa signature et accepté ce document. Il est regrettable qu'il s'écarte maintenant de ce principe. En 1998, Emomali Rahmon a effectué sa première visite officielle en République kirghize après la fin de la guerre civile sanglante au Tadjikistan. Plus tard, deux accords interétatiques bilatéraux ont été conclus entre la République kirghize et la République du Tadjikistan : l'Accord sur les bases des relations interétatiques du 12 juillet 1996 et l'Accord sur les relations de bon voisinage et de partenariat du 26 mai 2004. Je tiens à souligner que les deux accords ont été signés dans la ville de Douchanbé.

Dès le début des travaux sur le règlement des questions frontalières entre nos deux États, la partie kirghize a toujours agi dans le plein respect de ses obligations internationales, y compris bilatérales, et mené des négociations de manière constructive, en essayant de proposer des compromis mutuellement bénéfiques. Je tiens à souligner qu'en avril 2021, il y a eu une agression non provoquée à grande échelle des forces armées du Tadjikistan sur notre territoire, à la suite de laquelle 36 civils ont été tués et d'importants dégâts matériels ont été causés. Malgré le rejet de ma décision et les critiques du peuple kirghize, qui exigeait que nous nous rencontrions en territoire neutre, en juin de l'année dernière, je me suis rendu à Douchanbé, où j'ai rencontré le Président Rahmon afin d'essayer de trouver une solution mutuellement acceptable. Pour le bien de mon peuple, je suis prêt à passer non seulement 10 heures à négocier, comme à cette occasion, mais tout le temps nécessaire pour résoudre ce problème une fois pour toutes.

Naturellement, cette décision devra être mutuellement acceptable. Il m'est d'autant plus douloureux de signaler que les 14, 15 et 16 septembre de cette année, des affrontements militaires à grande échelle ont eu lieu dans le sud du Kirghizistan. Violant tous les accords précédemment conclus, la partie tadjike a traîtreusement attaqué les installations frontalières et civiles sur tout le périmètre de la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan. Environ 140 000 de nos civils ont été évacués des territoires frontaliers. Ils obtiennent l'aide dont ils ont besoin. À cet égard, je tiens à exprimer ma sincère gratitude au système des Nations Unies, à nos amis et à nos partenaires pour leur solidarité et leur soutien moral. D'importants dégâts matériels ont été causés aux installations civiles et militaires : habitations, bâtiments administratifs, écoles et postes frontière.

Tout dommage matériel peut être réparé. On ne peut cependant pas rendre vie aux civils qui ont essuyé des tirs ni à nos courageux défenseurs qui sont tombés pour leur patrie. Nous nous souviendrons toujours des exploits de nos vaillants guerriers.

Ces actes d'agression armée non provoqués de la part du Tadjikistan sont d'autant plus attristants car des traités internationaux ont été conclus et des obligations internationales ont été contractées entre nos pays. *Pacta sunt servanda* dit un proverbe latin : « les traités doivent être respectés ». Nous sommes prêts à poursuivre le processus de négociation avec nos voisins tadjiks sous n'importe quel format basé sur les principes civilisés

du droit international. Compte tenu du fait qu'à la suite des récentes activités illégales de nos voisins, notre confiance a été ébranlée, nous sommes prêts à poursuivre les négociations et la médiation internationale, y compris dans le cadre de l'ONU, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de l'Organisation du Traité de sécurité collective.

Nous avons des preuves concrètes des activités illégales et déloyales de la partie tadjike au cours de toutes ces dernières années. Nous n'avons jamais commencé en premier. Nous avons toujours essayé d'éviter l'utilisation d'armes, et plus encore, nous n'avons jamais tiré sur des civils non armés. Nous sommes toujours obligés de répondre en conséquence et de manière adéquate à l'agression de la partie tadjike. À cet égard, je voudrais souligner ce qui suit : la partie kirghize ne revendique pas de territoires étrangers, mais elle n'a pas l'intention de donner un centimètre de son territoire à qui que ce soit. Nous sommes convaincus que toutes les questions frontalières et économiques doivent être résolues à la table des négociations, et nous sommes prêts et disposés à le faire. La question la plus importante aujourd'hui est l'adoption de mesures urgentes pour assurer la sécurité et la stabilité dans les zones frontalières, la répression de toute action visant à accroître les tensions parmi la population locale et le renforcement de la confiance entre nos deux États. Nous sommes toujours prêts à négocier et à clarifier la question de nos frontières.

Concernant les problèmes généraux de l'ONU, je voudrais noter ce qui suit.

Cette année, la moitié de la période de mise en œuvre des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 est passée, et nous pouvons donc objectivement examiner la situation telle qu'elle se présente. L'adoption des objectifs de développement durable en 2015 sous la devise « ne laisser personne de côté » a été un exemple clair de la capacité de la communauté mondiale de négocier dans un esprit constructif dans l'intérêt de nous tous et des générations futures. Entre-temps, il est déjà devenu évident qu'en raison de circonstances objectives, notamment la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans les pays en développement, dont notre pays, a ralenti. Sans un financement international adéquat, beaucoup d'entre eux pourraient ne pas atteindre les indicateurs les plus critiques des objectifs de développement durable.

Pour ma part, je tiens à confirmer l'engagement de la République kirghize envers les objectifs de

développement durable et leur mise en œuvre progressive, en tenant compte des capacités nationales. Je crois que c'est le potentiel de notre pays qui doit être la principale source et le moteur du développement durable. À cette fin, nos efforts visent à accélérer la croissance économique qualitative, notamment grâce à une coopération régionale et internationale mutuellement bénéfique en matière de commerce et d'investissement. Par exemple, le Kirghizistan participe activement aux processus d'intégration et de coopération, notamment dans le cadre de l'Union économique eurasiatique et de l'initiative de la République populaire de Chine, Une Ceinture et une Route.

Le pays développe activement la locomotive de l'économie verte : l'industrie hydroélectrique ; de petites et moyennes centrales hydroélectriques sont mises en service. Nos estimés voisins, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, participeront à la construction de la plus grande centrale hydroélectrique, Kambarata, car cela renforcera la sécurité énergétique et optimisera l'utilisation des ressources en eau dans la région.

D'une manière générale, je tiens à souligner l'esprit d'unité, de compréhension mutuelle, de confiance et de soutien qui s'est manifesté dans la ville de Tcholpon-Ata il y a deux mois, lorsque s'est tenue la quatrième réunion consultative des chefs d'État d'Asie centrale, sous la présidence du Kirghizistan. J'espère que la signature par toutes les parties, à Tcholpon-Ata, du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération pour le développement de l'Asie centrale au XXI<sup>e</sup> siècle ouvrira une nouvelle page dans nos relations interétatiques. Nous nous engageons à continuer à travailler dans ce format.

Arrivé à la fin de mon discours, je tiens à assurer l'Assemblée que le Kirghizistan soutient fermement l'ONU en tant que seule structure universelle autorisée par nous tous, les États Membres de l'ONU, à résoudre continuellement les défis auxquels l'humanité est confrontée. J'espère que l'ONU continuera à remplir correctement toutes ses fonctions et à aider les États Membres à résoudre les problèmes globaux urgents et à surmonter les défis. J'appelle tous les États Membres, en cette période internationale difficile, à apporter à l'Organisation un soutien politique et une solidarité inconditionnels.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République kirghize de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Kassym-Jomart Tokayev, Président de la République du Kazakhstan**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Kazakhstan.

*M. Kassym-Jomart Tokayev, Président de la République du Kazakhstan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Kassym-Jomart Tokayev, Président de la République du Kazakhstan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Tokayev** (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter M. Kőrösi pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session.

Nous sommes réunis ici, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à un moment critique pour l'humanité. Le monde d'aujourd'hui semble être entré dans une nouvelle période d'affrontements géopolitiques de plus en plus âpres. Notre système international de longue date, fondé sur l'ordre et la responsabilité, est en train de céder la place à un nouveau système, plus chaotique et imprévisible. Le système mondial de contrôles et de contrepois n'a pas réussi à maintenir la paix et la stabilité. L'architecture de sécurité s'érode. La méfiance mutuelle entre les puissances mondiales s'accroît dangereusement. Le monde est en proie à une nouvelle série de conflits militaires. Pour la première fois depuis deux générations, nous sommes confrontés à la perspective de l'utilisation d'armes nucléaires, et ce, pas même en dernier recours. De nouvelles lignes de faille créent des barrières artificielles et engendrent un isolement économique. Les sanctions économiques et politiques sont devenues une nouvelle norme, laquelle érode les chaînes d'approvisionnement qui assurent la sécurité alimentaire, menaçant des millions de personnes, en particulier dans les communautés vulnérables. Ces problèmes contribuent aux défis croissants que représentent l'inflation galopante, les pertes d'emploi et les craintes d'une récession mondiale, en particulier pour les pays en développement. Enfin, ces crises entravent lourdement les mesures urgentes que nous avons tous

convenu de prendre pour lutter contre les changements climatiques et renforcer le développement durable.

Il y a quelque 77 ans, les Membres fondateurs ont inscrit dans la Charte des Nations Unies les principes et les normes du droit international qui nous guident depuis lors avec succès. Il n'y a rien de plus important aujourd'hui que de revenir aux principes fondamentaux qui sont à la base de cette organisation universelle qu'est l'ONU. En particulier, nous devons repenser les liens entre trois principes primordiaux : l'égalité souveraine des États, l'intégrité territoriale des États et la coexistence pacifique entre les États. Ces trois principes sont interdépendants. Respecter l'un, c'est respecter les deux autres. Porter atteinte à l'un d'entre eux revient à porter atteinte aux deux autres. Lorsque le régime de désarmement mondial, tant classique que nucléaire, est affaibli, ces trois principes sont menacés.

À l'inverse, plus ces trois principes sont respectés, plus ils se renforcent. Ensemble, ils deviennent la base d'une plus grande coopération interétatique, à tous les niveaux : sous-régional, régional et mondial. C'est là le dividende de la prospérité mondiale. Ce système de valeurs, incarné par l'ONU, continuer de susciter l'espoir pour des millions de personnes dans différentes parties de notre planète. Nous devons défendre fermement ces valeurs, l'ONU qui y joue un rôle central, et l'esprit de coopération qui les sous-tend. En d'autres termes, nous ne pouvons pas nous contenter de hausser les épaules et d'accepter la polarisation et la division. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être indécis ou de privilégier des intérêts étroits, car ils sont préjudiciables à cet héritage commun et à notre bien collectif. Les enjeux sont trop importants. Le Kazakhstan est donc prêt à coopérer avec tous les acteurs concernés dans un esprit d'inclusion, de multilatéralisme et de bonne volonté. Je suis convaincu que les défis de notre époque ne peuvent être relevés que si les pays agissent ensemble. Pour atteindre nos objectifs communs, nous devons avancer dans les directions suivantes.

Les crises multiples et souvent interconnectées de ces dernières années ont mis en évidence des lacunes importantes dans la gouvernance mondiale. Elles ont souligné la nécessité de moderniser et de réformer l'ONU. L'Organisation doit être mieux préparée aux défis et aux opportunités à venir. À cet égard, le Kazakhstan a accueilli favorablement les propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). Il s'agit d'une importante occasion de réaffirmer la Charte des Nations

Unies, de redynamiser le multilatéralisme, de favoriser l'exécution des engagements existants, de trouver des solutions concrètes aux problèmes nouveaux et de rétablir la confiance entre les États Membres. Nous nous réjouissons à la perspective de contribuer aux consultations de la réunion ministérielle l'année prochaine et à la tenue du Sommet de l'avenir en 2024.

Nous ne devons plus nous contenter de réagir aux défis et aux crises mondiaux ; il nous faut prévenir et mieux prédire les tendances émergentes, et intégrer nos évaluations dans la planification stratégique et l'élaboration des politiques. C'est précisément dans ce but que le Kazakhstan a proposé il y a 30 ans l'idée de convoquer la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie. Dans le contexte des nouveaux défis et menaces, nous espérons transformer la Conférence en une organisation internationale à part entière à son prochain sommet en octobre, à Astana, afin de contribuer à la médiation et au rétablissement de la paix au niveau mondial.

À huit ans seulement de l'échéance de 2030, la réalisation des objectifs de développement durable est freinée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), une triple crise planétaire – changements climatiques, perte de biodiversité et pollution – et des conflits dans le monde entier. Nous devons redresser la barre avant qu'il ne soit trop tard. Notre priorité absolue doit être de renforcer la résilience face aux futures turbulences et de garantir un relèvement durable, équitable et inclusif. À cette fin, nous avons besoin d'un dialogue franc entre l'Est et l'Ouest et d'un nouveau paradigme de sécurité mondiale fondé sur les principes de la confiance mutuelle et de la coopération multiforme. Compte tenu de la crise actuelle et des tensions géopolitiques accrues, il est absolument nécessaire de mettre en place, sous les auspices de l'ONU, un processus susceptible d'aboutir à la détente et à la prévention des conflits.

Le Kazakhstan a terriblement souffert des essais d'armes nucléaires effectués par le passé. Nous comprenons donc très bien les dangers d'une escalade des tensions entre puissances nucléaires. C'est pourquoi le désarmement nucléaire est devenu un élément clef de la politique étrangère kazakhe, et nous nous battons en permanence pour un monde sans arsenaux nucléaires.

Malgré quelques progrès dans ce domaine, le bilan global n'est malheureusement pas si positif. Nous sommes alarmés par la rivalité accrue entre les États dotés d'armes nucléaires, ainsi que par leur discours. Nous jugeons également préoccupante l'absence de

progrès dans les Conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. L'élaboration de nouveaux mécanismes pour garantir le désarmement et la non-prolifération est une tâche colossale qui nous attend.

De même, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence le besoin urgent de gérer et de réduire les risques et les dangers biologiques. Le fait que nous nous appuyions toujours sur la Convention sur les armes biologiques – qui a maintenant 50 ans – sans qu'aucun effort ne soit fait pour créer un organisme ou une entité de coopération internationale devrait être une préoccupation universelle. À ce propos, je réitère une proposition que j'ai déjà faite, à savoir que soit créée un organisme international chargé de la sécurité biologique.

Outre les menaces qui pèsent sur la sécurité internationale, les changements climatiques exigent également une coopération et une solidarité internationales accrues. Dans le monde entier, les populations sont exposées à des menaces existentielles liées aux changements climatiques et environnementaux. Si nous voulons inverser la tendance, nous devons doubler d'effort, et rapidement. Beaucoup d'entre nous ont déjà pris des mesures audacieuses. Au Kazakhstan, nous nous sommes engagés à transformer totalement le secteur énergétique dépendant du pétrole et du charbon en une économie fondée sur la neutralité carbone d'ici 2060. Pour sauver notre planète, nous devons investir à des niveaux plus élevés que jamais.

Toutefois, l'action climatique ne peut se faire au détriment du développement ou de la modernisation. C'est pourquoi, à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra dans le courant de l'année, les États Membres, ainsi que la communauté mondiale des affaires, doivent une fois de plus renforcer leur engagement en faveur d'un financement accru de l'action climatique.

Ce programme est directement lié à la crise de la sécurité alimentaire mondiale. Mon pays, qui est le septième producteur mondial de céréales, est le grenier de l'Asie centrale. Nous sommes déterminés à utiliser ce potentiel agricole pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans le monde. Le Kazakhstan continuera à être un fournisseur fiable de céréales et d'autres denrées alimentaires de base, en premier lieu pour les pays les plus pauvres. Il entend également développer sa coopération avec l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire, dont le siège est au Kazakhstan, ainsi qu'avec les

organismes des Nations Unies. Il est impératif à cet égard d'exclure les denrées alimentaires et les engrais de toutes les sanctions et restrictions, quelles qu'elles soient.

Une fois encore, les bouleversements économiques et sociaux actuels exigent un effort collectif. L'engagement en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 continue d'occuper une place importante dans nos préoccupations nationales et mondiales. En outre, les régimes de commerce équitable sont essentiels à la reprise économique mondiale. À cet égard, je tiens à saluer les décisions constructives issues de la douzième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, présidée par le Kazakhstan.

La situation géopolitique actuelle souligne également l'importance d'une infrastructure mondiale de transit et de transport fiable et diversifiée. Nous le constatons dans notre propre région. Le Kazakhstan, le plus grand pays en développement sans littoral, est en train de devenir un couloir terrestre asiatique essentiel vers l'Europe. L'Itinéraire de transport international transcaspien, ou corridor médian, a reçu un nouvel élan. Nous nous attendons à ce que le volume de marchandises transitant par le Kazakhstan augmente considérablement dans les années à venir. Nous devons veiller à ce que la mer Caspienne devienne une mer de paix et de nouvelles opportunités. Au cours des prochains mois, le Kazakhstan contribuera à atténuer les effets les plus immédiats de l'accès limité à l'énergie et aux matières premières essentielles causé par les perturbations du commerce et de la chaîne d'approvisionnement. À long terme, nous souhaitons diversifier nos sources d'énergie, un accent particulier étant mis sur l'hydrogène vert et les énergies renouvelables.

S'agissant de l'Asie centrale, nous devons garder à l'esprit qu'elle est déjà devenue une région offrant de vastes possibilités de coopération internationale. Avec nos partenaires d'Asie centrale, nous sommes déterminés à renforcer l'interaction politique et à approfondir les liens économiques pour faire progresser notre région. Nous avons convenu de coexister en tant que bons voisins et de diversifier notre coopération. Ce credo s'appuie sur nos importantes ressources naturelles et agricoles, notre capital humain et notre potentiel en matière de transport et de transit. Nous sommes un marché tampon entre l'Est et l'Ouest, le Sud et le Nord. Nous avons l'intention de collaborer avec toutes les parties prenantes pour aborder un programme régional urgent qui comprend les changements climatiques, la mer d'Aral, l'utilisation rationnelle des ressources en eau, la délimitation des frontières, la lutte contre l'extrémisme et l'expansion du commerce intrarégional.

C'est pourquoi nous pensons qu'il importe de créer, à Almaty, un centre régional des Nations Unies pour les objectifs de développement durable en Asie centrale et en Afghanistan. Le Kazakhstan voit l'Afghanistan de demain comme un État véritablement indépendant, neutre, uni et prospère, vivant en paix avec ses voisins. C'est pourquoi nous soutenons le difficile processus de restauration de l'État dans ce pays, y compris l'aide humanitaire vitale.

En tant que Président du Kazakhstan, je suis absolument déterminé à construire un Kazakhstan juste, un Kazakhstan dans lequel chaque citoyen jouit des mêmes chances, droits et protections. La justice doit prévaloir dans mon pays. La loi et l'ordre deviendront les piliers de notre société. La partie la plus importante de cette voie est la réforme politique porteuse de transformation. Des élections présidentielle et parlementaires se tiendront au Kazakhstan au cours des prochains mois. Sur ma proposition, il a été instauré un mandat présidentiel unique de sept ans. Il s'agit d'une véritable percée dans le renforcement de la démocratie au Kazakhstan. Dans le même temps, nous allons suivre strictement ma formule, à savoir « un président fort, un parlement autoritaire, un gouvernement responsable ». Je suis convaincu que cette formule sert parfaitement les intérêts nationaux du Kazakhstan.

Nous entendons également mettre fin aux monopoles au sein de l'économie. Nous prenons des mesures pour que les plus riches de notre société jouent leur rôle dans notre quête d'un Kazakhstan juste, tout en diversifiant notre économie et en augmentant les investissements dans le capital humain. Récemment, j'ai lancé la création d'un fonds national pour les enfants. À partir de 2024, 50 % des revenus d'investissement du Fonds national de protection sociale seront versés à des comptes d'épargne spéciaux pour les enfants jusqu'à leur âge adulte. Ces ressources pourraient être utilisées à des fins d'éducation ou de logement. Un fonds de charité privé spécial, dénommé « Pour le peuple du Kazakhstan », fournit une aide aux citoyens ordinaires pour les soins de santé, l'éducation et la sécurité sociale.

Nous voulons renforcer davantage l'autonomisation des femmes et leur participation à la vie économique et publique. Une transformation nationale globale n'est pas un processus simple, et il y aura certainement des écueils et des obstacles sur notre chemin. Mais si nous voulons répondre aux attentes des citoyens kazakhstaniens, nous ne pouvons pas nous écarter de cette voie stratégique.

Au cours des trois dernières années, nous avons réalisé des transformations substantielles grâce à quatre réformes politiques. À titre d'illustration, de nouvelles lois adoptées par le Parlement ont simplifié le processus d'enregistrement des partis politiques et réduit le seuil d'entrée des partis dans cette institution de 7 % à 5 %. Il existe aujourd'hui un quota obligatoire de 30 % de femmes et de jeunes sur les listes électorales des partis afin de promouvoir une participation plus large des citoyens à la gouvernance. Les maires sont désormais élus au suffrage universel direct pour que l'administration locale soit plus responsable de son action vis-à-vis de la population. Nous avons modifié la loi sur les rassemblements pacifiques afin de promouvoir une culture caractérisée par plus d'ouverture entre la société et le Gouvernement ; l'autorisation du Gouvernement, à cet égard, n'est plus nécessaire. Conformément à ses engagements internationaux relatifs au droit fondamental à la vie et à la dignité humaine, le Kazakhstan a aboli la peine de mort.

Un Kazakhstan juste repose sur notre solidarité pluriethnique et multiconfessionnelle. Le principe de « l'unité dans la diversité » sera préservé à tout prix. La semaine dernière, le septième Congrès des dirigeants de religions mondiales et traditionnelles s'est tenu au Kazakhstan et a été couronné de succès. Les participants au Congrès ont une nouvelle fois souligné l'importance de la tolérance religieuse, du dialogue et de la médiation. Nous sommes prêts à construire des ponts et à fournir des cadres de dialogue partout où cela est nécessaire.

Cette année marque le trentième anniversaire du partenariat entre le Kazakhstan et l'ONU. L'Organisation a contribué considérablement à la formation et au renforcement d'un Kazakhstan indépendant. Au cours de cette période, nous avons œuvré en faveur de la réalisation des buts énoncés dans la Charte dans tous les principaux organes de l'ONU, du Conseil économique et social au Conseil des droits de l'homme en passant par le Conseil de sécurité. Le Kazakhstan continuera de jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'une Organisation plus moderne, plus efficiente, plus transparente et plus responsable.

Jamais dans l'histoire nous n'avons eu autant besoin d'une direction responsable pour les prochaines générations. Se souvenir de notre passé nous rend responsables de notre avenir. Aux côtés des autres États Membres, nous ne ménagerons aucun effort pour construire une communauté mondiale plus sûre, plus durable et plus prospère.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Kazakhstan de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Kassym-Jomart Tokayev, Président de la République du Kazakhstan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Avant de poursuivre, je rappelle aux délégations que le temps de parole imparti pour les interventions faites à titre national est de 15 minutes. Les délégations sont priées de se conformer à cet accord.

#### **Allocution de S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

*S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le cheik Al Thani** (*parle en arabe*) : Tout d'abord, j'ai le plaisir de féliciter S. E. M. Csaba Kőrösi pour son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session. Je lui souhaite plein succès dans ses fonctions. Je remercie S. E. M. Abdulla Shahid, Président de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session, pour ses efforts. Par ailleurs, nous apprécions vivement les efforts déployés par le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, pour renforcer le rôle de l'ONU et lui permettre d'atteindre ses objectifs.

Notre monde est devenu un village planétaire. Nos problèmes et nos préoccupations se chevauchent, et notre société évolue à un rythme accéléré. Les effets de tout incident environnemental, de toute crise économique ou de tout affrontement militaire se propagent à l'échelle mondiale. Toutefois, nos approches et nos méthodes n'ont pas évolué au même rythme pour s'adapter à ces changements révolutionnaires. Que l'on pense que notre monde est unipolaire ou multipolaire, la politique mondiale est toujours gérée selon la logique de pays avec différents capacités, intérêts et priorités, et non

selon la logique d'un seul monde et d'une seule humanité. Je veux dire concrètement que les crises mondiales sont gérées sur la base d'intérêts étroits et à court terme, en violant le droit international et en gérant les différends en fonction des rapports de force et non sur la base de la Charte des Nations Unies et du respect de la souveraineté des États. Nous manquons aussi de mécanismes adéquats pour dissuader et punir ceux qui violent la souveraineté des États. La communauté internationale est incapable d'imposer des solutions lorsqu'elles sont rejetées par la partie la plus puissante dans un différend. Dans ces circonstances, on voit combien la sagesse et un comportement raisonnable des dirigeants du monde et le respect des principes de justice et d'équité dans les relations entre les pays sont importants.

Nous sommes pleinement conscients de la complexité du conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine et de sa dimension internationale. Cependant, nous appelons à un cessez-le-feu et à un règlement pacifique de ce conflit, qui finira bien un jour, quelle qu'en soit la durée. La poursuite du conflit ne changera pas ce résultat, mais augmentera plutôt le nombre de victimes et multipliera ses répercussions désastreuses sur l'Europe, la Fédération de Russie et l'économie mondiale.

En revanche, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de rappeler aux représentants des pays qui prennent part à la présente session que la question de Palestine n'est toujours pas résolue. Compte tenu de l'échec de la mise en œuvre des résolutions de la légitimité internationale et du fait que la situation sur le terrain ne cesse d'évoluer, la Puissance occupante a adopté une politique d'imposition du fait accompli, ce qui peut changer les règles du conflit et la forme de la solidarité mondiale à l'avenir. À cet égard, je réaffirme notre entière solidarité avec le peuple palestinien frère dans son aspiration à la justice. Le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités et contraindre Israël à mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens et à créer un État palestinien sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Dans notre région également, la communauté internationale n'a pas demandé des comptes aux criminels de guerre en Syrie. Il est encore plus décevant de constater que certains tentent de tourner la page sur les souffrances des Syriennes et des Syriens, au mépris des immenses sacrifices consentis par ce peuple meurtri qui n'a pas pu réaliser ses aspirations à l'unité, à la paix et à la sécurité.

L'ONU ne doit pas accepter que la voie politique soit limitée à ce qu'il est convenu d'appeler Commission

constitutionnelle placée sous ses auspices. La crise syrienne nous a donné une leçon importante sur ce qui peut arriver lorsque la communauté internationale n'a pas de vision à long terme pour répondre aux souffrances des peuples face à une injustice illimitée, à la misère et aux guerres civiles. Très vite, les phénomènes qui en découlent, comme la question des réfugiés, deviennent un autre problème qui nécessite une solution. Nous apprécions grandement le rôle joué par les pays qui ont accueilli des réfugiés syriens. Toutefois, nous devons rappeler qu'il importe de s'attaquer aux causes profondes des problèmes avant que leurs répercussions ne se fassent sentir dans nos pays.

En Libye, nous demandons que des mesures immédiates soient prises au niveau international pour poursuivre le processus politique. Nous appelons également à un accord sur la base constitutionnelle pour la tenue des élections et l'unification des institutions de l'État. Nous sommes tous conscients du fait qu'il est impossible de restaurer l'État sans unifier les forces militaires et réhabiliter les factions armées en une seule armée nationale. Les parties qui rejeteront cette solution devront être dénoncées et rendre des comptes.

Au Yémen, il y a une lueur d'espoir, les parties ayant convenu d'une trêve temporaire. Nous attendons avec impatience un cessez-le-feu global et durable pour ouvrir la voie à des négociations entre les parties yéménites, sur la base des résultats du dialogue national et de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe, en plus des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015).

Nous espérons que le consensus national sera atteint en Iraq, au Liban et au Soudan. Les élites politiques doivent être à la hauteur pour que les citoyens puissent réaliser leurs aspirations. Cela garantirait l'unité du peuple, l'unité de la nation et la diversité en même temps. Ce n'est pas seulement possible, c'est aussi très réaliste s'il y a une volonté de faire des concessions pour parvenir à des accords et abandonner l'approche sectaire et partisane des quotas qui a été rejetée par les jeunes générations.

Au Qatar, nous sommes convaincus de la nécessité de parvenir à un accord équitable sur le programme nucléaire iranien, qui tienne compte des préoccupations de toutes les parties et établisse une région exempte d'armes nucléaires. Une telle solution doit également reconnaître le droit du peuple iranien à bénéficier de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Rien ne peut se substituer à un tel accord, qui contribuerait à la

stabilité et à la sécurité de la région et ouvrirait la voie à la poursuite du dialogue et à la réalisation de la sécurité régionale.

En ce qui concerne l'Afghanistan, nous appelons toutes les parties à préserver et à renforcer les acquis de l'accord de Doha pour le rétablissement de la paix dans ce pays. Il s'agit notamment de veiller à ce que l'Afghanistan ne devienne pas un refuge pour les groupes extrémistes et terroristes. Ce n'est qu'alors que le peuple afghan pourra jouir de la prospérité et de la stabilité tant attendues. Nous avons souligné à maintes reprises l'importance de protéger les civils en Afghanistan et de respecter les droits humains, y compris les droits des femmes et le droit des filles à l'éducation. Nous avons également insisté sur l'importance de parvenir à une réconciliation nationale entre toutes les couches de la société afghane et mis en garde contre l'isolement et le siège de l'Afghanistan, qui seraient contre-productifs.

Faute de coordination mondiale et de planification rationnelle et équilibrée des politiques énergétiques depuis des décennies, nous sommes aujourd'hui tous confrontés à une crise énergétique sans précédent. Environ un milliard de personnes dans le monde vivent sans source d'énergie primaire fiable. Si la crise de la guerre en Ukraine est peut-être nouvelle, une crise politique qui se transforme en crise énergétique ne l'est pas. La situation se détériorait déjà sans qu'on n'y prenne garde avant même la guerre en Ukraine. Des décennies de pressions pour que l'on cesse d'investir dans les combustibles fossiles avant d'avoir trouvé les substituts écologiques et durables que nous devons développer ont conduit à d'importantes pénuries d'approvisionnement en énergie.

Il ne fait aucun doute que les changements climatiques et la protection de l'environnement en général nous obligent à diversifier les sources d'énergie le plus rapidement possible. Or, nous devons continuer à fournir de l'énergie en attendant. Nous devons être réalistes et reconnaître que l'avenir énergétique comprendra une combinaison de sources d'énergie durables, comme l'énergie solaire, l'hydrogène et l'énergie éolienne, ainsi que les hydrocarbures. Grâce aux investissements réalisés par le Qatar dans le gaz naturel liquéfié depuis des décennies, nous sommes maintenant en mesure d'étendre notre champ de gaz du nord. Cela jouera un rôle essentiel dans l'atténuation de la crise des pénuries d'énergie dans de nombreuses régions importantes du monde.

Lorsqu'il s'agit de produits de base, tels que l'énergie, les denrées alimentaires et les médicaments,

les exportateurs portent une responsabilité particulière qui dépasse la responsabilité commerciale. Ils doivent être fiables et respecter les accords. Interdire le transit, l'exportation et l'importation de ces produits en période de crise politique et imposer des blocus aux pays touchés n'est pas acceptable. Il n'est pas non plus acceptable d'utiliser ces produits comme outils de conflit. Ce ne sont pas des armes. Il est tout aussi inacceptable d'utiliser les sources d'eau comme s'il s'agissait d'outils politiques.

Alors que la situation mondiale actuelle donne une image sombre de l'avenir de l'humanité, nous croyons au dialogue et à l'action commune. Nous sommes convaincus que toutes les parties doivent essayer de se comprendre, de se mettre à la place de l'autre afin de voir les choses de son point de vue. Les pays de petite et moyenne taille sont ceux qui ont le plus besoin de règles fixes pour régir les relations internationales. La dépendance à l'égard des grandes puissances ne doit pas être une raison pour abandonner la communication entre nous. Nous avons tous un rôle à jouer. Ce qui semble aujourd'hui impossible sera une réalité si nous avons la vision, la volonté et les bonnes intentions.

L'approche du Qatar est axée sur le développement national et humain. Notre politique étrangère est fondée sur la recherche d'un équilibre entre les principes et les intérêts. Nous avons également mis l'accent sur la médiation pour régler les différends par des moyens pacifiques. Nous sommes conscients de notre responsabilité en tant que fournisseur d'énergie, et nous avons prouvé que nous étions un partenaire fiable au niveau international.

Le Qatar accueillera le monde entier lorsque s'ouvrira la Coupe du monde de football en novembre. Ce défi, qui a débuté il y a 12 ans, a nécessité une détermination et une volonté réelles, une planification considérable et un travail acharné. Aujourd'hui, nous sommes prêts à recevoir des équipes et des spectateurs du monde entier. Nous leur ouvrons nos portes à Doha sans discrimination afin qu'ils puissent tous profiter avec enthousiasme du championnat de football et être témoins du développement économique et culturel de notre pays. La Coupe du monde de football est organisée pour la première fois dans un pays arabe musulman et au Moyen-Orient en général. Le monde verra qu'un des petits et moyens pays est capable d'accueillir de grands rendez-vous mondiaux avec un succès exceptionnel et de créer un environnement propice à la diversité et à l'interaction constructive entre les peuples de la planète.

Cet événement a déjà un effet positif dans notre région. Les pays arabes frères ont accueilli favorablement la carte Hayya, qui permet d'obtenir un visa pour entrer au Qatar et dans d'autres pays arabes. Cette carte a été saluée par le public et a incité les nations arabes à aspirer à un avenir sans barrières entre les peuples.

Le peuple qatarien accueillera à bras ouverts les amateurs et amatrices de football du monde entier. Il est écrit dans le Coran :

« Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et nous avons fait de vous des nations et des tribus, pour que vous vous entre-connaissiez » (*sourate Al-Hujurat, 49 :13*).

Indépendamment de nos nationalités, de nos religions et de nos idéologies, notre devoir est de surmonter les barrières et de tendre la main de l'amitié pour construire des ponts de compréhension et valoriser notre humanité commune. Au nom de mon peuple et en mon nom propre, j'invite tous les membres à venir au Qatar et à profiter d'une Coupe du monde de football inédite. Tous seront les bienvenus. Que tous ici connaissent la paix, la miséricorde et les bénédictions de Dieu.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier l'Émir de l'État du Qatar de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Yoon Suk Yeol, Président de la République de Corée**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Corée.

*M. Yoon Suk Yeol, Président de la République de Corée, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Yoon Suk Yeol, Président de la République de Corée, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Yoon Suk Yeol** (*parle en coréen ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je présente mes sincères félicitations à S. E. M. Csaba Kőrösi pour son accession à la présidence de l'Assemblée générale. J'espère que sous votre direction, Monsieur le

Président, la soixante-dix-septième session de l'Assemblée canaliser la sagesse de chaque État Membre afin de façonner un monde meilleur. J'exprime également mon plus profond respect au Secrétaire général António Guterres pour son dévouement inlassable alors qu'il entame son second mandat.

En vertu de la Charte des Nations Unies, nous sommes appelés à nous efforcer de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, et à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Lorsque la liberté des individus est menacée dans une nation, les membres de cette communauté doivent se donner la main pour éliminer la menace et défendre cette liberté. De même, lorsque la liberté d'un citoyen ou d'une nation de la communauté mondiale est en péril, il revient à la communauté des nations de faire preuve de solidarité pour défendre cette liberté.

Notre histoire moderne témoigne de la manière dont notre solidarité et notre unité ont sauvegardé la liberté et fait progresser notre civilisation. Aujourd'hui, en proie à des tentatives de modification du statu quo par la force, par les armes nucléaires et autres armes de destruction massive et par des violations systémiques des droits humains, la communauté mondiale voit une fois de plus la liberté et la paix de ses citoyens mises en péril. Ces menaces à la liberté et à la paix doivent être surmontées par la solidarité et par un engagement sans peur envers le cadre de normes mondiales universelles consolidé au fil des ans au sein du système des Nations Unies.

Le thème de la session de l'Assemblée générale de cette année, « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués », résume la gravité de la crise mondiale à laquelle nous sommes confrontés, ce qui souligne à son tour le rôle solennel de l'ONU. Notre quête des réponses qui nous aideront à traverser cette période de turbulences commence en faisant preuve de solidarité, en respectant les normes mondiales universellement acceptées, et en collaborant dans le cadre du système des Nations Unies établi au cours des dernières décennies.

Alors que l'humanité s'efforce de défendre la liberté et de construire une paix durable, le rôle de l'ONU s'avère indispensable. La véritable liberté ne consiste pas seulement à être libéré de ses entraves, mais aussi à avoir la possibilité de vivre pleinement sa vie dans la dignité. La paix véritable n'est pas une absence de guerre, mais l'élimination des conflits et de l'inimitié qui entravent le progrès commun de l'humanité.

Une paix véritable implique également de jeter les bases d'une plus grande prospérité. La liberté et la paix véritables pourront devenir une réalité lorsque nous serons libérés de la maladie et de la faim, de l'analphabétisme et des pénuries d'énergie et de culture. À cet égard, l'ONU a déployé de grands efforts par l'intermédiaire du Conseil économique et social et de l'UNESCO, entre autres. Toutefois, l'Organisation est désormais appelée à assumer un rôle et une responsabilité plus vastes. Pour relever les défis posés par la pandémie, l'ONU doit jouer un rôle central en amenant la communauté des nations à renforcer de manière déterminée son soutien aux pays dont la marge de manœuvre budgétaire et l'expertise technique sont limitées. Dans notre quête mondiale de décarbonisation, les pays disposant de technologies vertes de pointe doivent s'efforcer de partager sans relâche les technologies des énergies nouvelles et renouvelables avec les autres pays.

À l'ère de la subtilité numérique, l'une des tâches les plus urgentes pour la communauté mondiale et l'ONU est de promouvoir la coopération mondiale pour réduire la fracture numérique, qui exacerbe la polarisation entre les nations. Les pays à la pointe de l'innovation numérique doivent offrir une assistance plus large pour l'éducation numérique, le transfert de technologie et les investissements en la matière, tandis que l'Organisation des Nations Unies doit redoubler d'efforts pour mobiliser un soutien à cette fin.

Malgré les récents efforts d'assainissement de ses finances publiques, la République de Corée a renforcé l'aide aux populations dans le besoin grâce aux ressources obtenues en restructurant ses dépenses. Dans notre pays, nous offrons davantage d'aide aux groupes socialement vulnérables. À l'étranger, nous avons augmenté notre budget d'aide publique au développement. De même que l'élargissement du soutien aux groupes socialement défavorisés jette les bases d'une prospérité durable, l'appui aux nations du monde qui connaissent des difficultés rendra la liberté et la paix mondiales plus durables.

En tant que membre responsable de la communauté internationale, mon pays est déterminé à assumer ses responsabilités et à jouer son rôle pour la liberté des citoyens du monde et la prospérité de la communauté mondiale. La République de Corée a accéléré la recherche et la mise au point de traitements et de vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19), en s'engageant à verser 300 millions de dollars au Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, et 30 millions de dollars au Fonds d'intermédiation financière de la Banque mondiale, entre autres, élargissant

ainsi ses contributions à la mise en place d'une architecture sanitaire mondiale plus solide. Nous participons également aux négociations pour parvenir à un accord sur les pandémies, sous les auspices de l'Organisation mondiale de la Santé. Afin d'assurer une riposte plus efficace contre les épidémies futures de maladies infectieuses, la République de Corée accueillera une réunion ministérielle du Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale à Séoul, en novembre prochain. En outre, nous entendons augmenter de manière substantielle notre contribution au Fonds mondial, nous associant ainsi à nos partenaires dans la lutte contre les maladies infectieuses, notamment le sida, la tuberculose et le paludisme.

En ce qui concerne les changements climatiques, la République de Corée va augmenter son aide publique au développement vert, aider les pays en développement dans leur transition vers un avenir à faible émission de carbone et partager ses technologies vertes innovantes avec l'ensemble de l'humanité. Au fil des ans, nous avons transféré et partagé notre technologie numérique d'administration en ligne avec les pays en développement et bien d'autres. Nous poursuivons notre projet de devenir un gouvernement à plateforme numérique. Il s'agit d'une initiative ambitieuse visant à améliorer considérablement notre démocratie, notre fonction publique et notre protection sociale grâce à la technologie numérique. Nous continuerons à partager plus largement notre technologie et nos données numériques de pointe et nous ne ménagerons aucun effort pour appuyer l'éducation et y investir.

Alors que nous cherchons des solutions à la crise mondiale à laquelle nous sommes confrontés, la viabilité du système des Nations Unies et de l'architecture universelle des normes mondiales est aujourd'hui mise à l'épreuve. La crise avec laquelle nous sommes aux prises ne sera résolue que lorsque nous serons fermement solidaires pour partager la valeur universelle de la liberté et travailler ensemble pour défendre et étendre notre liberté.

Dans cette optique, nous devons appuyer plus fermement le système des Nations Unies, ancré dans un esprit de liberté et de solidarité, ainsi que les cadres normatifs qui sont universellement reconnus par la communauté internationale. Toute tentative de se détourner du système des Nations Unies et des normes universelles divisera la communauté mondiale en blocs, aggravant encore la crise et les troubles. Nous devons déterminer plus rigoureusement la nature et les causes des problèmes auxquels nous sommes confrontés. La

communauté internationale doit s'efforcer de partager les responsabilités et d'unir ses forces, si la situation l'exige, pour venir à bout des difficultés auxquels nous nous heurtons. Une fois de plus, j'invite les citoyens et les dirigeants du monde à apporter un appui ferme et durable au système des Nations Unies et aux normes mondiales universelles, alors que nous cherchons des réponses en ce moment décisif.

*M. Dang Hoang Giang (Viet Nam), Vice-Président, assume la présidence.*

La toute première mission de l'ONU, après sa création, a été de reconnaître la République de Corée en tant que gouvernement unique et légitime de la péninsule coréenne, et de défendre la liberté de mon pays en y envoyant des forces des Nations Unies pendant la guerre de Corée. Grâce à ces actions de l'Organisation des Nations Unies, la Corée a pu devenir ce qu'elle est aujourd'hui. À ce titre, la République de Corée protégera et élargira la liberté des citoyens du monde et, de concert avec l'ONU, nous nous acquitterons de nos responsabilités pour promouvoir la paix et la prospérité dans le monde.

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Corée de l'allocution qu'il vient de faire prononcer.

*M. Yoon Suk Yeol, Président de la République de Corée, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Mario Abdo Benítez, Président de la République du Paraguay**

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Paraguay.

*M. Mario Abdo Benítez, Président de la République du Paraguay, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mario Abdo Benítez, Président de la République du Paraguay, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Benítez (parle en espagnol) :** Cette rencontre traditionnelle nous confère l'énorme responsabilité d'échanger des idées et de prendre des engagements pour renforcer cette instance publique

intergouvernementale qui est vitale pour répondre aux besoins communs de nos nations.

Dans ce qui est ma dernière allocution dans cette salle en ma qualité de Chef d'État, je souhaite souligner l'engagement de la République du Paraguay, en tant que membre de la communauté internationale, à continuer de contribuer à la construction d'un monde qui accorde le plein respect aux libertés fondamentales, au règlement pacifique des conflits, aux conditions de vie décentes pour toute l'humanité et à la lutte sans compromis contre le crime organisé. Tous ces domaines ont un caractère international. Les conséquences économiques et sociales de la pandémie se faisaient encore sentir lorsque nous avons commencé à ressentir les effets du contexte belliqueux international. Nos peuples se sont donc retrouvés dans la situation difficile de constater l'incapacité des institutions nationales et internationales à faire face aux urgences.

Dans ces circonstances, le premier grand défi que nous devons relever est d'empêcher l'accomplissement de projets qui, manipulant la frustration légitime des citoyens, s'accompagnent d'actions démagogiques et despotiques. Nous ne pouvons pas accepter un discours qui cherche à sacrifier nos libertés sacrées en ayant recours à la tromperie. Plus que jamais, le monde a besoin de tempérance, de dialogue et de modération. Nous vivons une époque qui exige des engagements politiques concrets, et non des attitudes génériques. Cela est d'autant plus vrai pour les années d'après-pandémie, qui s'annoncent difficiles et nécessiteront des réformes complexes qui doivent être préservées de fausses promesses.

En Amérique latine, l'une des régions qui souffrent le plus de cette situation, nous devons être prêts à adopter des positions de principe alignées sur le souci du plein respect des droits humains et de l'autonomie collective. Mais ces positions doivent s'inscrire dans un vaste plan de coopération dans lequel les pays les mieux placés sont conscients du déséquilibre qui caractérise le monde dans tous les domaines. Nous devons travailler à l'unisson pour apporter la stabilité au monde. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur ce qui se passe dans d'autres territoires et abandonner nos pays frères à leur sort.

C'est pourquoi le Paraguay est un pays solidaire qui est cohérent sur ses principes. Nous avons toujours soutenu le peuple vénézuélien frère et sa lutte pour la démocratie. C'est pourquoi, aux côtés d'autres pays au Conseil des droits de l'homme, le Paraguay est à

l'initiative, d'un projet de résolution qui permettra d'approfondir les enquêtes sur la violation des droits humains au Venezuela.

Nous devons reconstruire une conscience morale en ce qui concerne le respect des droits humains et la démocratie. Les instruments juridiques et les institutions que nous avons créés pour les protéger ont une valeur indéniable. Cependant, l'élément fondamental de la protection des individus demeure la consolidation d'une conception de la valeur supérieure de leur dignité, de leur inviolabilité et de leur autonomie.

La situation difficile actuelle nous oblige à examiner les problèmes mondiaux de manière conjointe, sans exclusion. Par conséquent, mon pays réaffirme avec force son appui à la demande de la République de Chine (Taiwan) de faire partie intégrante du système des Nations Unies. Nous sommes convaincus qu'elle apporterait une contribution précieuse au système multilatéral. Je saisis cette occasion pour exprimer ma solidarité avec le peuple taiwanais à la suite du tremblement de terre qui vient de le frapper, ainsi qu'avec les peuples du Mexique, de la République dominicaine et de Porto Rico pour les épisodes climatiques extrêmes qui les ont frappés.

Le Paraguay rejoint la grande majorité des pays qui prônent la paix, la primauté du droit international et le triomphe de la diplomatie. Nous sommes préoccupés par la situation en Ukraine et par les conséquences humanitaires et économiques du conflit. Nous appelons fermement à la cessation des hostilités et à la reprise des négociations. Il est essentiel que l'Organisation et la communauté internationale en général participent intensivement à ce processus. À cet égard, l'examen minutieux du rôle du Conseil de sécurité dans ce contexte international sensible est inévitable. Il est impératif de repenser le fonctionnement du Conseil afin de l'orienter vers une performance efficace, ainsi que de renforcer le rôle de l'Assemblée générale en tant qu'espace permettant de canaliser les opinions de tous les États.

L'autre sujet qui nous réunit en termes de la coopération, c'est la santé du système financier international. Nous ne pouvons pas continuer à parler d'initiatives mondiales visant à éliminer la pauvreté et à promouvoir le développement durable alors que nos économies sont contaminées par la prolifération de profits issus d'activités illicites.

Récemment, le Paraguay a reçu des nouvelles satisfaisantes de la part du Groupe d'action financière d'Amérique latine, ayant passé son évaluation grâce à des efforts conjoints de modernisation de notre

structure institutionnelle pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Nous sommes un pays engagé dans la coopération et nous comprenons l'importance d'adopter des mesures préventives et punitives. Il s'agit d'une tâche à laquelle aucun État ne devrait se soustraire ou au sujet de laquelle aucun État ne devrait faire preuve de complaisance. L'état de droit est un objectif universel qui dépasse les convictions politiques, et ceux qui pensent autrement conspirent contre la vie en communauté.

Sous mon administration, le Paraguay a harmonisé les efforts des institutions de sécurité comme jamais auparavant, et les a mis à contribution dans le cadre de la plus grande opération de l'histoire contre la criminalité organisée. Ce succès est dû non seulement au travail de nos forces publiques, mais aussi au travail coordonné qui a été réalisé avec des organisations étrangères amies, avec lesquelles nous avons prouvé une fois de plus l'importance d'unir nos forces si nous voulons obtenir des résultats contre les groupes criminels. De même, en collaboration avec les services de renseignement, nous avons identifié l'itinéraire d'un avion et de son équipage, qui était soupçonné d'être lié au terrorisme international, et nous avons donné l'alerte.

Un autre domaine de coopération est celui du développement durable. Le Paraguay, qui fait partie du moteur de la production alimentaire mondiale, a progressé dans la transformation de sa matrice de production, la mise en œuvre de pratiques durables en matière de production agricole et d'élevage et l'exploitation de son énergie 100 % propre et renouvelable.

Toutefois, pour que tous nos efforts aient vraiment un sens, il faut que les pays qui, en raison de leurs caractéristiques, ont une plus grande responsabilité, agissent en conséquence. Nous habitons la même planète, et nous avons l'obligation de prendre soin de la nature et des générations futures. C'est la responsabilité de chaque État en tant que tel. C'est pourquoi le Paraguay, avec d'autres pays, a défendu la création d'un poste de rapporteur spécial sur les changements climatiques au sein du Conseil des droits de l'homme, qui contribuera à rendre visibles les véritables répercussions de cette crise dans le monde entier.

L'engagement du Paraguay continue de croître chaque jour. En plus d'être parmi les cinq pays de la région qui ont réussi à augmenter les investissements étrangers directs pendant la pandémie, nous avons pu doubler les investissements privés au cours des quatre dernières années. Il y a quelques mois, Moody's a relevé

le niveau de nos perspectives de crédit, sur la base de la gestion historique, saine et stable de notre économie. Nous faisons partie du plus important corridor logistique et économique d'Amérique du Sud. Dans le même temps, nous continuons à mettre en œuvre un projet d'infrastructures sans précédent qui permettra d'améliorer la connectivité et l'accès aux marchés. Comme on peut le constater, malgré les problèmes auxquels nous avons été confrontés, nous bénéficions de conditions qui nous font envisager l'avenir avec espoir.

Enfin, je voudrais parler de la vision qui soutient l'approche du monde de la République du Paraguay. Au-delà de nos différences légitimes, nous devons trouver des voies communes. Nous avons des défis communs que nous ne pouvons pas relever séparément. Mon pays est attaché à l'ONU et espère que ses objectifs seront atteints. Comme l'a déclaré le pape François, nous sommes tous dans le même bateau et nous sommes appelés à nous engager à démanteler les murs qui nous séparent. Que Dieu bénisse toutes nos nations.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Paraguay de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Mario Abdo Benítez, Président de la République du Paraguay, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Finlande.

*M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Niinistö** (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter M. Csaba Kőrösi pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session. Je tiens également à remercier le Secrétaire général António Guterres pour la détermination et l'habileté avec lesquelles il dirige

l'Organisation des Nations Unies. Ils peuvent tous deux compter sur le soutien indéfectible de la Finlande dans leur travail important en ces temps exceptionnels.

Comme l'indique le thème de la présente session, les défis auxquels nous sommes confrontés sont étroitement liés. La Fédération de Russie mène une guerre brutale en Ukraine. Cette guerre a déjà de graves répercussions, de grande portée. Elles exacerbent les problèmes auxquels la communauté internationale faisait déjà face. Une triple crise énergétique, alimentaire et financière pèse sur les pays vulnérables, ceux qui sont déjà les plus touchés par la crise climatique et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Il s'agit véritablement d'un moment décisif. Alors que nous sommes réunis ici, nous avons une occasion importante de dialoguer, de trouver des solutions et de comprendre les préoccupations de personnes qui sont le plus dans le besoin. Aussi difficile que cela puisse paraître, c'est le moment de faire preuve de solidarité mondiale et de renforcer la coopération multilatérale. La communauté internationale peut et doit sortir renforcée de ces crises.

La guerre cruelle et non provoquée que la Fédération de Russie mène contre l'Ukraine fait rage depuis sept mois maintenant. Elle a apporté d'énormes souffrances et beaucoup de destructions aux terres souveraines de l'Ukraine. Le recours à la force par la Fédération de Russie constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies. Il s'agit d'un acte d'agression, comme l'a établi cette même Assemblée. L'Ukraine exerce son droit inhérent de légitime défense et, à en juger par les informations qui nous parviennent des champs de bataille, elle le fait avec un courage, une force et une efficacité admirables.

Il se peut que nous, communauté internationale, membres de l'Assemblée générale, ne soyons pas toujours d'accord. Nous avons des points de vue différents, mais nous avons l'obligation commune de faire respecter l'ordre international fondé sur des règles. Nous ne pouvons accepter, tolérer ou normaliser les graves violations du droit international et des droits humains. Un monde où règne l'impunité est un monde injuste, instable et dangereux pour nous tous.

Il y avait une crise alimentaire mondiale avant même l'invasion russe de l'Ukraine. Plus de 800 millions de personnes dans le monde souffraient de faim chronique. La guerre a aggravé cette calamité. Je tiens à féliciter le Secrétaire général et le Président de la

Türkiye pour leurs efforts inlassables en vue de parvenir à un accord pour sécuriser le transport de céréales ukrainiennes. Si cet accord est mis en œuvre comme prévu, il aura des retombées majeures sur la vie de dizaines de millions de personnes dans le besoin.

Une action collective est nécessaire pour résoudre le problème plus général de la sécurité alimentaire mondiale. L'objectif doit être de parvenir à des systèmes alimentaires durables, inclusifs et équitables. Nous devons également accélérer la mise en œuvre d'autres objectifs de développement durable. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser qui que ce soit de côté.

L'année dernière, dans cette salle, j'avais déclaré qu'il n'était pas exagéré de dire que nous étions confrontés à une urgence climatique mondiale (A/76/PV.4). Les événements auxquels nous avons assisté cet été me donnent raison. Nous avons connu des sécheresses et des vagues de chaleur extrêmes dans le monde entier, de la Corne de l'Afrique à l'Europe, de la Chine aux États-Unis d'Amérique. L'ampleur de la catastrophe provoquée par les inondations au Pakistan n'est pas encore totalement visible, mais les destructions sont déjà considérables.

Ces événements ne sont ni isolés ni locaux. Ils nous rappellent une fois de plus que les changements climatiques sont une menace existentielle pour l'humanité. Nous sommes pratiquement à un point de basculement très dangereux. Il est donc urgent d'agir sur deux fronts. Premièrement, nous devons changer de cap avant qu'il ne soit trop tard. Deuxièmement, il importe au plus haut point d'aider les personnes qui souffrent et de soutenir celles et ceux qui ont moins de ressources pour faire face à cette menace.

Outre le fait qu'il est nécessaire d'atténuer les changements climatiques, nous devons également nous y adapter. En particulier, nous devons honorer l'engagement de doubler le financement de l'adaptation pris à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Glasgow. Je tiens à le souligner : lutter contre les changements climatiques et prendre soin de l'économie n'est pas contradictoire. La transition verte a un énorme potentiel de création d'emplois, d'innovations et de croissance économique, mais elle doit se faire de manière équitable. La perte alarmante de la biodiversité sur notre planète doit également être une cause de grave préoccupation pour nous tous. Nous sommes au bord d'une extinction massive, ou peut-être y sommes-nous déjà. Une fois encore, nous devons

changer de cap de toute urgence. Nous, les humains, ne pouvons prospérer et survivre que si nous apprenons à coexister avec toutes les autres espèces. Nous devons arrêter et inverser la perte de biodiversité d'ici à 2030. À cette fin, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui se tiendra à Montréal en décembre, sera essentielle.

La défense de la dignité humaine est une mission fondamentale de l'ONU. C'est à nous, les États Membres, de nous montrer à la hauteur de cette tâche. Malgré nos échecs, nous avons également des succès sur lesquels nous pouvons nous appuyer. Le Conseil des droits de l'homme a fait preuve de détermination. Il a œuvré pour que les auteurs des actes horribles commis contre des civils en Ukraine et en Syrie rendent des comptes. Il a fait entendre sa voix pour venir en aide aux femmes et aux filles en Afghanistan.

Je tiens à remercier celles et ceux qui ont appuyé l'adhésion de la Finlande au Conseil des droits de l'homme. En tant que membre de cet organe, la Finlande agit pour que justice soit rendue aux victimes de violations des droits de l'homme. Mon pays demeure un fervent défenseur du travail de la Cour pénale internationale, qui enquête sur toutes les violations graves des droits humains et du droit international humanitaire.

Le nombre de conflits dans le monde est le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale. Un quart de l'humanité vit dans des pays touchés par des conflits. Nous ne devons pas négliger ou oublier l'Afghanistan, le Myanmar, la Syrie, le Yémen et d'autres pays dans lesquels les droits humains ou les conditions d'une vie décente sont mis à mal. Les tensions géopolitiques croissantes, ainsi que les effets des changements climatiques et de la pandémie, rendent les conflits plus complexes et plus longs. Ce sont les personnes ordinaires qui en font les frais. Pour la première fois de son histoire, l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement a diminué pendant deux années consécutives. Nous ne pouvons tout simplement pas laisser cette situation perdurer.

Dans ce monde turbulent, ceux qui attisent les flammes du conflit portent une responsabilité particulière. Mais nous devons tous nous poser une question : avons-nous fait tout ce que nous pouvions pour éviter la violence ? Avons-nous fait ce que nous pouvions pour apporter un changement positif ? Les temps difficiles exigent plus de diplomatie, pas moins. Nous devons construire et renforcer la paix et prévenir les conflits partout où cela est possible. C'est l'essence même de

l'Organisation des Nations Unies. Nous devons également être en mesure de réagir aux menaces émergentes pour la paix et la sécurité et passer de l'examen rétrospectif à la prévoyance. Le rapport du Secrétaire général, *Notre Programme commun* (A/75/982), nous donne une orientation pour un multilatéralisme plus efficace, ouvrant la voie à des solutions aux problèmes mondiaux actuels et futurs et renforçant la paix. Il s'agit réellement de notre programme commun, et la Finlande appuie de tout cœur sa mise en œuvre.

Dans le contexte de sécurité actuel, le dispositif international de maîtrise des armements est de plus en plus remis en question. D'une part, les tensions politiques érodent le fonctionnement du dispositif existant. D'autre part, les nouvelles technologies créent de nouveaux risques. Mais nous ne pouvons pas laisser la maîtrise des armes échouer. Au contraire, elle doit être renforcée. Pendant des décennies, la maîtrise des armements a assuré la stabilité et la prévisibilité des relations entre grandes puissances et des relations internationales. Comme l'a dit Dag Hammarskjöld, « [l]e désarmement n'est jamais le résultat de la seule situation politique ; il est aussi en partie à l'origine de la situation politique ».

Les deux plus grands États dotés d'armes nucléaires ont la responsabilité singulière de faire progresser la question de la maîtrise des armes nucléaires et du désarmement. Les autres États doivent faire de même. Il est dans notre intérêt à toutes et tous que les progrès en matière de maîtrise des armes nucléaires et de désarmement se poursuivent au-delà du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques. Nous appelons les États-Unis et la Fédération de Russie à poursuivre leur dialogue sur la stabilité stratégique en vue de parvenir à de nouvelles réductions de leurs arsenaux nucléaires.

Les défis mondiaux étant interconnectés, nous avons besoin, plus que jamais, d'un engagement renouvelé en faveur du multilatéralisme, avec l'ONU en son centre. Nous ne devons pas être indifférents ou apathiques face à ces crises multiples. Nous ne devons pas nous habituer aux violations du droit international et des droits humains. Nous ne devons pas fermer les yeux sur les besoins croissants des personnes vulnérables. Nous ne devons pas avancer tels des somnambules vers une catastrophe climatique et de biodiversité. Nous ne devons pas non plus perdre l'espoir. Il est encore temps d'agir.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Finlande de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

### **Allocution de M. Ignazio Cassis, Président de la Confédération suisse**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Confédération suisse.

*M. Ignazio Cassis, Président de la Confédération suisse, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ignazio Cassis, Président de la Confédération suisse, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Cassis** : Il y a 20 ans, la Suisse s'exprimait pour la première fois à cette tribune en tant que Membre à part entière de l'ONU (voir A/57/PV.1). L'adhésion de la Suisse à l'ONU en 2002 représente un événement particulier, et pas seulement en raison du moment. En effet, à l'époque, la Suisse était déjà de longue date l'État hôte du siège européen de l'ONU à Genève. Elle œuvrait également de manière active au sein de divers organismes spécialisés des Nations Unies. Non, la spécificité de cet événement était tout autre. La Suisse est le seul pays à avoir adhéré à l'Organisation à la faveur d'une votation populaire de son peuple. Cette décision reflétait l'adéquation entre les valeurs et les buts de l'ONU et ceux ancrés dans la Constitution suisse. C'est pourquoi nous nous sentons si étroitement liés à la Charte des Nations Unies. Les principes inscrits dans la Charte sont plus importants que jamais. Notre monde a rarement été confronté à autant de défis qu'aujourd'hui. Nous vivons un moment charnière, pour nous-mêmes, pour la Charte des Nations Unies, pour la planète entière.

J'ai été bouleversé par l'agression militaire lancée par la Russie, une grande puissance, contre sa voisine l'Ukraine. On me permettra de préciser que cette agression militaire enfreint les principes les plus élémentaires de la Charte, celle-là même qui a été adoptée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale dans le but d'empêcher les guerres. La Suisse réitère l'appel lancé à la Russie pour qu'elle mette fin sans plus tarder à la guerre en Ukraine et qu'elle en respecte l'intégrité territoriale. Les conséquences de cette guerre affectent le monde entier. Elles s'ajoutent aux nombreuses autres crises mondiales que, bien sûr, nous ne devons pas oublier.

Presque aucun continent n'est aujourd'hui épargné par les conflits armés. Les tensions s'accroissent, entre grandes puissances, entre États voisins et même au sein de certains pays. Chaque jour, le droit international humanitaire et les droits de l'homme sont violés. Ceci est intolérable et devrait nous alarmer. Les graves violations des droits de l'homme sont en effet les signes avant-coureurs de possibles escalades de violence et d'instabilités. Si nous examinons une carte des conflits aujourd'hui en cours, il apparaît clairement qu'un lien direct existe presque toujours avec d'autres problématiques qui déstabilisent notre monde, notamment l'insécurité alimentaire croissante, le prix élevé de l'énergie et la sécurité énergétique, les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution de l'environnement, ou encore les défis sanitaires mondiaux tels que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) que nous venons de vivre, qui n'a pas encore été surmontée, et dont on voit toujours les lourdes conséquences économiques et sociales.

Forte des qualités qui sont les siennes et des expériences accumulées au cours de son histoire, la Suisse est résolue à apporter sa pierre à l'édifice pour trouver collectivement des « solutions transformatrices face à des défis intriqués », pour reprendre la formulation du thème choisi pour ce septante-septième débat général. Mon pays, la Suisse, se distingue par son système de démocratie directe, par son fédéralisme, par la stabilité qui caractérise sa politique et son économie, mais aussi par sa diversité et sa capacité à en tirer des solutions innovantes. Ces caractéristiques façonnent la manière dont nous gérons les conflits et résolvons les problèmes complexes à l'intérieur de notre pays. La culture suisse du compromis et du consensus est de mise. Les problèmes sont abordés et résolus par un dialogue parfois dur, parfois long, mais par un dialogue pacifique. Cela exige certes du temps, mais permet de réunir un large consensus, pour un résultat final peut être un peu plus long qu'ailleurs. Nous sommes Membre de l'ONU depuis 2002. Nous n'avons pas été parmi les premiers. Donc il y a une perte de vitesse, mais cela donne une stabilité et une pérennité à notre situation.

C'est ce qui s'est produit, justement, lors de l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Notre expérience me semble également pertinente pour un monde qui, assurément, affronte, du fait de ce bouleversement en Europe, une nouvelle ère. On me permettra par conséquent, en toute modestie, d'exposer dans les grandes lignes quatre éléments qui ont une grande valeur pour la Suisse et qui me paraissent également déterminants pour résoudre les

multiples défis mondiaux. Le premier est l'importance des normes et valeurs fondamentales. Le deuxième est le caractère indissociable de l'indépendance et de la coopération. Le troisième est l'engagement en faveur de la paix et de la sécurité. Le quatrième est le courage de garder le cap.

Reprenons maintenant les choses dans l'ordre, en commençant par l'importance des normes et valeurs fondamentales. Le droit international public est capital. Il est d'autant plus capital que le pays est petit. Nous ne pouvons pas tolérer que le pouvoir des plus forts prévale sur les droits des plus faibles. C'est pour cette raison que la Suisse s'engage pour le respect du droit international public, qui inclut le droit international humanitaire, ainsi que les droits de l'homme. C'est aussi pour cette raison que la Suisse s'engage dans la lutte contre l'impunité. Nous devons tous faire en sorte que les atteintes sérieuses au droit international soient sanctionnées. Les responsables doivent rendre compte de leurs actes, comme par exemple dans le cas de la fosse commune dans la ville d'Izioum. Dans ce contexte, les valeurs sont la boussole de notre action.

La solidarité avec la communauté internationale et le développement durable revêtent pour nous un caractère central. À cet égard, notre feuille de route commune est le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui doit permettre à nos sociétés d'être plus résilientes, plus durables et plus inclusives à l'avenir. Certaines circonstances d'envergure mondiale ont fortement ralenti la mise en œuvre des objectifs de ce programme. La Suisse est fière cependant d'avoir présenté cette année, au début de l'été, son deuxième rapport national sur la mise en œuvre du Programme 2030. Ce rapport relève les progrès réalisés, même si des efforts supplémentaires doivent être faits pour atteindre tous les objectifs. J'invite donc les États Membres à revenir aux valeurs fondamentales du Programme 2030 et à redoubler d'efforts pour travailler ensemble à sa mise en œuvre.

Le deuxième point est le caractère indissociable de l'indépendance et de la coopération, qui ne sont pas antinomiques. En vertu de la Charte des Nations Unies, chaque pays est souverain, et donc est indépendant. Comme tout pays, la Suisse tient à son indépendance. Celle-ci nous permet d'accorder à la diversité de notre culture et de notre population l'attention qu'elle mérite. La Suisse compte quatre langues nationales et présente une grande diversité culturelle. Elle est constituée de 26 États cantonaux distincts, tous actifs sur le plan

politique, bien avant que celui de l'État fédéral. Compte tenu de ces caractéristiques, nous avons appris que la coopération, le respect mutuel et le dialogue permanent, surtout, constituent le seul moyen de faire face aux difficultés. Indépendance et coopération sont en réalité deux concepts étroitement liés. Sans coopération, l'indépendance serait synonyme d'isolement. Sans indépendance, la coopération serait une contrainte. Un dialogue ouvert, d'égal à égal, un climat de confiance et de collaboration ont également une importance primordiale pour la coopération internationale. Grâce à la Genève internationale, la Suisse contribue à ce dialogue. Genève est le centre de la diplomatie multilatérale pour ce qui a trait à la gouvernance mondiale, à la paix, aux droits de l'homme, au désarmement, à l'environnement et à la santé, mais aussi, et c'est nouveau, pour ce qui est de l'anticipation des défis technologiques. Pour nous tous, l'ONU est une plateforme unique et universelle de dialogue et de coopération. Nous devons en tirer pleinement avantage.

Le troisième point se rapporte à l'engagement en faveur de la paix et de la sécurité. La Suisse est un pays neutre. Cela signifie que nous respectons strictement le droit de la neutralité ancré dans le droit international public. Nous ne nous impliquons pas dans les conflits et n'apportons aucun soutien militaire à l'une ou l'autre partie à un conflit. Rien ne saurait remettre cela en question. Mais la neutralité n'a pas pour corollaire l'indifférence, neutralité ne signifie pas absence de solidarité. Nous nous engageons à sauvegarder les principes de liberté, de démocratie et d'état de droit, autant de valeurs ancrées également dans la Constitution suisse.

La Suisse a été élue au Conseil de sécurité de l'ONU dans cette salle le 9 juin dernier avec 187 voix (voir A/76/PV.79). Nous remercions les États Membres du mandat fort qu'ils nous ont confié et de la confiance qu'ils nous témoignent. En proposant sa candidature, la Suisse a montré qu'elle était prête à prendre elle aussi ses responsabilités pour la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans le monde. Nous travaillerons sans relâche pour être à la hauteur de la confiance que les États Membres ont placée en nous et incarner notre slogan : « Un plus pour la paix ».

Dans cette optique, nous nous sommes fixé quatre priorités.

La première priorité consiste à promouvoir une paix durable. Nous voulons mettre à disposition notre expérience de longue date en matière de promotion de la paix et de prévention des conflits. Dans ce contexte, nous mettons un accent particulier sur la participation des femmes dans les processus de paix.

La deuxième priorité consiste à protéger la population civile. C'est elle qui paie le plus lourd tribut dans les conflits. Nous nous engageons en faveur de la protection des civils et pour le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

La troisième priorité consiste à renforcer l'efficacité du Conseil de sécurité. Nous nous engageons depuis longtemps en faveur d'une plus grande efficacité de cet organe fondamental de l'ONU, d'une plus grande transparence de son travail et de l'implication de tous les acteurs concernés. Nous poursuivrons cette voie dans le cadre de notre mandat.

La quatrième priorité consiste à agir pour la sécurité climatique. Le changement climatique, l'un des plus grands défis auxquels nous sommes confrontés, menace également la paix et la sécurité. C'est pourquoi nous nous mobiliserons pour que cette question soit également traitée au sein du Conseil de sécurité.

Il va de soi que notre engagement en faveur d'un monde plus pacifique ne se limite pas au Conseil de sécurité. La Suisse a ainsi accueilli, aux côtés de ses partenaires ukrainiens, la conférence sur la reconstruction de l'Ukraine dans le canton du Tessin, dont je suis originaire. Les principes de Lugano qui en sont ressortis fixent des critères largement acceptés pour la reconstruction et les réformes en Ukraine. Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour saluer l'implication de nos partenaires, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, dans la poursuite du processus en 2023 et 2024. Si les parties concernées le souhaitent, la Suisse se tient toujours prête à apporter sa longue et vaste expérience des bons offices.

Le quatrième point tient au courage de garder le cap. Nous faisons face à des défis complexes. Nos ressources sont toutefois limitées. Il est donc essentiel de prioriser notre action. Qu'est-ce que cela signifie pour le multilatéralisme ? Cela signifie que nous devons nous concentrer sur la question essentielle de la coexistence pacifique et durable des peuples et des États. Cela signifie que nous avons besoin d'une ONU forte et efficace, et elle ne peut être qu'efficace si elle se concentre, si elle se focalise. Cela signifie qu'une répartition claire des tâches et une meilleure mise en réseau des organismes des Nations Unies sont nécessaires. Il sera alors possible d'exploiter toutes les synergies existantes.

Cela signifie également que nous devons davantage tirer parti de la science, et j'ai beaucoup aimé le fait que le Président et l'Assemblée a évoqué cette collaboration avec la science dans son discours ce matin. Nous

appelons cela la diplomatie scientifique. L'élan que cette nouvelle branche de la diplomatie offre ouvre la voie à de nouvelles approches et avancées susceptibles de déboucher sur des solutions concrètes.

*M. Aidid (Malaisie), Vice-Président, assume la présidence.*

Le Gouvernement suisse, avec le canton de Genève, est fier d'avoir créé dans cet esprit la Fondation GESDA, pour Geneva Science Diplomacy Anticipator Foundation. GESDA a pour but d'anticiper les défis posés par les nouvelles technologies, de manière à en maximiser les bénéfices et en minimiser les risques pour l'être humain, et à garantir un avenir durable sur notre planète, ou, si je puis le formuler autrement : le renforcement ciblé du multilatéralisme et le recentrage sur les tâches essentielles constituent précisément l'instrument qui nous permettra de trouver ensemble une issue à cette période trouble que nous vivons et de nous diriger vers un avenir meilleur.

L'ONU offre un cadre unique, le seul cadre actuel au niveau mondial, pour concrétiser la résolution inscrite dans le Préambule de la Charte, à savoir unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, c'est cela le point focal, en tant que partenaires et non en tant qu'adversaires.

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Confédération suisse de la déclaration qu'il vient de prononcer.

*M. Ignazio Cassis, Président de la Confédération suisse, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M<sup>me</sup> Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque**

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République slovaque.

*M<sup>me</sup> Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Čaputová (parle en anglais) :** L'Organisation a un objectif clair, énoncé à l'Article 1 de la Charte des Nations Unies : maintenir la paix et la sécurité internationales, développer entre les nations des relations amicales et réaliser la coopération internationale. La plupart des États Membres conviendraient probablement aujourd'hui que nous sommes encore loin d'atteindre cet objectif. Cela ne signifie toutefois pas que nous ne devons pas essayer.

Chaque Membre de l'ONU a la responsabilité de protéger la paix. À cet égard, les membres permanents du Conseil de sécurité sont investis d'un devoir particulier. Au lieu de cela, nous voyons aujourd'hui l'un des cinq membres permanents bafouer ouvertement le droit d'un autre Membre de l'ONU, l'Ukraine, à exister en tant qu'État indépendant. Ceux qui enfreignent les règles eux-mêmes n'ont aucune autorité à fixer des règles pour d'autres en recourant au veto. Les torts de la Russie, dans son agression, ne sauraient être plus clairs. Dans la résolution ES-11/1 de l'Assemblée générale, 141 pays ont déploré la guerre menée par Moscou contre l'Ukraine. Aucun veto opposé au Conseil de sécurité ne pourra changer la vérité fondamentale, à savoir qu'aujourd'hui, au lieu de protéger la paix mondiale, la Russie fait tout pour la rompre.

L'agression de Moscou a infligé des dommages au monde entier. Des milliers de civils ukrainiens innocents ont été tués. Des millions de personnes ont dû abandonner leur foyer, provoquant l'une des plus vastes crises de réfugiés de l'histoire européenne. Cinquante millions de personnes sont au bord de la famine en Afrique et en Asie. Le blocus par la Russie des ports de l'Ukraine et la saisie de ses récoltes ont aggravé une crise alimentaire mondiale déjà sérieuse.

Nous saluons l'accord conclu grâce à la médiation du Secrétaire général, M. Guterres, et de la Türkiye, et nous appelons la Russie à débloquent complètement tous les ports ukrainiens. Faute de quoi, le monde continuera de souffrir. Le monde démocratique, de même que chacun d'entre nous, doit être une voix pour l'Ukraine, une voix qui ne se taira pas et qui continuera de témoigner des crimes de la Russie en Ukraine. Nous devons être la voix qui se souviendra et qui agira pour que nul ne puisse plus jamais commettre de telles atrocités.

Vladimir Poutine espérait conquérir l'Ukraine et semer la peur dans nos rangs. Il a échoué à atteindre cet objectif, comme le montrent les récents succès de l'Ukraine sur le champ de bataille. Nous reconstruirons la paix. Pour cela, nous devons tirer les enseignements de

nos erreurs du passé. Ce n'est pas la première fois que nous sommes témoins d'une agression en Europe. La Russie occupe des pans de la Géorgie depuis 2008 et des pans de l'Ukraine depuis 2014. Notre réaction face à ces agissements a été incomplète. Le souci de notre propre confort a éteint notre détermination. Les sanctions timorées que nous avons imposées n'ont pas réussi à décourager la Russie d'essayer une nouvelle fois. Notre faiblesse a encouragé une nouvelle agression. Nous ne devons pas répéter la même erreur. Le mépris des règles empoisonne la sécurité mondiale, et cela ne saurait être toléré.

Plus de 50 pays, dont la totalité des membres de l'Union européenne, ont déjà imposé des sanctions sévères à la Russie. La Slovaquie est le voisin direct de l'Ukraine. Notre propre sécurité est mise à mal par cette guerre. Nous ne sommes ni le plus grand, ni le plus riche pays du monde. Notre approvisionnement énergétique est depuis longtemps tributaire de la Russie. Toutefois, nous avons choisi de protéger nos droits fondamentaux. Nous avons imposé des sanctions à la Russie et nous apportons un soutien à l'Ukraine, y compris une aide militaire, car le combat de l'Ukraine est juste et défensif, et conforme au droit international. J'invite tous les États Membres à se rallier à cette action. Nous devons tous aider l'Ukraine sur les plans politique, militaire et financier, car c'est la seule façon de rétablir la paix.

La guerre en Ukraine n'est pas la seule crise qui mette en lumière le fossé qui sépare les règles et engagements dont nous sommes convenus et leur application concrète. En novembre, nous tiendrons la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27) en Égypte. Hélas, nos actes et nos paroles se trouvent dangereusement en décalage. Nos émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas assez vite. Combien faudra-t-il encore d'hectares brûlés, de millions de réfugiés climatiques et de victimes d'inondations pour nous convaincre qu'ignorer nos engagements n'est plus possible ? Nous accusons un retard désastreux dans la réduction de nos émissions. Pire encore, certains affirment que la crise climatique doit attendre compte tenu de la flambée des prix de l'énergie. Ce serait une terrible erreur. Oui, les augmentations de prix sont douloureuses et nous devons aider ceux qui risquent de ne plus avoir accès à l'énergie, mais nous ne devons pas perdre de vue le tableau d'ensemble.

Nous parlons de la hausse des prix de produits de base que nous devons de toute façon éliminer progressivement pour stopper le réchauffement de la planète. Plutôt que de rétablir les subventions au charbon ou au gaz, nous devons les abandonner. Les

énergies renouvelables sont moins à la merci de ceux qui cherchent à se servir du gaz ou du pétrole comme d'une arme énergétique. Et elles sont moins chères. Malgré l'actuelle crise énergétique, la Slovaquie cessera d'utiliser le charbon comme source d'énergie l'an prochain. Nous investissons dans les énergies renouvelables et nous lançons un programme de rénovation des bâtiments afin d'en renforcer l'efficacité énergétique, car l'énergie la moins chère est celle que l'on n'utilise pas. Nous ne pourrions agir que tous ensemble, à l'échelle mondiale et en étant solidaires les uns des autres. Il faut que toutes les grandes économies se joignent à nous et aident les pays qui en ont besoin. À la COP 27 de cette année, il faudra augmenter considérablement les fonds destinés aux pays à revenu faible ou intermédiaire. Beaucoup d'entre eux ne contribuent que très peu au réchauffement de la planète mais pâtissent le plus de ses conséquences.

En tant que communauté mondiale, nous avons privilégié le confort à court terme aux solutions durables concernant deux crises : celle de la paix et de l'ordre international, et celle de notre climat. Cela dit, il existe une troisième crise, celle de la mise en retrait des valeurs, des faits et de l'expertise. On observe aussi une érosion de la confiance dans les institutions démocratiques. Nous sommes confrontés à une épidémie de mensonges, de propagande et de désinformation. Elle n'est guère nouvelle, mais avec l'essor des réseaux sociaux, elle gagne en puissance. Si les algorithmes favorisent la haine plutôt que la vérité, ou les absurdités plutôt que la science, et s'ils font appel à nos instincts plutôt qu'au bien suprême, comment espérer une compréhension mondiale ou le type de coopération que l'ONU a été créée pour promouvoir ? Les démocraties sont tolérantes par défaut, mais elles meurent si elles se mettent à tolérer l'intolérance.

À l'instar du reste de l'Union européenne, la Slovaquie est une pionnière dans la réglementation efficace et démocratique des principaux réseaux sociaux et des médias numériques. L'espace en ligne doit obéir aux mêmes règles démocratiques que celles qui s'appliquent hors ligne. Nous saluons les initiatives des Nations Unies visant à établir des règles pour le comportement des États dans le cyberspace. Les efforts menés en faveur d'une sorte de convention de Genève du numérique sont justifiés et nécessaires.

Les crises que j'ai évoquées ont des effets disproportionnés sur les femmes et les filles. Cela se traduit par des taux plus élevés de violence domestique et fondée sur le genre, un accroissement de leur insécurité

économique et de leur pauvreté, ou encore des difficultés accrues d'accès à l'éducation et aux soins de santé. Toutefois, je ne suis pas ici pour poser les femmes en victimes. Je suis ici pour les appeler toutes à s'investir davantage dans les affaires publiques. Les femmes sont des agentes du changement. Le monde a la responsabilité collective de les soutenir, car nous voyons déjà les effets d'un monde qui est géré sans tenir véritablement compte de leur expérience singulière et variée.

Les temps ne sont pas très favorables aux idées qui ont construit et qui font vivre l'Organisation. La paix que nous devons préserver se délite. La coopération internationale que nous devons encourager n'a pas permis d'empêcher une catastrophe climatique. Et l'esprit du patrimoine commun de l'humanité que l'ONU incarne est attaqué par des extrémistes, pour qui les nouvelles technologies sont une caisse de résonance. Les demi-mesures ne suffisent pas pour faire face à ces défis. Nous avons déjà essayé. Il est temps d'agir et de faire preuve de clarté.

Nous, les Membres de l'ONU, devons clairement nous ranger du côté de la victime et non de l'agresseur. Nous devons choisir l'ordre international fondé sur des règles et non le pouvoir des armes. Nous devons de toute urgence atteindre nos objectifs climatiques et trouver des règles de fonctionnement pour les plateformes de médias sociaux afin de protéger le tissu de nos sociétés et l'ordre international. Bien sûr, nous pouvons tergiverser et chercher à faire des compromis. Mais encore une fois, l'histoire nous enseigne que la passivité et l'ignorance ne règlent jamais les crises ; elles ne font que retarder l'heure des comptes. Et puisque qu'il importe de respecter même la règle la plus minime, qu'il me soit permis de terminer mon allocution ici, pour respecter le temps de parole convenu.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République slovaque de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Emmanuel Macron, Président de la République française**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française.

*M. Emmanuel Macron, Président de la République française, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Emmanuel Macron, Président de la République française, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Macron** : C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant l'Assemblée pour y porter la voix de la France. Et à cet instant, je pense à ceux qui se sont battus dans mon pays, mais également partout dans le monde, pour que, précisément, la France soit libre. À ceux aussi qui ont estimé que le destin de l'Europe ne pouvait leur être indifférent en d'autres temps, et celles-là et ceux-là qu'ils viennent d'Afrique, d'Asie, d'Océanie ou d'Amérique, parce qu'une part de leur liberté, comme de l'avenir du monde, s'y jouait. Je pense à ceux qui ont écrit la Charte et bâti les murs de l'Organisation pour conjurer le pire une fois celui-ci advenu à deux reprises au XX<sup>e</sup> siècle, infligeant à l'humanité tout entière d'indicibles souffrances.

N'oublions jamais cette dette. Elle sert les intérêts de tous nos pays et nous montre le chemin de la paix. Elle nous rappelle qu'il n'est d'autre centre de pouvoir légitime et durable que celui que les nations décident souverainement en s'unissant. Elle nous dit que l'universalité de l'Organisation n'est au service d'aucune hégémonie, d'aucune oligarchie géopolitique. Or, cet héritage, l'Organisation, tout comme, d'ailleurs, nos choix en tant que nations, sont aujourd'hui confrontés à une alternative.

Nous avons aujourd'hui à faire un choix simple, au fond : celui de la guerre ou de la paix. Le 24 février dernier, la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, a rompu, par un acte d'agression, d'invasion et d'annexion, notre sécurité collective. Elle a délibérément violé la Charte des Nations Unies et le principe d'égalité souveraine des États. Dès le 16 mars, la Cour internationale de Justice a déclaré l'agression russe illégale et a exigé le retrait de la Russie. La Russie a décidé, ce faisant, d'ouvrir la voie à d'autres guerres d'annexion, aujourd'hui en Europe, mais peut-être demain en Asie, en Afrique ou en Amérique latine.

On peut dire tout ce qu'on veut aujourd'hui, et j'entends nombre de débats et ai entendu nombre de prises de parole. Il est une chose sûre et certaine : au moment où je parle, il y a des troupes russes en Ukraine et à ma connaissance, il n'y a pas de troupes ukrainiennes en Russie. C'est un état de fait et nous devons tous le regarder. Plus cette guerre dure, plus elle devient

menaçante pour la paix en Europe, mais aussi pour celle du monde. Elle nous conduit vers une conflictualité élargie, permanente, où la souveraineté et la sécurité de chacun ne dépendent plus que de rapports de forces, de la taille des armées, de la solidité des alliances ou des intentions des groupes armés et des milices ; où ceux qui se considèrent comme forts cherchent à soumettre par tous les moyens ceux qu'ils considèrent comme faibles.

Ce à quoi nous assistons depuis le 24 février dernier est un retour à l'âge des impérialismes et des colonies. La France le refuse et recherchera obstinément la paix. Là-dessus, notre position est claire, et c'est au service de cette position que j'assume le dialogue conduit avec la Russie dès avant le déclenchement de la guerre, tout au long des derniers mois, et que je continuerai de l'assumer, car c'est ainsi qu'ensemble, nous rechercherons la paix. La recherche de la paix par les initiatives prises au cours des années et des mois qui ont précédé le conflit pour l'éviter. La recherche de la paix depuis le 24 février par le soutien humanitaire, économique et militaire que nous apportons au peuple ukrainien pour qu'il puisse exercer son droit de légitime défense et préserver sa liberté. La recherche de la paix par notre condamnation de l'invasion d'un État souverain, de la violation des principes de notre sécurité collective et des crimes de guerre commis par la Russie sur le sol ukrainien et par notre refus de l'impunité. La justice internationale devra établir les crimes et juger les coupables. La recherche de la paix, enfin, par notre volonté d'endiguer l'extension géographique et l'intensité de la guerre. Il nous incombe, à cet égard, de soutenir les efforts de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour prévenir les conséquences de la guerre sur la sûreté et la sécurité nucléaires, comme nous le ferons demain aux côtés des Ukrainiens, dont la souveraineté sur leurs centrales ne saurait être discutée. Nous avons obtenu qu'une mission de l'Agence se rende sur le terrain et établisse un rapport de façon indépendante. Travaillons ensemble pour prévenir le risque d'un accident dont les conséquences seraient dévastatrices.

Nous savons tous, ici, que seul un accord respectant le droit international permettra de rétablir la paix. Une négociation ne sera possible que si souverainement, l'Ukraine le veut et la Russie l'accepte de bonne foi. Nous savons tous, aussi, qu'une négociation n'aboutira que si la souveraineté de l'Ukraine est respectée, son territoire libéré et sa sécurité protégée. La Russie doit maintenant entendre qu'elle ne saurait imposer quelque volonté par des moyens militaires, même en y adjoignant, avec cynisme, des simulacres de référendum

dans des territoires bombardés et désormais occupés. Il incombe aux membres du Conseil de sécurité de le dire haut et clair, et aux membres de l'Assemblée de nous soutenir sur ce chemin de la paix.

J'appelle de cette tribune les Membres de l'ONU à agir pour que la Russie renonce au choix de la guerre, en mesure le coût pour elle-même et pour nous tous et mette un terme à son agression. Il ne s'agit pas ici de choisir un camp entre l'Est et l'Ouest, ni entre le Nord et le Sud. Il s'agit de la responsabilité de tous ceux qui sont attachés au respect de la Charte et à notre bien le plus précieux, la paix, car au-delà de la guerre, c'est un risque de division du monde qui se joue en raison des conséquences directes et indirectes du conflit.

Je sais qu'ici, à l'Assemblée, beaucoup nourrissent un sentiment d'injustice face aux conséquences énergétiques, alimentaires, économiques dramatiques de la guerre menée par la Russie. Je sais aussi que certains pays ici représentés sont restés dans une forme de neutralité à l'égard de cette guerre, mais je veux le dire avec la plus grande des nettetés aujourd'hui : qui voudrait mimer le combat des non-alignés en refusant de s'exprimer clairement se trompe et prend une responsabilité historique. Le combat des non-alignés, c'était un combat pour la paix. Le combat des non-alignés, c'était un combat au service de la souveraineté des États, pour l'intégrité territoriale de chacun. Le combat des non-alignés, c'est cela. Ceux qui se taisent aujourd'hui servent malgré eux ou secrètement, avec une certaine complicité, la cause d'un nouvel impérialisme, d'un cynisme contemporain qui désagrège notre ordre international sans lequel la paix n'est possible.

La Russie s'emploie à installer l'idée aujourd'hui d'un double standard, mais la guerre en Ukraine ne doit être un conflit indifférent pour personne. Elle est proche pour les Européens, qui ont choisi de soutenir l'Ukraine sans entrer en guerre avec la Russie. Elle est plus lointaine pour beaucoup, mais nous en avons tous les conséquences directes et nous avons tous un rôle à jouer pour y mettre un terme, car nous en payons tous le prix. Par ses fondements mêmes, cette guerre lancée par la Russie bafoue les principes au cœur de l'Organisation, bafoue les principes du seul ordre international possible, le seul à pouvoir garantir la paix, c'est-à-dire le respect de la souveraineté nationale et de l'intangibilité des frontières.

À cet égard, ne confondant pas causes et conséquences, qui peut ici défendre l'idée que l'invasion de l'Ukraine ne justifiait aucune sanction ? Qui pourrait considérer que, le jour où quelque chose de semblable

fait par un voisin plus puissant lui arrivait, le silence de la région et du monde serait la meilleure des réponses ? Qui peut le soutenir ? Qui peut croire qu'il suffirait que la Russie remporte cette guerre pour que nous passions à autre chose ? Personne. L'impérialisme contemporain n'est pas européen ou occidental. Il prend la forme d'une invasion territoriale adossée à une guerre hybride, mondialisée, qui utilise le prix de l'énergie, la sécurité alimentaire, la sûreté nucléaire, l'accès à l'information et les mouvements de population comme des armes de division et de destruction. C'est en cela que cette guerre porte atteinte à nos souverainetés à tous.

Aussi, la France se tiendra-t-elle aux côtés des peuples libres des Nations Unies pour faire face aux conséquences du conflit comme à toutes les inégalités qu'il accroît, en récusant logiques de blocs ou d'alliances exclusives, car au-delà des conséquences directes de la guerre, le risque qui est aujourd'hui le nôtre est celui d'une nouvelle partition du monde. Certains voudraient nous faire croire qu'il y aurait d'un côté l'Ouest, qui défendrait des valeurs dépassées au service de ses intérêts, et de l'autre côté le reste du monde, qui a tant souffert, et cherche à coopérer en soutenant la guerre ou en détournant le regard. Je récuse cette division pour au moins deux raisons.

La première par principe, et je viens de l'évoquer. L'Organisation porte des valeurs universelles, ne laissons pas s'installer l'idée sourde qu'il y aurait dans les valeurs inscrites dans la Charte des Nations Unies quelque chose de régional, d'adaptable. L'Organisation a bien des valeurs universelles et la division face à la guerre en Ukraine est simple : les Membres sont-ils pour ou contre la loi du plus fort, le non-respect de l'intégrité territoriale des pays et de la souveraineté nationale ? Sont-ils pour ou contre l'impunité ? Je ne conçois aucun ordre international ni paix durable qui ne puisse être fondé sur le respect des peuples et le principe de responsabilité. Donc, oui, nos valeurs sont universelles et c'est pour cela qu'elles ne doivent jamais être au service d'une puissance qui viole ces principes. Et quand, ces dernières années, nous avons pris des libertés avec ces mêmes valeurs, nous avons eu tort, mais cela ne saurait aucunement justifier de fouler aux pieds ce que nous avons collectivement bâti après la Seconde Guerre mondiale.

Et quand j'entends la Russie se dire prête à œuvrer à des coopérations nouvelles, à un ordre international nouveau, sans hégémonie, la belle affaire, mais sur quels principes ? L'invasion du voisin ? Le non-respect des frontières de celui qui ne me plaît pas ? Quel est

cet ordre ? Qui est hégémonique aujourd'hui, si ce n'est la Russie ? Que nous propose-t-on ? Que nous vend-on ? Quel rêve vend-on sur la bonne foi de certaines et certains ici ? Rien qui ne tienne longtemps. Ne cédon pas au cynisme qui désagrège l'ordre qui nous a construit et permet seul de tenir la stabilité internationale car ces valeurs qui sont les nôtres, le respect de la souveraineté nationale, de l'intégrité des frontières, – je le dis, nous avons eu tort à chaque fois que nous avons pris des licences avec elles –, ce sont les valeurs que nous avons bâties après la Seconde Guerre mondiale, après les colonialismes. Refusons de faire bégayer l'histoire sous prétexte que ce sont aujourd'hui d'autres géographies qui sont touchées, et ne cédon pas.

La deuxième raison de mon opposition à cette tentative de partition du monde est pragmatique. En fait, derrière les divisions naissantes, il y a une tentative de partition du monde qui renforce la tension entre les États-Unis et la Chine, et c'est à mes yeux une erreur funeste pour nous tous, car ce ne serait pas une nouvelle guerre froide. Plusieurs puissances de désordre et de déséquilibre jouent de cette période pour multiplier les conflits régionaux, reprendre le chemin de la prolifération nucléaire et faire reculer la sécurité collective. Je pense donc que nous devons tout faire pour que cette nouvelle division n'advienne pas, car nos défis sont de plus en plus nombreux et urgents, et nécessitent de nouvelles coopérations.

Regardons le Pakistan : un tiers du pays sous les eaux, plus de 1400 morts, 1300 blessés, des millions de personnes en situation d'urgence. Regardons la Corne de l'Afrique, la pire sécheresse depuis 40 ans et une saison des pluies qui sera sans doute pire encore. La moitié de l'humanité vit désormais dans la zone de danger climatique. Nos écosystèmes atteignent les points de non-retour. Regardons en Somalie, au Yémen, au Soudan du Sud, en Afghanistan : la famine revient. La crise alimentaire frappe partout, et plus durement les plus fragiles. Trois cent quarante-cinq millions de personnes dans le monde sont en situation de faim aiguë, dont 153 millions d'enfants. Cinquante-cinq guerres civiles sont en cours sur notre planète. Cent millions de personnes sont déplacées. Alors qu'entre 1990 et 2015, 137000 personnes échappaient chaque jour à l'extrême pauvreté, 345 millions pourraient y tomber d'ici 2030 dans les pays touchés par les conflits.

Face aux crises, au dérèglement climatique, à la pandémie, à la montée des prix de l'alimentation, les plus vulnérables sont toujours les touchés. Les menaces sont toujours là en plus de tout cela, les terrorismes, qui

touchent entre autres le Sahel comme le Moyen-Orient, la prolifération nucléaire en Iran comme en Corée du Nord, que nous n'avons pas réussi à endiguer. Telles sont nos urgences. Et à la cavalcade, la description que je viens d'en faire n'est pas exhaustive, mais elles sont à chaque fois ou le résultat des défaillances profondes de notre système international qui a su accompagner les bénéfices de la mondialisation mais n'a pas su endiguer ses fractures, ses menaces, ses déséquilibres, ou la conséquence de nos divisions entre nous.

Notre responsabilité commune est plutôt d'œuvrer pour aider les plus fragiles et les plus touchés à faire face à tous ces défis. M. Narendra Modi, le Premier ministre de l'Inde, a eu raison de le dire : l'heure n'est pas à la guerre. Elle n'est ni à la revanche contre l'Occident, ni à l'opposition de l'Ouest contre le reste. Elle est au sursaut collectif de nos pays souverains et égaux face aux défis contemporains. C'est pourquoi il est urgent de bâtir un nouveau contrat entre le Nord et le Sud, un contrat efficace et respectueux pour l'alimentation, pour le climat et la biodiversité, pour l'éducation. Le temps n'est plus aux logiques de blocs, mais à la construction de coalitions d'actions concrètes, permettant de concilier intérêt légitime et bien commun.

Face à la crise alimentaire mondiale, la France a d'ores et déjà doublé ses financements au Programme alimentaire mondial. Nous avons bâti, avec l'Union européenne, les « corridors de solidarité » qui ont permis d'évacuer plus de 10 millions de tonnes de céréales par la voie terrestre depuis le printemps dernier. Ceci a été utilement complété par l'accord du 22 juillet dernier, permis grâce au travail du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et qui a permis d'évacuer 2,4 millions de tonnes par la mer Noire, et qui se poursuit.

Nous avons porté l'initiative FARM (*Food and Agriculture Resilience Mission*), qui permet d'approvisionner les pays vulnérables à bas prix sans condition politique et d'investir dans la production agricole des pays qui souhaitent sortir de la dépendance. J'annonce également que la France financera l'évacuation du blé ukrainien à destination de la Somalie en lien avec le Programme alimentaire mondial. Nous le ferons avec solidarité, efficacité et exigence de pleine transparence.

Demain, nous réunirons l'Union africaine, les organismes des Nations Unies, l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international (FMI), les banques de développement et la Commission européenne pour bâtir un mécanisme viable d'accès aux

engrais pour l'Afrique, en complément, là encore, des initiatives du Secrétaire général sur ce point.

Sur le climat et la biodiversité, dans quelques semaines, nous nous retrouverons à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27), en Égypte. Soyons clairs, là aussi, sur ce que signifie la transition juste. Notre premier combat collectif est l'éradication du charbon. La crise ne doit pas nous faire perdre le cap. Si nous n'en sortons pas, nous dépasserons plus encore que les prédictions ne le disent l'augmentation de 2°C. Je suis prêt à investir dans les coalitions de financement dites JET (*Just Energy Transition*), comme nous l'avons par exemple fait avec l'Afrique du Sud il y a quelques mois, et nous devons poursuivre cette logique. Mais la Chine et les grands émergents doivent prendre une décision claire à la COP. C'est impérieux.

Nous devons bâtir à cet égard, autour des grands émergents, des coalitions d'acteurs étatiques avec nos grandes institutions financières internationales pour bâtir des solutions complètes de production d'énergie et de changement des modèles de production industrielle, qui seules permettront ces transitions.

Ensuite, le Groupe des Sept doit montrer l'exemple. Les pays les plus riches doivent accélérer leurs programmes de neutralité carbone, mais aussi faire l'effort de sobriété et partager les technologies vertes. Les Membres savent, en la matière, pouvoir compter sur l'Union européenne.

Je crois aussi qu'il nous faut reconnaître qu'il existe, pour les pays les plus pauvres, une difficulté à agir en même temps pour la lutte contre la grande pauvreté et l'accélération de la transition. Nous ne pouvons pas demander la même chose à l'Afrique subsaharienne, où 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité, et aux grands émetteurs. C'est pourquoi la solidarité financière, la solidarité technologique des plus riches doit être renforcée sur le plan climatique à l'égard des pays les plus pauvres. Apporter des financements, apporter des solutions et accélérer cet agenda comme nous avons su le faire au moment de la pandémie, mais de manière encore plus forte, plus efficace, plus résolue. Nous devons aussi, dans ce contexte, protéger ensemble nos puits de carbone et nos trésors de biodiversité. La France accueillera avec le Costa Rica la Conférence sur les océans en 2025. Faisons-en la COP 21 des océans.

Sur la santé, nous devons apprendre de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). À cet égard, nous devons reconnaître que notre première ligne de défense, ce sont les systèmes et les personnels de santé dans les pays les plus fragiles. J'insisterai sur ce point crucial lors de la reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, dont la France restera l'un des tout premiers contributeurs. Nous devons aussi nous assurer que l'Organisation mondiale de la Santé mette bien en place les systèmes d'alerte précoce dont nous avons besoin pour prévenir la propagation d'autres virus et nous devons traiter ensemble santé humaine et animale. C'est le sens même de l'initiative « Une seule santé », que la France porte avec plusieurs autres.

Comme nous le faisons avec le Partenariat mondial pour l'éducation, poursuivons nos efforts pour que les enfants aillent à l'école après une pandémie qui les en a privés. C'est lutter à la source contre toutes les inégalités et travailler pour notre avenir à tous.

On le voit, sur tous ces sujets, c'est plus de coopération, ce sont des partenariats d'acteurs, entre l'Ouest et le Sud, entre le Nord et le Sud, qu'il faut développer. C'est plus d'engagement dans nos grandes institutions. Tout cela, c'est l'inverse d'une division qu'on veut installer. Qui pendant la pandémie était là ? Qui propose des financements face à la transition climatique ? Pas ceux qui aujourd'hui proposent un nouvel ordre international et qui n'avaient pas de vaccin qui marche, et qui ont été peu solidaires, et qui n'apportent rien face au climat. Face à tous ces défis, qui sont les nôtres collectivement, nous devons être plus solidaires, coopérer davantage, mais en aucun cas céder à des sirènes qui ne mènent nul part.

Pour y arriver, nous devons aussi être lucides sur la situation des pays les plus pauvres et des pays à revenus intermédiaires qu'ils soient en Afrique, sur le continent sud-américain, en Asie ou dans le Pacifique. La pandémie a encore accru les inégalités, la guerre et ses conséquences accroissent les difficultés pour nombre de ces pays. Le Groupe des 20 (G20) doit donc impérativement tenir l'objectif qu'il s'est donné l'an dernier de mobiliser 100 milliards de dollars à partir des droits de tirage spéciaux. Mais nous devons aller plus loin et plus fort. D'abord sur la base de ces émissions de droits de tirage spéciaux du FMI, nous devons mettre en œuvre ce à quoi nous nous sommes engagés. Tant de pays, en particulier en Afrique, n'ont pas encore vu cet argent et nous ne pouvons plus leur expliquer que tel parlement

bloque, que telle règle l'empêche. C'est impossible ! Nous arriverons trop tard. Mais nous devons aller plus loin, car la difficulté est encore plus grande. Il nous faut donc passer à 30 % de réallocation de nos droits de tirage spéciaux au profit des pays africains les plus exposés et des pays les plus pauvres partout sur la planète. Et nous devons, avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, réengager nos dispositifs qui ne sont plus adaptés au contexte actuel.

Les règles que nous appliquons aujourd'hui sont les règles des années 80. La situation de notre planète post-COVID 19, avec une accélération du dérèglement climatique et d'un effondrement de la biodiversité, et en raison des déséquilibres créés par la guerre, accroît nos exigences de solidarité. Il nous faut un nouveau pacte financier avec le Sud. Voilà notre vraie ligne de front, celle qui doit nous rassembler non pas contre un ennemi commun, non pas contre des histoires fausses ou des révisions historiques, mais pour la planète que nous habitons tous et pour l'égalité des chances à l'échelle de l'humanité.

Ce combat, c'est le nôtre, c'est celui qui nous réunit tous. Il suppose simplement de faire un peu plus d'efforts, de tenir nos accords, d'être exigeants et respectueux les uns avec les autres. Mais ce combat, qui est le vrai, si nous ne sommes pas capables de le mener ensemble, sera la source de toutes les fractures et des conflits à venir.

J'invite tous ceux qui veulent bâtir avec nous ce nouveau contrat à venir au Forum de Paris sur la paix le 11 novembre prochain pour préparer le G20 de Bali et avancer ensemble, sans jamais renoncer aux valeurs qui nous sont communes et aux principes qui nous guident. Allons à l'essentiel, ne nous résignons pas à la fragmentation du monde et à la montée des menaces à la paix, ne permettons pas que les crises s'additionnent, que les conflits sans solutions se multiplient et que prolifèrent les armes de destruction massive. Ce sont autant de risques que nous ne pourrons plus maîtriser à l'avenir sans associer les puissances régionales les plus directement concernées. C'est précisément ce travail d'association des puissances régionales que nous voulons faire au Moyen-Orient en assurant le suivi de la Conférence de Bagdad que nous avons tenue en 2021, pour la stabilité de l'Iraq, pour celle du Liban et de toute la région.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ne sont plus les seuls à avoir leur mot à dire. Et s'ils l'ont, et ils l'ont incontestablement, cela ne peut désormais fonctionner que si nous sommes capables

d'œuvrer plus largement au consensus international nécessaire à la paix. C'est pourquoi je souhaite que nous engagions enfin la réforme du Conseil de sécurité afin qu'il soit plus représentatif, accueille de nouveaux membres permanents et reste capable de jouer tout son rôle en limitant le recours au droit de veto en cas de crimes de masse.

Ce qu'il nous faut faire ensemble, c'est bâtir la paix et l'ordre international contemporain au service des objectifs de la Charte des Nations Unies. Sur ce chemin, les Nations Unies pourront indéfectiblement

compter sur la France. Sur ce chemin, chaque pays ici présent pourra indéfectiblement compter sur la France.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République française de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Emmanuel Macron, Président de la République française, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

*La séance est levée à 14 h 30.*